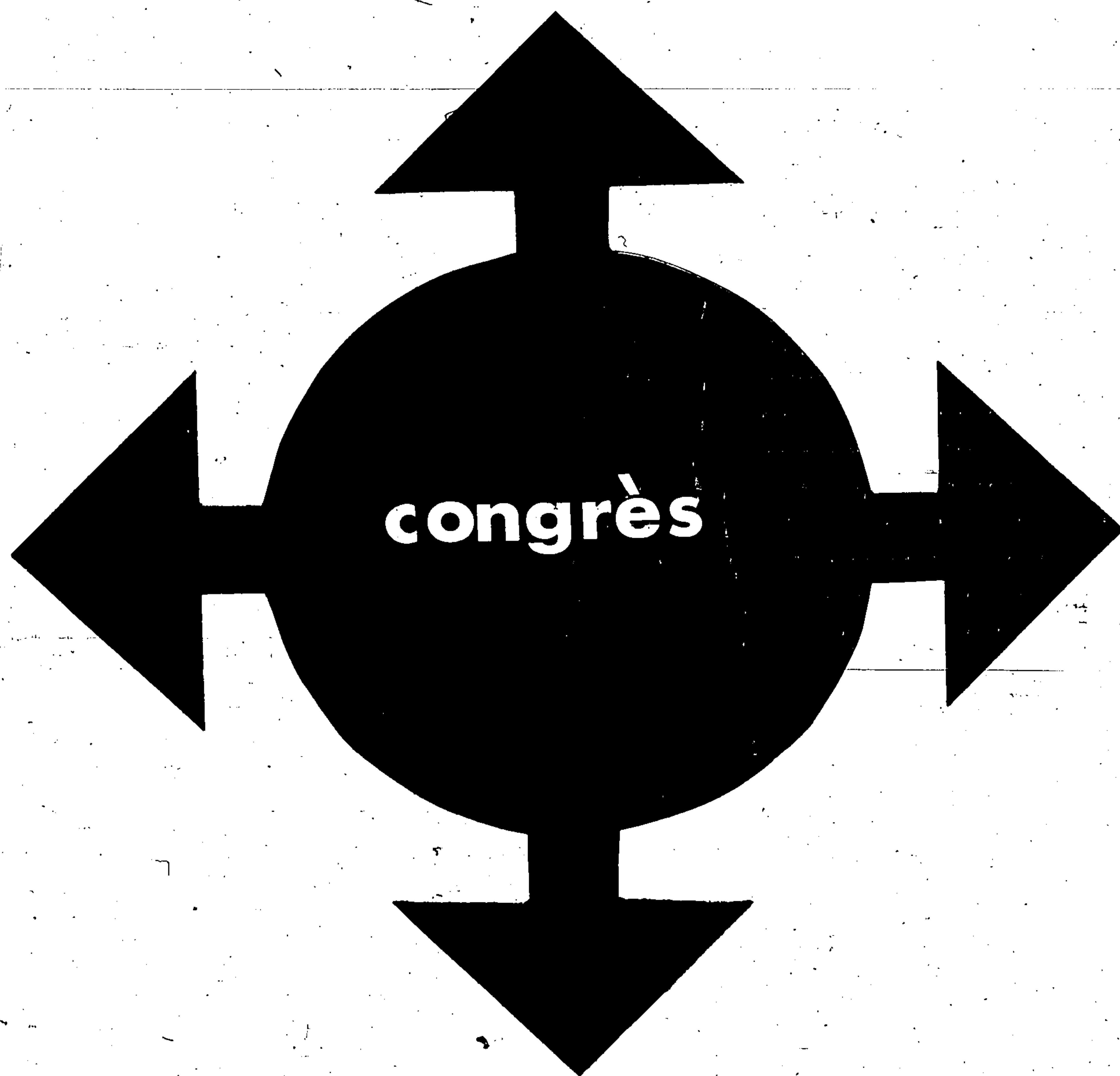


réaction

Vol. 2, No. 4, le 15 Mars, 1973



MAGAZINE
POPULAIRE

RÉACTION

UNIVERSITÉ
LAURENTIENNE
SUDBURY
ONTARIO

REACTION est le magazine officiel des étudiants de l'Université Laurentienne, Sudbury, Ontario.

Les opinions exprimées sont celles de l'équipe à moins d'indice contraire.

Les lettres anonymes, ne peuvent être imprimées. Tout de même un pseudonyme est admissible.

Le magazine paraît le 15 de chaque mois. La date limite pour la remise d'articles (tapés ou écrits lisiblement à double interligne) est le premier de chaque mois.

Les annonces devront être soumises au Bureau Centrale d'Annonces, Association Générale des Etudiants, Université Laurentienne, Sudbury, Ont.

Notre bureau se situe au local L215 et notre numéro de téléphone est 673-2808.

COORDONATEURS De l'édition de mars

Réjean Grenier, Laurent Alie,

Gaston Tremblay,

Denis St-Jules

franco-parole

Journées d'étude pour le fait francophone
de l'Université Laurentienne les jeudi et
vendredi, 15 et 16 mars ...

suivies d'une nuit récréative: La Nuit sur
L'Etang .

SOMMAIRE

- (1) Editorial OBJECTIFS
- (2) Programme des journées d'études
- (3) Programme de la soirée récréative
- (4) Document INFORMATION
- (5) Document QUESTIONS - ORIENTATIONS

objectifs

Pourquoi des Journées d'Etudes?

Pareilles journées doivent s'ériger en Faits:

(1) Un fait de reconnaissance:

(A) se connaître et se reconnaître

(B) Promotion d'un fait

(2) Un Fait de Sensibilisation

(3) Un Fait d'Accès à la Parole -Action:

(A) Se prononcer sur tout

↘ (B) Se donner un mandat

(C) PROPOSITIONS: SUGESTIONS

6 éditorial

Pouvons-nous considérer l'Université Laurentienne comme un regroupement, dans un même lieu, de ressources tant physiques qu'humaines, oeuvrant dans une direction définie? Par ressources physiques, nous entendons les documents, les locaux et l'équipement; par ressources humaines, les étudiants et le personnel spécialisé; le tout étant rendu opérationnel par des structures de fonctionnement et des moyens financiers.

La question fondamentale est de savoir si la Laurentienne est vraiment au service de la population francophone du Nord de l'Ontario, et jusqu'à quel point elle est adaptée aux besoins de ce milieu.

Il est évident que seul le caractère bilingue de l'Université Laurentienne justifie son existence: ce fait dépasse d'emblée l'utopie pure et simple - la Commission Symons nous l'a bien assez démontré. Dès lors, une définition réaliste du "bilinguisme" s'impose, puisque l'orientation même de cette université en dépend.

Il est donc primordial que tous les intéressés se prononcent. Pour en arriver à des propositions concrètes et réalisables en ce qui concerne le fait francophone à la Laurentienne, Franco-Parole, qui se veut une véritable consultation, regroupera des étudiants, des parents, des professeurs et des dirigeants du monde de l'éducation.

L'Université Laurentienne se doit d'être un organisme vivant, qui évolue au rythme de la communauté qu'elle dessert, répondant d'abord aux exigences de cette même communauté. Après dix ans d'existence, une remise en question de cette institution s'impose. Nous vous la proposons.

Nourissant le grand espoir de vous accueillir,

Des nôtres, des vôtres,

Laurent Alie,
Thérèse Boutin,
Fernand Dorais,
Réjean Grenier,
Gaston Tremblay,
Yvan Rancourt, coordonnateur.

Comité du congrès sous les auspices des organismes suivants:

- Comité Aviseur du Comité du Bilinguisme et du Biculturalisme de l'U.L.
- Comité de Coordination des activités francophones
- Association Générale des Etudiants

horaire

HORAIRE:

Jeudi le 15 mars:

-8:00-9:30 am	<u>INSCRIPTIONS</u>
-9:30-10:00 am	Rencontre préliminaire
-10:00-12:00	Sessions en ateliers
-1:30-3:30 pm	Sessions en ateliers
-5:30-7:00 pm	Souper "CANAYEN"

Vendredi le 16 mars:

-9:30-11:30 am	Sessions en ateliers
-2:00-pm	Assemblée plénière
-8:00 pm-????	<u>La nuit sur l'étang</u>

N.B.: Pour ce qui est de la régie, ateliers, animateurs
d'ateliers, locaux, etc., l'information sera dis-
tribuée au moment de l'inscription.

programme

- A. DIMENSIONS PHYSIQUES DE L'UNIVERSITE
 - 1. LOCAUX
 - 2. HORAIRES
- B. DIMENSIONS INTELLECTUELLES DE L'UNIVERSITE
 - COURS:
 - a) fonction INFORMATION
 - b) fonction FORMATION
 - c) fonction CADRES ET RAYONNEMENT D'UNE UNIVERSITE
- C. DIMENSIONS ADMINISTRATIVES D'UNE UNIVERSITE
- D. CREATION ET RECREATION

REMARQUES:

1. EN THEORIE: il serait souhaitable que chaque atelier de travail parcourt tout le programme ci-dessous élaboré.
2. EN PRATIQUE: il se produira inévitablement que tel ou tel atelier désire approfondir l'un des points à l'ordre du jour.
-Si ce phénomène se produit, s.v.p. prévenir les responsables dès que possible, des questions qu'un atelier aura choisi d'étudier plus particulièrement.
3. L'IMPORTANT serait, évidemment, que tous les ateliers présentent sur chacun des points des suggestions ou mieux des propositions; car, alors, la force d'impact serait plus grande et valable.
4. EN TOUT ETAT DE CAUSE:
 - a) ne perdre pas de temps à choisir, mais aborder, dès qu'en atelier, les points que l'on souhaite étudier;
 - b) et, dès qu'un point a été assez longuement étudié, passer à une proposition pratique, concrète et fermement, clairement formulée, que l'on fait immédiatement parvenir au comité central.
5. Les nombres qui suivent chaque point à l'ordre du jour renvoient au DOCUMENT INFORMATION.
-MAIS, S.V.P.: PRESENTER DES PROPOSITIONS.

a

DIMENSIONS PHYSIQUES DE L'UNIVERSITE

1. LOCAUX-lieux où se donne et se vit la transmission du Savoir.

- 1- Le site de l'Université Laurentienne:
 -bien mis en valeur
 -bien exploité et entretenu

SUGGESTIONS; PROPOSITIONS

11- Locaux:

- adéquats
- intéressants
- bien entretenus
- suffisants
- bien exploités et bien montés
- bien distribués et employés

SUGGESTIONS; PROPOSITIONS

111- Lieux disponibles d'habitation:

- des résidences.....Cf. DOCUMENT INFORMATION (XII), 2; (XIII), 6*
- en ville

SUGGESTIONS; PROPOSITIONS

2. HORAIRES-temps et blocs horaires accordés à la transmission et à la recherche du Savoir

- horaires des temps de cours
- distribution du temps/jour, temps/semaine, temps/semestre
- temps accordé aux services de recherches (le ture, laboratoire, librairie, bibliothèque, salles..., détente, centres récréatifs: accessibilité)

SUGGESTIONS; PROPOSITIONS

* Les nombres ici présentés renvoient au DOCUMENT INFORMATION ci-joint. Ces nombres ne sont ici donnés qu'à titre de suggestions. En fait, la consultation dudit DOCUMENT devrait accompagner l'étude de tous les points du PROGRAMME à l'ordre du jour.

b

DIMENSIONS INTELLECTUELLES DE L'UNIVERSITE

I. TRANSMISSION DE L'INFORMATION

- I- -Débit de l'information:
 (débit:quantité et mode de l'information
 fournie, i.e. initiation, érudition,
 méthodologies...)
 -suffisant
 -médiocre
 -exigeant
 -trop peu exigeant
 SUGGESTIONS ; PROPOSITIONS
- II- Qualification de l'information:
 -actuelle
 -retardataire
 -élitiste, aristocratique, bourgeoise
 -incarnée dans un milieu ou non
 -adéquate pour un milieu universitaire
 -fonction érudition, accumulation raisonnable d'un
 savoir spécialisé: PRATIQUE VALABLE

2. FONCTION FORMATION

- I- Relations profs-étudiants:
 -profils et évaluation des profs:....Cf.
 (IV), 4-2-X; (IV), 4-3-iii), iv), vi), viii); (XIII), 2.7
 -types et évaluation des étudiants
 # provenance (géographique et
 Secondaires) ...Cf. (XIII), 8,9
 # préparation
 # répartition
 -relations elles-mêmes entre profs et
 étudiants ...Cf. (IX), 3
- II- Relations entre étudiants:
 -types de relations
 -déficiences
 -aspects positifs
- III- Contenu culturel des cours
 -ouverture ou sclérose
 -type de culture propagée et vécue:
 # dans les cours: p.e. trop générale ou
 trop spécialisée
 # sur le campus: vie et organismes
 culturels, prolongement
 et incarnation d'un savoir
 culturel ...Cf. (XI), 1
 # dans et pour le Nord-Ontario
 ...Cf. (VII)
 # dans et pour le XX^{ème} siècle
 -bilinguisme et biculturalisme: politiques
 ...Cf. (II); (III); (XI), 3;
 (IX); (XIII), 3
- IV- Méthodologie et résultats
 a) méthodologies ou méthodes de distribution
 de l'information et de la culture dans
 les cours et en dehors des cours:
 -cours magistraux
 -séminaires
 -discussions (dirigées ou libres)
 -laboratoires
 -participation
 -réunions
 -autres types possible ?

b) résultats:

- appréciation et évaluation: travaux, participation, oraux, examens
...Cf. (Xl11),5
- marché du travail: débouchés sur le marché du travail
...Cf. (Xl11),9
- débouchés dans d'autres universités

V- Départements:

- organisation
- comités
- activités
- participation et présence étudiantes
- pouvoir des étudiants

VI- Atmosphère et climat

- des départements
- des unités académiques

3. FONCTION CADRES ET RAYONNEMENT D'UNE UNIVERSITE

I- Cadres:

- division des départements ...Cf. (V); (VI); (VII)
- division des unités académiques
...Cf. (V)
- interdisciplinarité
- l'Université et ses collèges fédérés- affiliés
...Cf. (VI); (VII)

II- Rayonnement:

- l'Université et le Nord de l'Ontario: rôle, fonction, responsabilité, rayonnement
- l'Université et la région sudburoise
- l'Université et l'Extension: étudiants/soir, étudiants/centres extérieurs
- l'Université et le Nord de l'Ontario en général ...Cf. (Xl11),8,9

SUGGESTIONS ; PROPOSITIONS

C

DIMENSIONS ADMINISTRATIVES D'UNE UNIVERSITE

1. Administrateurs:
 - rôle, fonction, responsabilité
...Cf. (11); (1V), 3, 4
 - relations (unités académiques, professeurs, étudiants) avec les administrateurs
...Cf. (1V), 2; (V); (V1); (V11); (X1)
 - évaluation
2. L'Administration et la distribution du Savoir:
 - cadres: comités, organismes
...Cf. (V); (11); (V11); (V111); (X)
 - présence et efficacité
3. Cadres et structures de l'Université:
 - satisfaisants
...Cf. (1); (11); (111); (1V); (V); (V1); (V11); (V111); (1X); (X); (X1)
 - budget
...Cf. (X111), 2, 7
 - allocation des ressources financières
...Cf. (X111), 2, 7; (1V), 4, 9

SUGGESTIONS ; PROPOSITIONS

d

13

ORGANISMES DE CREATION ET DE RECREATION SUR LE CAMPUS

1. Ateliers de travail, de création (possibilités):
 - création littéraire
 - théâtre
 - arts plastiques ("arts" à développer à la Laurentienne)
 - t.v. cinéma
 - photographie, etc. mass média
 - ...Cf. (1X), 3; (X11)
2. Rayonnement de la création étudiante:
 - sur le campus
 - hors-campus ...Cf. (1X), 3; (X11), 1
3. Comités et organismes en général:
 - représentation étudiante
 - ...Cf. (11); (1V); ,1,4; (V); (V1) (V11); (1X)
 - pouvoir étudiant
4. Comités étudiants, organisations étudiantes:
 - clubs, société, etc.
 - ...Cf. (1X); (X11); (V11)
5. Vie étudiante au sens large:
 - son intégration: milieu d'immersion totale (appartenance, enracinement, identification)
 -Cf. (1X), 3 (X11), 1, 2
 - son bonheur: en dernier ressort, un étudiant se sent-il chez-soi à la Laurentienne?

SUGGESTIONS ; PROPOSITIONS

UNE NUIT SUR L'ETANG! C'EST QUOI?

UNE NUIT SUR L'ETANG, c'est d'abord un rassemblement de Francos, avec toutes les échanges que ceci implique...

UNE NUIT SUR L'ETANG, c'est l'occasion d'une grande réjouissance collective et d'une détente, après deux journées d'un important congrès.

UNE NUIT SUR L'ETANG, c'est la vitalité d'une jeunesse sans âge et l'expression de sa créativité.

UNE NUIT SUR L'ETANG, c'est la manifestation artistique d'une culture vivante.

UNE NUIT SUR L'ETANG compte sur ton entière participation; viens te joindre à nous tous et à:

- Robert Paquette, ses amis et leur musique;
- Le Théâtre du Nouvel Ontario et la nouvelle version de leur pièce: "A mes fils bien-aimés";
- La Troupe Universitaire et leur création collective: "Le rêve de mon oncle Ephrem";
- La Fabrik à Pantouf et son spectacle de marionnettes et sa musique;
- Le Club de création littéraire de l'Université Laurentienne, qui lancera son recueil de poésie;
- Des poètes franco-ontariens, qui feront lecture de leurs poèmes
- Et quoi encore...

Le tout à l'Auditorium Fraser de l'Université Laurentienne, à partir de 8:00 heures P.M. le 16 mars 1973.

document- information

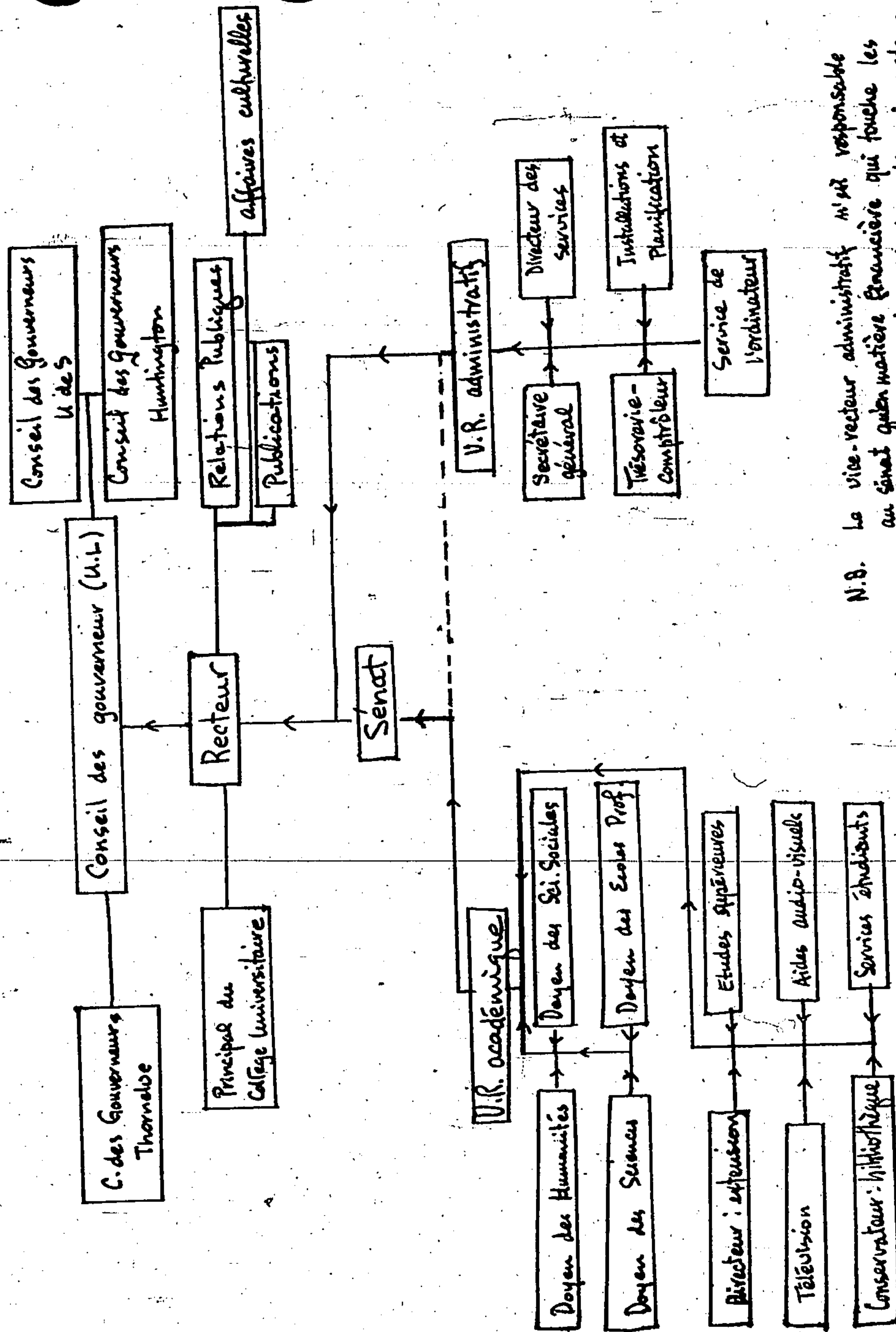
SOMMAIRE

- (I.) Organigrammes
- (II.) Le Conseil des Gouverneurs
 - 1. Le Conseil
 - 2. Comités du Conseil
 - 3. Comités conjoints
- (III.) Le Recteur
- (IV.) Le Sénat
 - 1. Le Sénat
 - 2. Le Vice-Recteur Académique
 - 3. Le Vice-Recteur Administratif
 - 4. Comités du Sénat
- (V.) Les Conseils académiques
 - 1. Humanités
 - 2. Sciences Sociales
 - 3. Sciences Pures
 - 4. Ecoles Professionnelles
- (VI.) Les Collèges Fédérés
 - 1. Université de Sudbury
 - 2. Huntington
 - 3. Thorneloe
 - 4. Collège Universitaire
- (VII.) Les Départements et Ecoles
- (VIII.) Les Collèges Affiliés
 - 1. Hearst
 - 2. Nipissing
 - 3. Algoma
- (IX.) L'organisation étudiante
 - 1. L'Association Générale des Etudiants
 - 2. Les comités de l'A.G.E.
 - 3. Les clubs
- (X.) L'Ecole Normale
- (XI.) L'Extension
- (XII.) Information générale
 - 1. Récréation
 - 2. Résidences
 - 3. Recommandations du rapport C.O.P.S.E.
 - 4. Les programmes francophones
- (XIII.) Statistiques
 - 1. Les étudiants et les cours
 - 2. Budget de l'Université Laurentienne
 - 3. Budget de l'Association Générale des Etudiants
 - 4. Les blocs horaires
 - 5. Résultats
 - 6. Coût d'une année à la Laurentienne
 - 7. Comparaisons de l'Université Laurentienne avec d'autres institutions
 - 8. Provenance des étudiants
 - 9. Les Franco-ontariens.

organigrammes

(I), 1.)

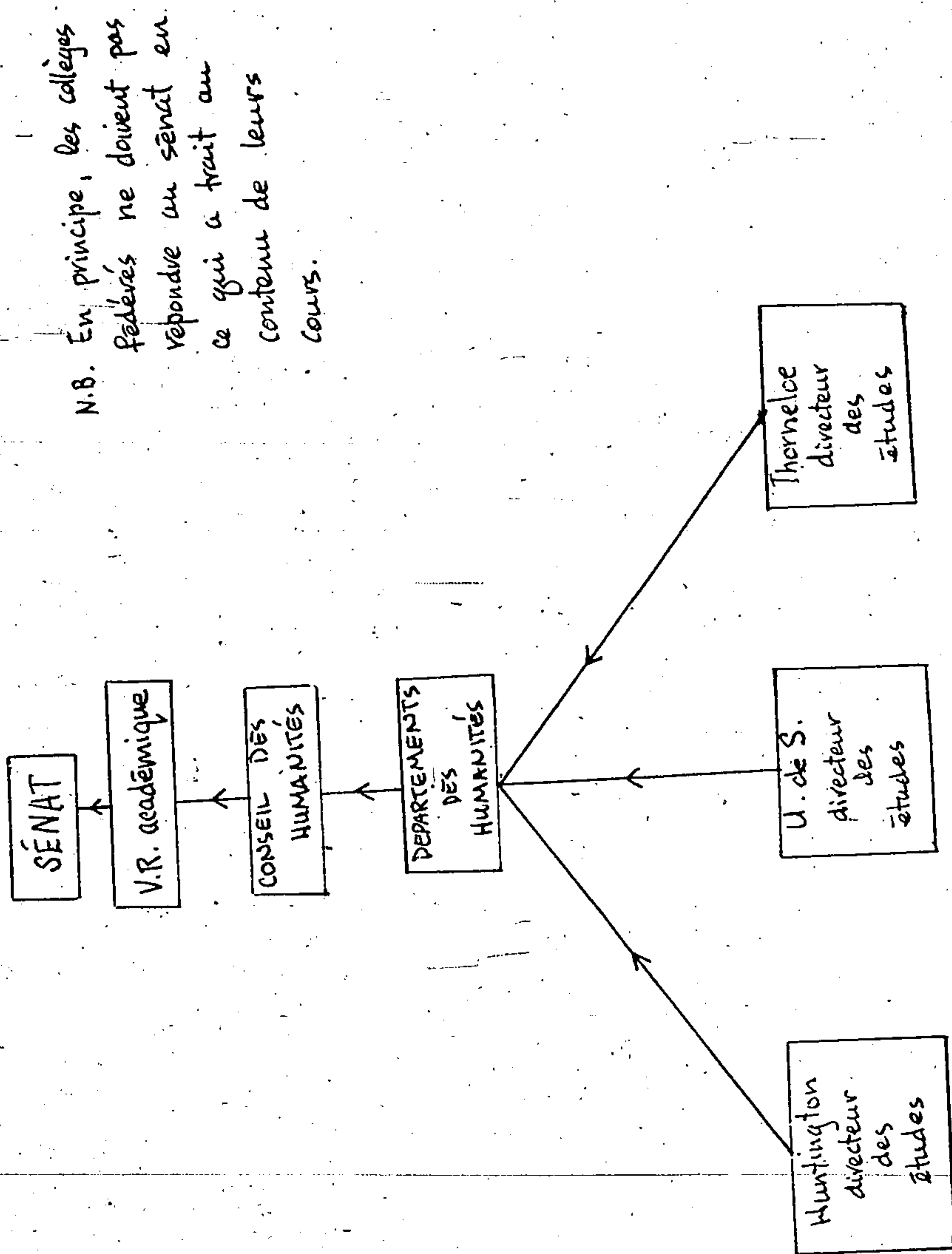
Organisation interne de l'Université Laurentienne.



N.B. Le vice-recteur administratif n'est responsable au Sénat qu'en matière financière qui touche les départements (budget) ; en toute autre circonstance il est responsable directement au Recteur.

(I), 2)

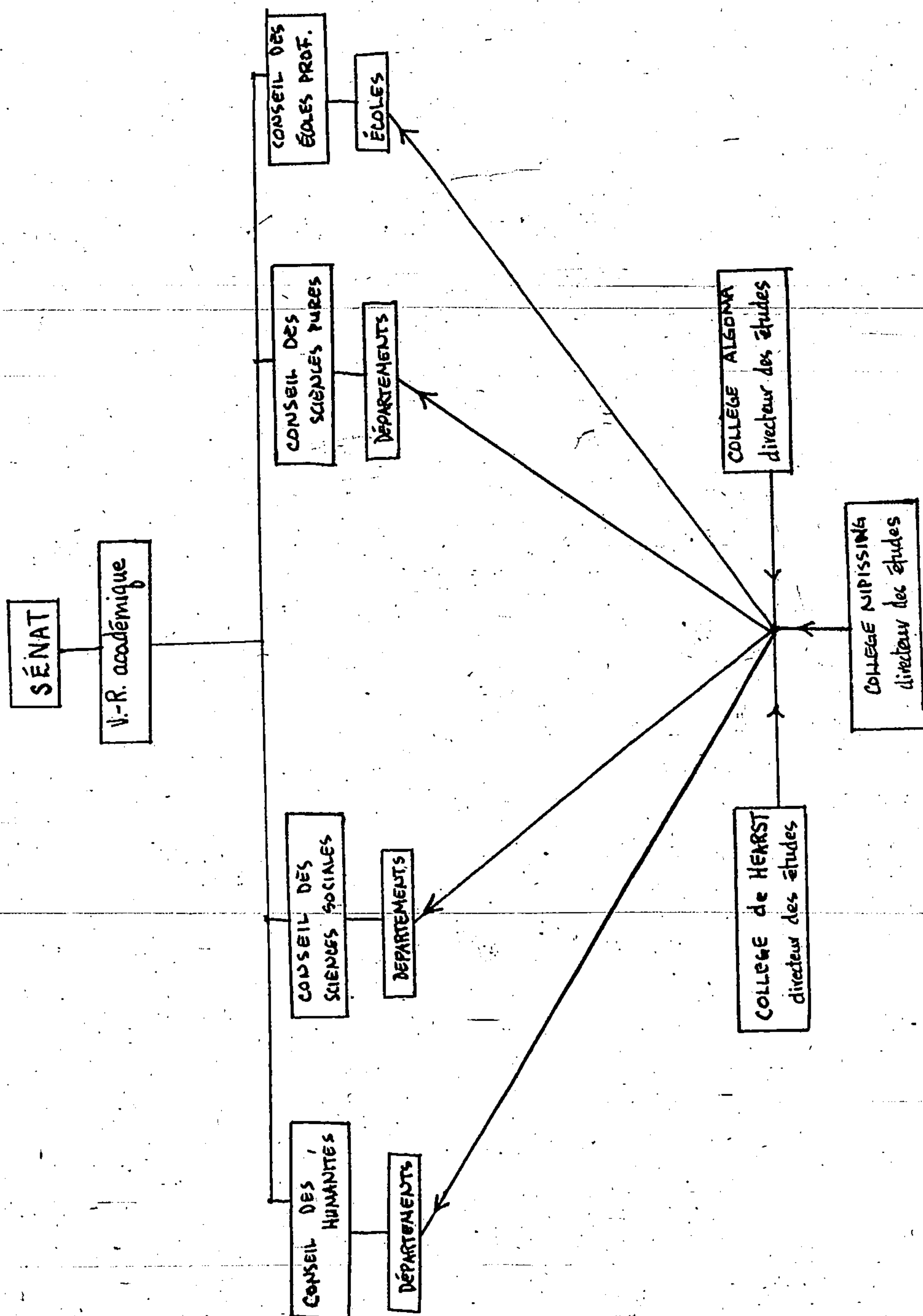
Régie académique de l'Université Laurentienne en ce qui regarde les collèges fédérés, selon la pratique actuelle.



N.B. En principe, les collèges fédérés ne doivent pas répondre au sénat en ce qui a trait au contenu de leurs cours.

(I), 3.)

Régie académique de l'Université Laurentienne en ce qui regarde
les collèges affiliés.



conseil des gouverneurs

(II) I) Conseil des gouverneurs

Composition

Les personnes nommées à l'article 2 (les fondateurs de la Laurentienne) et les cinq personnes que désignera le Lieutenant gouverneur en Conseil, ainsi que le recteur quand il sera nommé, composeront le Conseil des gouverneurs de l'Université.

En plus il y aura des membres sans voix active dont:

- a) un représentant des employés de bureau
- b) un représentant des employés de l'administration
- c) deux représentants étudiants
- d) deux représentants du Sénat
- e) deux représentants des professeurs.

Composition du Conseil des gouverneurs en 1972-73

Membres avec voix active.

Barbeau, R.	Surintendant "Sudbury Board of Education"
Browning, G.E.	Brunton, Browning, Day & Partners
Bruce-Lockhart, Dr. P.	
Cecchetto, A.	
Cooper, M.A.	Président & directeur-gérant Falconbridge Nickel Mines Ltd.
Copeland, Mrs. E.	
Desmarais, Dr. J.N.	Département de Radiographie de l'hôpital St-Joseph
Fielding, C.A.	Président, Fisher Construction
Gratton, Judge F.L.	Juge
Hawkins, J.E.	
Hennessy, T.L.	
Kensit, N.M.	
Lacroix, A.	
Lavigne, J.C.	Président, Association, Radiaçon
Lavoie, Dr. F.B.	
McBean, J.W.	Président, Heath & Sherwood Drilling Ltd.
Maki, K.E.	
Meakes, J.R.	Rédacteur en chef et gérant général du Sudbury Star
Monahan, Dr. E.J.	Recteur de l'Université Laurentienne
Moore, R.H.	Vice-Président, Services techniques—Falconbridge Nickel Mines Ltd.
Parker, R.D.	
Plaunt, W. B.	Président Cambrian Broadcasting Ltd.
Speigel, Mrs. M.I.	
Tate, G.R.	Carrington's Bldg. Centre
Wadge, N.H.	

Membres sans voix active

Christiansen, Mrs. B.	Représentant des employés de bureau
Clarke, j.	Représentant des employés de l'administration
Kelly, Steve	Représentant des étudiants
Krizank, R.	Représentant des étudiants de l'extension
Lachapelle, Y.	Président de L'A.G.E.
Martin, J.P.	Représentant du Sénat
Misgeld, D.	Représentant des professeurs
Pearson, D.	Représentant des professeurs
Wallace, C.M.	Représentant du Sénat.

- (1) Sauf en ce qui concerne les questions qui, en vertu de la présente Loi, relèvent spécifiquement du recteur, du Sénat, des Universités fédérées et des collèges fédérés, tous les pouvoirs ayant trait ou se rattachant à l'administration, à la question financière et à la direction de l'Université et de ses cadres, fonctionnaires et agents de sa propriété, de ses revenus, dépenses et affaires sont dévolus au Conseil, et le Conseil jouit de tous les pouvoirs nécessaires ou appropriés pour accomplir ses tâches et atteindre les objectifs et buts de l'Université, et, sans limiter les pouvoirs généraux précédemment mentionnés, il a le pouvoir:
 - (a) de nommer et de congédier le recteur et les vice-recteurs;
 - (b) de nommer et de congédier, sur la recommandation du recteur, les directeurs et directeurs adjoints des facultés, départements et collèges de l'Université, autres que ceux des universités et des collèges fédérés ou affiliés, ainsi que les professeurs et autres membres du personnel enseignant de l'Université, autres que ceux des universités et des collèges fédérés ou affiliés, et de nommer et de congédier tous autres cadres, fonctionnaires, agents et employés de l'Université, autres que ceux des universités et des collèges fédérés ou affiliés, et la durée des fonctions et de l'emploi de toutes ces personnes nommées par le Conseil, dépendra, à moins de dispositions contraires, du bon plaisir du Conseil;
 - (c) de déterminer et de fixer les traitements et salaires du recteur, des vice-recteurs et tous les autres membres du personnel enseignant et de tous les fonctionnaires, agents et employés de l'Université;
 - (d) de nommer un comité exécutif composé de cinq membres et d'en déterminer les pouvoirs;
- (2) Aucune mesure du Conseil n'exige d'être confirmée par les membres de l'Université.
- (3) Tous les pouvoirs de l'Université et du Collège universitaire, à leur sujet ou s'y rattachant, dont l'exercice par quelque autre personne ou groupe de personnes n'est pas indiqué dans les dispositions de la présente Loi, sont par les présentes, sous réserve des dispositions de la présente Loi, attribués au Conseil.
- (4) Le conseil a le pouvoir de formuler des décisions et d'établir des règlements,
 - (a) qui se rapportent aux réunions du Conseil, à ses transactions et au quorum du Conseil.
 - (b) qui prévoient la formation de comités par le Conseil et qui confèrent à chacun de ces comités le pouvoir d'agir au nom du Conseil en ce qui concerne n'importe quelle question ou groupe de questions, mais
 - (i) la majorité des membres de chacun de ces comités, y compris les membres d'office, devront être membres du Conseil, et
 - (ii) aucune décision d'un comité qui compte des membres qui ne font pas partie du Conseil, ne sera valide ou ne prendra effet avant d'avoir été approuvée et ratifiée par le Conseil;

- (c) qui prévoient la mise à la retraite et les pensions des personnes mentionnées aux alinéas a et b du paragraphe 1;
- (d) qui prévoient le paiement, sous forme de gratification, d'allocations de retraite, de pensions, de rentes ou d'une assurance-vie, ou de toute combinaison de ce qui précède, relativement ou au profit des personnes mentionnées aux alinéas a et b du paragraphe 1, ou à toute catégorie de telles personnes, à même un ou des fonds comprenant les contributions de ces personnes ou de toute catégorie de telles personnes, ou par le Conseil, ou les deux, ou autrement, que ces versements, soient assujétis ou non à des accords ou ententes conclus avec une ou plus d'une compagnie d'assurance autorisée à faire des affaires en Ontario ou avec Sa Majesté du droit de l'Ontario, ou avec Sa Majesté du droit du Canada, ou autrement; et
- (e) qui prévoient et régissent un service de santé et un examen médical ainsi que l'éducation et la formation physiques des étudiants de l'Université et du Collège universitaire.
- (5) Sauf toute disposition explicitement contraire de la présente Loi, toute mesure prise par le Conseil à l'égard de n'importe quelle question dont il peut traiter, le sera sous forme de décision ou de règlement, selon que le Conseil en décidera, mais il n'est pas essentiel que, pour être valide, pareil règlement ou pareille décision porte le sceau officiel de l'Université, si le règlement ou la décision est authentifié de la façon prescrite par le Conseil.
- 1961-62, ch. 154, art. 4, en partie.

11-2) Comités du Conseil des Gouverneurs

- 1) Comité exécutif
- 2) Comité des finances
- 3) Comité de la planification de la construction et du développement
- 4) Comité des relations de la Fédération
- 5) Comité des relations extérieures
- 6) Comité des biens immobiliers

Règlements importants concernant les comités

- 1) Le Conseil pourra établir des comités tels que
 - (a) Des comités administratifs qui fonctionneront en permanence et seront composés entièrement de membres du Conseil, ou
 - (b) Des comités permanents, soit ceux dont les fonctions sont d'ordinaire permanentes et qui comprennent des membres qui ne font pas partie du Conseil, ou
 - (c) Des comités spéciaux, composés de personnes nommées par le Conseil en vue d'accomplir une tâche particulière, non périodique, dont les pouvoirs prendront fin dès qu'ils auront accompli leur tâche.
- 2) Les fonctions, les devoirs, les responsabilités et les pouvoirs des comités, déterminés par des statuts particuliers du Conseil, seront tels que les précisent ces statuts.
- 3) Les fonctions, les devoirs, les responsabilités et les pouvoirs de chaque autre comité formé par le Conseil seront tels qu'ils sont prévus dans la résolution du Conseil qui l'établit et cette résolution précisera, dans chaque cas, les fonctions, les devoirs, les responsabilités et les pouvoirs du Comité et en désignera les membres ainsi que le président et le vice-président.
- 4) A la réunion du Conseil, qui suit la réunion d'un comité administratif, le président de ce Comité ou en son absence, son vice-président présentera le compte rendu des délibérations de ce Comité. Le président de ce Comité présentera aussi un rapport chaque fois que le Conseil l'exigera.
- 5) Le président du Conseil et le recteur de l'Université seront membres d'office de tous les comités et auront droit de voter à toutes leurs réunions.

Composition

- 1) cinq membres du Conseil des gouverneurs et trois substitués
- 2) deux membres du Sénat (dont un étudiant si possible)

Composition en 1972-73

N.H. Wadge	(Président d'assemblée)
J.N. Desmarais	
J.R. Meakes	
F.B. Lavoie	
G.R. Tate	
Y. Lachapelle	A.G.E.
K.W. Schwager	Sénat
B. Silverman	Secrétaire

SUBSTITUTS

D.A. Fraser
 F.L. Gratton
 T.L. Hennessy
 W.B. Plaunt
 E.J. Monahan

Mandat

28. Le Comité exécutif aura le pouvoir et l'autorité d'agir au nom du Conseil dans les questions suivantes et dans celles qui s'y rapportent:
- (a) Les nominations courantes dans le cadre des prévisions budgétaires;
 - (b) Les virements d'affectations dans le cadre des prévisions budgétaires;
 - (c) Toute affectation supplémentaire de fonds excédant \$1,500, sans dépasser, toutefois, le montant maximum de \$50,000, pour de telles affectations supplémentaires au cours d'un même exercice financier;
 - (d) Toute autre question qui relève du Conseil et au sujet desquelles celui-ci peut juger à propos de déléguer son autorité au Comité exécutif, pourvu, toutefois, que le Comité n'ait pas le pouvoir d'annuler, de changer ou de modifier les statuts administratifs du Conseil, et qu'en tous les cas, il présente un rapport au Conseil.
29. Le Comité exécutif peut étudier toutes les questions relatives à la propriété, aux revenus, aux affaires et à l'administration de l'Université, avant de les soumettre au Conseil; il préparera ou fera préparer et soumettre au Conseil les renseignements et les données qu'il juge de nature à aider le Conseil dans l'étude de ces questions et il peut faire des recommandations au Conseil relativement à ces questions, s'il le juge à propos.*

II), 2-2) Comité des finances

21

Composition

- 1) six membres du Conseil des gouverneurs
- 2) un membre du Sénat
- 3) un professeur
- 4) deux membres de l'A.G.E.

Composition en 1972-73

G.E. Browning	Président d'assemblée
M.A. Cooper	
J.N. Desmarais	
D.A. Fraser	
J.R. Meakes	
R.H. Moore	
G.I. Clarke	Sénat
W.R. Cook	Représentant des professeurs
2 Students	

Mandat

Le Comité des finances aura autorité sur le financement général de l'Université, y compris le budget de ladite Université, de même que sur les versements à un fonds de pension pour le personnel enseignant et administratif de l'Université.

(II), 2-3) Comité de la planification de la construction et du développement

Composition

- 1) quatre membres du Conseil des gouverneurs et deux substituts
- 2) quatre membres du Sénat et deux substituts
- 3) membres exofficio:
 - a) le président ou son délégué
 - b) le directeur des installations et de la planification
 - c) le contrôleur
 - d) le maître architecte

Composition en 1972-73

T.L. Hennessy	Président d'assemblée
A. Cecchetto	
J.E. Hawkins	
G.R. Tate	
J. Dewar	Sénat
G.C. Dumas	Sénat
R.H. Farrant	Sénat
J.K. Young	Sénat
T. Howarth	ex officio
J.R. Harrison	Secrétaire

SUBSTITUTS

N.M. Kensit	
C.A. Fielding	
C. Nurmi	Contrôleur ex officio
F.J. Turner	Vice-recteur ex officio
2 students	

Mandat

Inconnu*

*(nous n'avons pas reçu l'information nécessaire du Conseil des gouverneurs pour être en mesure de compléter cette section)

(II), 2-4) Comité des relations de la FédérationComposition

- 1) Quatre membres du Conseil des gouverneurs
- 2) les recteurs des collèges fédérés

Composition en 1972-73

F.L. Gratton	Président d'assemblée
J.W. McBean	
G.E. Browning	
K.E. Maki	
L. Winckel	Principal
L. Larouche	Recteur
F.A. Peake	Principal
B. Silverman	Secrétaire

Mandat

Inconnu*

*(voir Comité de la planification de la construction et du développement)

(II), 2-5) Comité des relations extérieures

29

Composition

- 1) six membres du Conseil des gouverneurs
- 2) un membre de l'A.G.E.
- 3) un membre de l'A.G.E.E.
- 4) M. B. Lalande (secrétaire)

Composition en 1972-73

J.R Meakes	Président d'assemblée
P. Bruce-Lockhart	
T.L. Hennessy	
N.M. Kensit	
F.B. Lavoie	
J.W. McBean	
J. Pintur	A.G.E.E
1 student	
B. Lalande	Secretare

Mandat

Inconnu*
*(voir au comité de planification de la construction et du développement)

(II), 2-6) Comité des biens immobiliers

Composition

- 1) quatre membres du Conseil des gouverneurs
- 2) un membre de l'A.G.E.

Composition en 1972-73

K.E. Maki	Président d'assemblée
F.B. Lavoie	
C.A. Fielding	
A. Lacroix	
B. Silverman	Secrétaire

Mandat

Inconnu*
*(voir au comité de planification de la construction et du développement)

30.

(II), 3) Comités comités conjoints - Sénat - Conseil des gouverneurs

(II), 3-1) Comité du bilinguisme et du biculturalisme

Composition:

a) quatre membres du Conseil des gouverneurs, plus deux substituts

b) quatre membres du Sénat, plus deux substituts

Le président d'assemblée de ce comité est un membre du Conseil des gouverneurs résidant à Sudbury.

Membres en 1972-73

Représentants du Sénat:

Albert, H.
Bélanger, G.
Grenier, R.
Henry, R.
Leach, M.
Monahan, E.J., Recteur
Morin, C.
Soldatos, P.

Représentants du Conseil des gouverneurs:

Desmarais, J.N.
Lacroix, A.
Lavigne, J.C.
Lavoie, F.B.
Bruce-Lockhart, P. (substitut)
Gratton, F.L. (substitut)

Mandat

inconnu*

* Nous regrettons, il nous fut impossible d'obtenir le mandat de ce comité même après une demande écrite; par conséquent nous ignorons s'il fut jamais défini.

le recteur

(III) Le recteur : E.J.Monahan

Mandat

- 1) Le recteur de l'Université sera nommé par le conseil et demeurera en fonction, à moins d'une disposition contraire, selon le bon plaisir du Conseil des gouverneurs.
- 2) Le recteur est l'autorité supérieure de l'Université et président du Sénat et il est chargé de la surveillance et de la direction des études à l'Université, de son personnel enseignant, de ses étudiants, de ses cadres supérieurs et autres employés et il exercera tous autres pouvoirs et fonctions que le conseil des gouverneurs peut lui conférer de temps à autre.

Il joue donc le rôle d'officier de liaison entre le Sénat et le Conseil des gouverneurs.

IV

33

le sénat

1) Sénat

COMPOSITION

1. Il y aura un Sénat de l'Université composé:

- (a) de membres ex-officio avec voix active, au nombre de onze.
- (b) ~~de membres ex-officio sans voix active.~~
- (c) de membres étudiants au nombre de six.
- (d) de membres élus parmi les professeurs représentant la moitié des membres à voix active du Sénat.

2. Les membres ex-officio du Sénat avec voix active seront les suivants:

- (a) le Recteur qui sera président du Sénat.
- (b) le Vice-Recteur académique.
 - 1) le Vice-Recteur administratif *
- (c) le principal ou le directeur ou son désigné de chaque collège des universités fédérées engagées dans l'enseignement.
- (d) le Principal de chacun des collèges affiliés.
- (e) deux membres du Conseil des Gouverneurs dont au moins un sera membre du comité exécutif du conseil.
- (f) le Principal du collège universitaire ou son désigné.

3. Les membres ex-officio du Sénat sans voix active seront:

- (a) tous les doyens des facultés (Humanités des Sciences Sociales, des Sciences pures, et des Ecoles professionnelles.)
- (b) tous les directeurs des écoles professionnelles.
- (c) le secrétaire général qui sera aussi secrétaire du Sénat.
- (d) le conservateur en chef de la bibliothèque.
- (e) le directeur de l'extension.

- (f) le président de l'Association Générale des Etudiants.

4. Les membres élus du Sénat comprendront six étudiants choisis de la façon suivante:

- (a) un étudiant de l'Extension élu ou nommé par l'Association Générale des Etudiants de l'Extension.
- (b) cinq étudiants élus par l'Association Générale des Etudiants.
L'élection des étudiants réguliers sera organisée par le conseil de l'Association Générale des Etudiants après les élections de ce conseil, mais de toute manière avant le 1er avril. L'élection du représentant de l'Association Générale des Etudiants de l'Extension sera organisée par le conseil de l'Association Générale des Etudiants de l'Extension, le deuxième lundi d'avril ou avant.

5. Les membres élus parmi les professeurs seront répartis de la façon suivante:

- (a) le total des membres élus parmi les professeurs devra être le même que le total des membres ex-officio avec voix active et des représentants étudiants.
- (b) les professeurs seront choisis parmi les quatre groupes suivants:
 - (i) science: astronomie, biologie, chimie, géologie, mathématiques et physique.
 - (ii) sciences sociales: économie, géographie, histoire, science politique, psychologie, sociologie.
 - (iii) humanités: études classiques, anglais français, langues modernes, philosophie, sciences religieuses.
 - (iv) écoles professionnelles.
- (c) le nombre des sénateurs élus par chacun des quatre groupes sera déterminé par le nombre de professeurs dans chaque groupe par rapport au nombre total des professeurs à l'Université. Ainsi, si le groupe des sciences possède le tiers du nombre total des professeurs, ce groupe élira le tiers du total de la représentation des professeurs, au Sénat. La détermination du nombre de membres pour chaque groupe sera laissée à la discrétion du comité des élections, sous réserve de révision par le Sénat au cours de sa réunion de février.

- (d) Lorsqu'il s'agira d'élections, on appellera "professeur" toute personne employée à plein temps par l'Université ou les universités fédérées qui détient le rang de chargé de cours ou un rang supérieur et qui donne au moins un cours complet ou son équivalent approuvé par le Sénat.
 - (e) On utilisera un vote préférentiel pour les représentants au Sénat, comme il est expliqué à l'appendice A.
 - (f) Les professeurs seront élus selon un principe de rotation. Il faut entendre par là qu'il ne peut y avoir plus d'un représentant par département ou école. Dans le cas où plus d'un professeur serait nommé dans un même département, la personne recevant le plus grand nombre de votes devient le représentant élu.
6. Les membres du Sénat ne peuvent déléguer leurs droits de sénateurs.
 7. L'année du Sénat commence le 1er juin.
 8. (a) Les élections sénatoriales auront lieu le deuxième mardi d'avril de chaque année.
(b) Les autres élections et nominations au Sénat auront lieu à la date indiquée plus haut ou avant.
 9. Les élections au Sénat seront la responsabilité d'un comité des élections dont le président sera l'officier rapporteur.
 10. Lorsqu'une position devient vacante au cours de l'année, le Sénat peut
 - (a) nommer un remplaçant venant du même groupe; cette personne assumera aussitôt les privilèges et les responsabilités de celui qu'elle remplace, ou
 - (b) si le Sénat le juge possible et souhaitable, il pourra annoncer des élections partielles et le comité des élections les organisera.

REUNIONS DU SENAT

Les réunions du Sénat auront lieu le second jeudi de chaque mois à l'exception de juillet et août; les dates des réunions apparaîtront dans l'annuaire.

Toutes les réunions du Sénat sont publiques.

COMPOSITION DU SENAT DE L'U.L. en 1972 1973

Membres avec voix active

E.J. Monahan	Recteur, Université Laurentienne
H. Albert	Vice-recteur, Académique
I.W. brown	Principal, Collège Algoma
G.J. Zytaruk	Recteur, Collège Nipissing
R. Tremblay	Directeur d'études, Collège de Hearst
J. R. Meakes	Représentant du Conseil des gouverneurs
G. R. Tate	Représentant du Conseil des gouverneurs
J.M. Porter	Principal du Collège universitaire
R. Tremblay, s.j.	Représentant de l'université de Sudbury
V.B. Matthews	Principal (Provost) Collège Thorneloe
L. J. Winckel	Recteur, Collège Huntington
A.N. Barnett	Doyen Associé, Sciences sociales
J.D. Dewar	Doyen Associé, Ecoles professionnelles
W.M. Pasika	Doyen Associé, Sciences
E. Wright	Doyen Associé, Humanités
J. Barry	Humanités
G.I. Clarke	Humanités
A. Girouard, s.j.	Humanités
D. Misgeld	Humanités
R. Tremblay	Humanités
F.V. Clulow	Sciences
P. Copper	Sciences
J.L. Davison	Sciences
R. Kari	Sciences
F. Robillard, s.j.	Sciences
R. Hoogendoorn	Sciences sociales
J.P. Martin	Sciences sociales
J. Nelawi	Sciences sociales
D. Romney	Sciences sociales
L.A. Wagner	Sciences sociales
C.M. Wallace	Sciences sociales
Roberta Bruce	Ecoles professionnelles
Bernice Donaldson	Ecoles professionnelles
R.J. Rogers	Ecoles professionnelles
A.S. Tombalakian	Ecoles professionnelles
J.W. Vincze	Ecoles professionnelles
M. Roach	Association générale des étudiants
H. Sheppard	Association générale des étudiants
J. Hurst	Association générale des étudiants
W. Moore	Association générale des étudiants
R. Wilson	Association générale des étudiants
R. Cowley	Association générale des étudiants de l'extension

Membres sans voix active

W.Y. Watson	Directeur des études supérieures
A. Mrozewski	Conservateur de la bibliothèque
G.J. Lafrenière	Directeur de la division d'extension
Noella Farenzena	Présidente de l'association générale des étudiants de l'extension
D.A.B. Pearson	Président de l'association générale des professeurs
Y. Lachapelle	Président de l'association générale des étudiants
J. W. Clarke	Sécretaire du Sénat, secrétaire général de l'université Laurentienne et président de l'association du personnel administratif

B. MacNeil	Président d'assemblée au Sénat
------------	--------------------------------

MANDAT

Le Sénat est responsable des lignes de conduite suivies par l'Université en matière d'enseignement et moyennant l'approbation du Conseil en ce qui concerne les dépenses de fonds et l'établissement de nouvelles installations, il peut établir des facultés, écoles, instituts, départements, chaires ou programmes d'enseignement au sein de l'Université, il peut créer des conseils de faculté qui agiront comme des comités qui pourront proposer au Sénat des règlements sur l'admission des étudiants, les programmes d'études et les exigences à remplir pour obtenir un diplôme ou un grade; il peut adopter des décisions et des règlements sur les questions mentionnées dans le présent article de la loi et peut, à l'occasion, modifier ou remplacer toute décision et règlement qu'il a déjà adoptés et, sans restreindre les dispositions générales précédentes, le Sénat a le pouvoir

- (a) d'instituer des examens et de désigner des examinateurs;
- (b) de régler les questions relatives à l'octroi des bourses d'études, médailles, prix et de toute autre récompense;
- (c) de conférer le baccalauréat, la maîtrise et le doctorat dans les diverses disciplines des arts et des sciences, et tous les autres diplômes ou grades qu'une université peut normalement conférer, sauf les grades en théologie;
- (d) conférer des grades honorifiques avec l'approbation du Conseil. 1961-62, ch. 154, art. 4.

Outre les autres pouvoirs et fonctions explicitement mentionnés dans la présente Loi, le Sénat devra

- (a) établir les règlements et les procédures gouvernant ses délibérations, y compris le quorum nécessaire pour traiter de ses affaires;
- (b) pourvoir à la convocation et à la conduite des Assemblées nécessaires pour atteindre les buts exposés dans la présente Loi;
- (c) recommander au Conseil la fédération ou l'affiliation de toute université ou collège, la terminaison ou la suspension de toute fédération ou affiliation, ou la modification ou le remaniement des dispositions à ce sujet;
- (d) déterminer, sur la recommandation de leur Conseil respectif, les programmes d'études de chaque faculté et école;
- (e) pourvoir, si le Sénat le juge à propos, à la création d'un comité exécutif qui agira au nom et pour le compte du Sénat et dont la composition et les pouvoirs seront déterminés par le Sénat de temps à autre;
- (f) étudier toute question dont il sera saisi par le conseil de n'importe quelle faculté et lui communiquer son opinion ou sa décision à ce sujet;

- (g) établir des règlements sur la gestion de la bibliothèque et déterminer les fonctions du bibliothécaire;
 - (h) apporter à la composition du Sénat toute modification jugée appropriée, pourvu qu'aucune modification ne porte atteinte aux droits de représentation d'une université ou d'un collège fédéré, à moins que l'Université ou le collège fédéré en cause y consente et que ladite modification soit approuvée par le Conseil.
- 1961-62, ch.154, art. 4, en partie

vice-recteur

(1v), 2) Vice-recteur des affaires académiques et des affaires étudiantes

Mandat:

Le vice-recteur agira au nom du recteur dans les questions pour lesquelles le recteur peut lui déléguer ses propres pouvoirs. Advenant que le recteur soit absent ou malade, le vice recteur exercera les fonctions du recteur, sauf dans les questions qui relèvent uniquement du recteur aux termes de la loi constitutive.

* tel que défini dans "Les statuts administratifs généraux établis par les administrations de l'université Laurentienne de Sudbury."

Le vice-recteur des affaires académiques et des affaires étudiantes doit veiller à la coordination de la division académique. Il est responsable de maintenir et d'appliquer les politiques ou décisions académiques prises par le Sénat.

Les officiers responsables au Vice-recteur académique sont les suivants:

- a) Doyen associé des Humanités
- b) Doyen associé des Sciences sociales
- c) Doyen associé des Sciences
- d) Doyen associé des Ecoles professionnelles
- e) Directeur de l'Extension
- f) Directeur des Etudes supérieures
- g) Directeur de Télévision et Théâtre
- h) Directeur des Aides audiovisuelles
- i) Conservateur de la bibliothèque
- j) Directeur des Services aux étudiants

(1V),3)

A) Vice-recteur des affaires administratives

41

Mandat:

1. répond au Recteur des divisions suivantes qui lui sont subordonnées:
 - i) Directeur des services
 - ii) Trésorerie (contrôleur)
 - iii) Secrétaire général
 - iv) Installations et planification
 - v) Service de l'ordinateur
2. officier principal des finances à l'Université
3. fait des recommandations au Recteur en ce qui concerne les politiques administratives
4. membre ex-officio (sans voix active) au sein du Conseil des gouverneurs
5. officier de liaison entre l'Université et ses créanciers

(1V),3)

B) Contrôleur

Administrateur

Buts:

1. obtenir le rendement maximum des maigres ressources universitaires
2. assurer des contrôles financiers efficaces à la Laurentienne
3. assurer des ententes salariales raisonnables, rationnelles et amicales
4. voir à ce que l'Université reçoive le plus d'octrois possible du gouvernement
5. assurer la direction financière
6. assurer la circulation d'information et de rapports financiers à tous les membres de la communauté universitaire

Préoccupations principales

1. membre du Comité du budget et de la planification académique à court terme.
2. conseiller du Comité du Conseil des gouverneurs concernant les négociations salariales des professeurs.
3. rapporteur officiel des inscriptions de l'Université.
4. fournit de l'information et des arguments pour les soumission au gouvernement et à la communauté universitaire.
5. responsable du fonctionnement de la Librairie.
6. responsable de la préparation des budget capitaux et d'opérations.
7. signature officiel pour tous les chèques de l'université et pour certains bails.
8. approuve les déboursements (d'opération et capitaux) et dans certaines circonstances attribue les contracts.
9. Responsable au Vice-recteur administratif et fait d'autres tâches selon le besoin.

Rapport:

Responsable au Vice-recteur administratif.

(1V),4

COMITES DU SENAT

Le Sénat possèdera les comités suivants:

(1V),4-1

Conseils académiques

- i) Un conseil de la section des humanités *
- ii) Un conseil de la section des sciences *
- iii) Un conseil de la section des sciences sociales
- iv) Un conseil de la section des écoles professionnelles *
- v) Un conseil de chacun des collèges affiliés à l'université

(1V),4-2

Comités permanents.

- i) Comité exécutif du Sénat.
- ii) Comité des admissions, promotions et requêtes
- iii) Comité des études supérieures.
- iv) Comité de l'extension de l'Université.
- v) Comité de la bibliothèque.
- vi) Comité de l'annuaire et des publications.
- vii) Comité des bourses du niveau sous-gradué.
- viii) Comité des grades honorifiques.
- ix) Comité du budget de l'Université et de la planification académique à court terme.
- x) Comité des nominations et des promotions des professeurs.
- xi) Comité de mise en candidature.
- xii) Comité des élections du Sénat.

(1V),4-3

Comités ad hoc

- i) Comité des droits d'auteurs et des patentes
- ii) Comité des usagers de l'ordinateur
- iii) Comité des appels
- iv) Comité du questionnaire et de l'évaluation de cours
- v) Comité des collèges affiliés
- vi) Comité de la liberté académique et de la permanence
- vii) Comité de planification académique
- viii) Comité des appels relatifs à la permanence

* Rectification qui s'imposait aux statuts du Sénat.

Règlements importants concernant les comités

- (a) Le quorum de chaque comité du Sénat est atteint lorsque le tiers des membres est présent, à l'exclusion des membres ex-officio, à moins que les Statuts ne prévoient d'autres dispositions.
- (b) Le Recteur et le Vice-Recteur académique seront membres ex-officio de chaque comité du Sénat avec privilège de vote.
- (c) Le Sénat a le pouvoir de créer des comités ad hoc dans le but d'étudier les questions qui ne reviennent pas de façon régulière. Toute motion du Sénat créant un tel comité doit en même temps en définir la composition et le mandat. Un comité ad hoc fonctionne jusqu'à ce que le Sénat en prononce la dissolution.
- (d) Les comités du Sénat doivent se réunir au moins une fois par mois durant l'année académique.
- (e) Les comités doivent présenter leurs rapports uniquement et directement au Sénat, mais ils peuvent être appelés à faire un rapport à d'autres comités du Sénat. Dans ce dernier cas, le rapport doit parvenir au Sénat.

(1V), 4,1 Conseils académiques

-pour l'information concernant les Conseils académiques, veuillez s.v.p. consulter la section (V) du présent document.

(1V), 4-2 COMITES PERMANENTS DU SENAT

i) Comité exécutif du Sénat.

Composition:

1. Le Recteur.
2. Le Vice-Recteur académique.
3. Le secrétaire du Sénat
4. Quatre personnes élues par et parmi les membres du Sénat.

Mandat:

45

1. Le comité a la responsabilité de convoquer les réunions, de dresser l'ordre du jour et d'approuver les procès-verbaux avant qu'ils ne soient distribués au Sénat pour adoption.
2. Le comité a la responsabilité de venir en aide au président afin d'assurer la bonne marche des affaires au Sénat.
3. Le comité a le pouvoir de recommander au Sénat des mesures visant à améliorer le déroulement des débats.
4. Le comité a la responsabilité d'assurer que les décisions du Sénat soient inscrites aux dossiers en bonne et due forme, qu'elles soient communiquées aux personnes intéressées et qu'elles soient mises en application.
5. Le comité a la responsabilité de surveiller le travail des comités du Sénat afin d'assurer que les Statuts du Sénat soient respectés et que le travail soit accompli avec diligence et communiqué à qui de droit.
6. Le comité aura tous les pouvoirs que le Sénat voudra bien lui déléguer de temps en temps.

Membres du comité exécutif en 1972-73

Albert, H.	Girouard, A., s.j.
Bruce, Roberta	MacNeil, B. (Président d'assemblée du Sénat)
Clarke, J.W.	Monahan, E.J. Recteur,
Davison, J.L.	Romney, D.

(1V), 4-2-ii) Comité des admissions, promotions et pétitions. —

Composition:

1. La personne en charge des admissions au niveau sous-gradué.
2. Le secrétaire général de l'Université.
3. Les doyens et les doyens adjoints des arts et des sciences (ou leurs délégués).
4. Les directeurs des écoles, ou leurs délégués.
5. Le secrétaire général de chacun des collèges fédérés, dont le collège universitaire.
6. Le directeur de l'extension.
7. Un représentant du service de consultation de l'Université.
8. Huit personnes nommées par le Sénat, dont au moins trois étudiants.
9. Les Principaux des collèges affiliés ou leurs délégués.

Membres du comité des admissions, promotions et pétitions

en 1972-73

Albert, H.	Monahan, Recteur E.J.
Barnett, A.N.	Morcos, Gamila
Brown, I.W.	Pasika, W.M.
Clarke, J.W.	Porter, J.M.
Desautels, Denise	Roach, M.
Dewar, J.D.	Scandlan, B.
Dumas, G.C.	Segsworth, R.V.
Falter, H.	Tombalakian, A.S.
Gremier, R.	Tremblay, Raymond (Hearst)
Hendry, J.F.	Tremblay, Rodolphe, s.j.
Hetherington, R.	Vance, M.W.
Hobbs, R.G.	Vincent, Shirley D.
Kreager, R.	Viswanathan, P.
Lafremière, G.J.	Watson, W.Y.
Lee, Margaret N.	Wright, E.
Loucks, K.E.	Zytaruk, G.J.

Mandat:

1. Le comité définira, pour recommandation au Sénat, les normes de l'admission, de la promotion, de la graduation et les règlements permanents et académiques de l'Université.
2. Le comité conseillera le Sénat et le secrétaire général sur la mise en application des normes dont il est question plus haut.
3. Le comité donnera son interprétation et mettra à l'exécution, au nom du Sénat, les règlements académiques et les lignes de conduite; il recevra les pétitions touchant les points énumérés plus haut à l'article 1.
4. Le quorum est constitué de six membres, dont un directeur, un secrétaire général et un professeur.

(IV), 4-2-iii) Conseil des études supérieures

Composition:

1. Le recteur
2. Le vice-recteur
3. Le directeur des études supérieures
4. Un représentant de la bibliothèque
5. Deux étudiants gradués
6. Un représentant de Sénat
7. Un représentant de chaque département des études graduées
8. Un représentant de chaque département ayant reçu l'approbation du Sénat de soumettre un programme

Membres du conseil des études supérieures en 1972-73

47

Albert, H.
Black, L.
Clarke, J.W.
Farrant, R.
Hofstee, J.
James, D.
Martin, J.P.
Monahan, E.J. Recteur
Morris, R.J.
Mrozewski, A.
Nieboer, E.
Parker, D.
Sanatani, S.
Taylor, R.
Wallingford, R.
Watson, W.Y.

Mandat:

1. Le Conseil élaborera des mesures touchant les programmes d'études supérieures à l'Université Laurentienne en vue de leur présentation au Sénat.
2. Le Conseil s'occupera de l'administration des études supérieures par l'intermédiaire de l'Ecole des Etudes Supérieures.
3. Le Conseil créera les comités permanents suivants:
 - a) Comité de la Bibliothèque
 - b) Comité de l'Annuaire
 - c) Comité des Droits et du Budget
 - d) Comité des Bourses
 - e) Comité de la Planification
 - f) Comité des Appels
4. Le Conseil pourra aussi, à l'occasion, créer des comités temporaires en vue de l'étude de problèmes particuliers.
5. Le Conseil recevra des recommandations de ses comités et il passera immédiatement à l'action ou préparera des recommandations pour le Sénat.
6. Comités:
 - i) Bibliothèque-Le comité fera l'attribution de la subvention à la bibliothèque des études supérieures.

-Le comité viendra en aide au conservateur en chef sur les questions qui intéressent les études supérieures à la bibliothèque.

ii) Annuaire

-Le comité préparera chaque année un Annuaire des études supérieures comportant les modifications acceptées lors des réunions régulières du Conseil.

-Le comité recommandera les modifications dans les règlements et le format de l'Annuaire.

iii) Droits et Budget

Ce comité recommandera chaque année les droits des études supérieures en collaboration avec les membres du personnel administratif de l'Université.

-Ce comité participera à l'élaboration d'un budget de l'Ecole des Etudes Supérieures qui sera présenté au Comité du budget de l'université; le comité participera à des modifications occasionnelles du budget.

iv) Bourses

-Ce comité étudiera chaque année les demandes et fera des recommandations touchant les bourses suivantes:

-Les bourses du Conseil National de la Recherche

-Les bourses des études supérieures de l'Ontario

-Les bourses des études supérieures de l'Université Laurentienne.

-Les autres bourses attribuables à des étudiants du niveau supérieur

-Ce comité fixera une valeur au travail des assistants d'études supérieures, et il distribuera ces assistants parmi les départements.

v) Planification

-Ce comité participera à l'élaboration d'une recommandation touchant le développement à court et à long terme des études supérieures.

-Le comité préparera les mémoires au Comité des Affaires Universitaires et aux autres organismes.

- vi) Appels -Ce comité étudiera à huis clos les problèmes intéressant les étudiants des études supérieures.

49

7. Le Conseil pourra, à l'occasion, mettre sur pied un petit comité exécutif qui s'occupera de l'administration au jour le jour de l'Ecole. Ce comité préparera l'ordre du jour des réunions du Conseil.

(1V),4-2-iv) Comité de l'extension.

Composition:

1. Le doyen des arts et des sciences.
2. Le directeur de l'extension, qui sera le secrétaire exécutif du comité.
3. Un professeur choisi parmi chacun des quatre groupes tels que définis par les Statuts du Sénat.
4. Un étudiant à plein temps.
5. Deux étudiants de l'extension.
6. Le principal de chacun des collèges affiliés, ou son représentant.

Membres du comité de l'extension en 1972-73

Albert, H.
Barnett, A.N.
Brown, ILW.
Dewar, J.D.
Farenzina, Noella
James, Linda
James, R.
Kaplan, A.
Lafrenière, G.J.
Monahan, E.J. Recteur
Pasika, W.M.
Patchett, R.F.
Sabourin, P.
Tremblay, Raymond (Hearst)
Wright, E.
Zytaruk, G.J.

Mandat:

1. Le comité aura la responsabilité de formuler, pour recommandation au Sénat, les lignes directives qui présideront à tous les aspects du programme et de l'administration de la division de l'extension.
2. De plus, le comité conseillera le Sénat et le directeur de l'extension sur l'application de toutes les décisions du Sénat qui touchent à quelque aspect que ce soit de l'extension.
3. Le comité a le pouvoir de créer un organisme consultatif, d'en désigner les membres, et de faire appel à cet organisme pour toutes les questions jugées importantes.

(iv), 4-2- v) Comité de la bibliothèque.Composition:

1. Une personne choisie par chacun des quatre groupes tels que définis par les statuts du Sénat, chapitre 11, article 6.
2. Deux étudiants à plein temps et un étudiant de l'extension.
3. Le conservateur en chef de la bibliothèque.
4. Un membre élu par et parmi le personnel professionnel de la bibliothèque.
5. Un membre élu par et parmi le personnel non-professionnel de la bibliothèque.
6. Un représentant de chacun des collèges fédérés, sans voix active.

Membres du comité de la bibliothèque en 1972-73

Albert, H.
 Bideaux, M.
 Chacko, J.
 Jackson, P.
 Larouche, L. (ou délégué)
 Lupton, Carolyn
 McEwan, Fleurette
 Monahan, E.J. Recteur
 Mrozewski, A.
 Peake, F. (ou délégué)
 Segsworth, R.V.
 Todd, L.
 Winckel, L.J. (ou délégué)

Mandat:

Le comité de la bibliothèque a la responsabilité de formuler les principes qui gouverneront le fonctionnement de la bibliothèque. Il en fera recommandation au Sénat. De plus, et sans restreindre le mandat général ci-haut, le comité a la responsabilité:

1. d'établir le budget de la bibliothèque en consultation avec le conservateur et de communiquer ses conclusions au comité du budget de l'Université par l'entremise du Sénat;
2. d'établir les politiques touchant le personnel;
3. d'établir les lignes de conduite touchant le fonctionnement des services de la bibliothèque;
4. d'établir les politiques concernant les acquisitions pour l'enseignement et la recherche;

De plus, le comité aura la responsabilité de conseiller le Sénat et le conservateur en chef sur les questions touchant:

5. la mise en application des décisions du Sénat qui affectent la bibliothèque;
6. les mesures à prendre pour encourager les dons à la bibliothèque;
7. le comité aura aussi la responsabilité de conseiller le Sénat et le comité conjoint de la planification à long terme sur les besoins à long terme de la bibliothèque de l'Université

Composition:

1. Les doyens des facultés ou leurs représentants.
2. Les directeurs des écoles ou leurs représentants.
3. Le secrétaire général de l'Université.
4. Les secrétaires généraux des collèges fédérés, dont celui du collège universitaire.
5. Le directeur de l'extension.
6. Le traducteur officiel.
7. Trois personnes nommées par le Sénat.
8. Toute personne que le comité voudra bien s'adjoindre au besoin.
9. L'éditeur des publications.

Membres du comité de l'annuaire et des publications en 1972-73

Albert, H.
Ashby, A.C.
Barnett, A.N.
Baxter, Jean
Clarke, J.W.
Darras, M.
Dewar, J.D.
Hendry, J.F.
Hetherington, R.
Hobbs, G.
Jerome, Wendy
Kreager, R.
Lafrenière, G.J.
Lee, Margaret N.
Loucks, K.
Monahan, Recteur E.J.
Pasika, W.M.
Porter, J.M.
Sabourin, P.
Tremblay, Rodolphe, s.j.
Tombalakian, A.S.
Watson, W.Y.
Westaway, K.
Wright, E.

Mandat:

1. Le comité fera ses recommandations au Sénat concernant les politiques, les procédures et l'exécution de toutes les questions se rapportant aux annuaires académiques et aux autres publications de l'Université qui sont du ressort du Sénat.

(1V), 4-2-vii) Comité des bourses d'études du niveau sous-gradué.Composition:

1. Les doyens de toutes les facultés ou leurs représentants.
2. Les directeurs des écoles, ou leurs représentants.
3. Le secrétaire général, ou son représentant.
4. Les secrétaires généraux des collèges, dont celui du collège universitaire, ou leurs représentants.
5. Six personnes nommées par le Sénat, dont au moins trois étudiants.
6. Le responsable des bourses d'études, qui sera le secrétaire exécutif du comité.

Membres du comité des bourses d'études du niveau sous-gradué en 1972-73

Albert, H.
 Clarke, J.W.
 Dumas, G.C.
 Gillet, L.
 Monahan, E.J. Recteur
 Robb, N.I.
 Rosenburgh, S.
 Woloszczuk, R.

Mandat:

1. Le comité formulera, pour recommandation au Sénat, les conditions et les modalités selon lesquelles les bourses, les médailles et les prix et autres récompenses seront attribués.
2. Le comité recommandera au Sénat, de temps en temps, les noms des personnes qui, selon lui, répondent le mieux aux conditions d'attribution des diverses bourses, médailles, prix et autres récompenses institués par le Sénat ou approuvés par lui.
3. Le comité aura la tâche de recommander au Sénat les mesures à prendre pour réunir les fonds nécessaires aux bourses d'études.

Composition:

1. Tous les doyens.
2. Deux directeurs d'écoles professionnelles.
3. Quatre professeurs.
4. Deux étudiants.
5. Un recteur des Universités fédérées, nommé à tour de rôle.

Membres du comité des grades honorifiques en 1972-73

Albert, H.
Barnett, A.N.
Blais, G.
Dewar, J.D.
Gilbert, A.
Hendry, J.F.
Hetherington, R.
Monahan, E.J. Recteur
Newbery, J.W.E.
Pasika, W.M.
Romney, Mme Jacqueline
Scandlan, B.
Watson, W.Y.
Winckel, L.J.
Wright, E.

Mandat:

1. Le comité invitera les membres de la communauté universitaire à lui soumettre des noms pour considération.
2. Le comité recommandera ensuite au Sénat le noms des personnes à qui il conviendrait de conférer un grade honorifique de l'Université.

Comité du budget de l'Université et de la planification académique à court terme.

Composition:

1. Le Vice-Recteur académique.
2. Le contrôleur.
3. Quatre professeurs.
4. Deux étudiants.
5. Un membre du personnel non-académique.

Membres du comité du budget de l'Université et de la planification académique à court terme en 1972-73

Albert, H.
Beswick, A.E.
Bernard, G.
Cragg, A.W.
Dumas, G.C.
Monahan, E.J. Recteur
Nurmi, C.
Rogers, R.
Wilson, R.

Mandat:

1. Le comité aura la responsabilité de soumettre au Sénat, au plus tard à sa réunion de décembre, une recommandation touchant le nombre de nouveaux professeurs et de nouveaux administrateurs, à l'échelon de superviseur et plus haut, dont on aura besoin pour l'année universitaire suivante. Le comité arrivera à cette recommandation après avoir accompli les démarches suivantes:
 - (a) Le comité demandera à chaque département académique et administratif de lui faire connaître les besoins prévus pour l'année suivante;
 - (b) Le comité reverra ces prévisions, établira de manière temporaire les besoins de l'Université, et il communiquera ses conclusions à chaque département concerné;
 - (c) on invitera ensuite les remarques des départements et on procédera aux redressements jugés opportuns.
 - (d) le comité soumettra alors son rapport à l'approbation du Sénat pour ensuite le transmettre au Conseil des Gouverneurs.
 - (e) le Sénat pourra accepter le rapport tel quel, ou le renvoyer au comité pour nouvelle étude.
2. Après avoir terminé la première partie de son mandat, le comité entreprendra ensuite l'analyse du budget de fonctionnement, pour enfin recommander l'adoption par le Sénat du budget de l'année suivante. Le comité devra procéder ainsi:
 - (a) il réunira des informations sur les divers départements académiques et administratifs, dont la bibliothèque, et il fera l'étude de leur budget de fonctionnement pour en arriver enfin à des recommandations;
 - (b) il pourra consulter chaque membre de la communauté universitaire et il aura le pouvoir de demander tout genre de renseignements qu'il considère nécessaire à son travail;
 - (c) il reverra l'ensemble des renseignements reçus des divers départements académiques, dont ceux de la bibliothèque, et, après avoir procédé à une distribution temporaire des ressources, il en communiquera le contenu aux départements concernés;
 - (d) il invitera ensuite les remarques des départements et il procédera aux redressements jugés opportuns;
 - (e) le comité soumettra alors son rapport à l'approbation du Sénat pour ensuite le transmettre au Conseil des Gouverneurs;
 - (f) le Sénat pourra accepter le rapport tel quel, ou le renvoyer au comité pour nouvelle étude.

(1V), 4-2-X)

Comité des nominations et des promotions de professeurs.Composition:

1. Un professeur de chacun des quatre groupes.
2. Deux professeurs élus par l'Association des Professeurs.
3. Le Vice-Recteur académique.
4. Deux étudiants.

Condition pour être membre.

55

Un membre de ce comité qui est aussi professeur ne peut être éligible à une promotion durant la période où il fait partie de ce comité.

Membres du comité des nominations et des promotions de professeurs en 1972-73

Albert, H.
Gilani, S.
Goldsack, E.E.
Hetherington, R.
Monahan, E.J. Recteur
Pion, D.
Rutherford, J.D.

Mandat:

Le comité aura la responsabilité de formuler, sous réserve de l'approbation du Sénat, les principes qui gouverneront les promotions et les nouvelles nominations. De plus, il aura la responsabilité de recommander chaque année au Sénat le nom des professeurs actuels qu'il estime dignes de promotion, et le nom des personnes que l'Université devrait engager à tel rang académique.

Procédures concernant les promotions.

1. Le comité dressera la liste de tous les professeurs éligibles à la promotion selon les normes acceptées par le Sénat.
2. Les départements académiques et les directeurs de ces départements recevront une liste des personnes éligibles de leur département respectif et on les invitera à:
 - (a) soumettre leur avis par écrit sur les personnes éligibles selon les normes, avec toute la documentation nécessaire;
 - (b) soumettre avec recommandation écrite et documentation à l'appui le nom des personnes qui, selon eux, méritent la considération du comité mais dont les noms n'apparaissent pas sur la liste (voir article 1 ci-haut)
3. Tout professeur a le droit, nonobstant ce qui est dit à l'article 2, de soumettre son propre nom au comité pour considération et de fournir la documentation nécessaire.
4. On invitera tous les candidats à la promotion à se présenter devant le comité.
5. Le comité peut, au cours de ses délibérations, s'adjoindre des conseillers.
6. Parvenu à la fin de ses délibérations, le comité informera chaque candidat de sa décision dans une lettre personnelle et il invitera les demandes en appel.

7. Ceux qui désirent en appeler de la décision du comité devront se présenter à nouveau devant le comité ou envoyer un collègue à leur place.
8. Le comité fera son rapport au Sénat avant la fin de décembre, mais il est entendu que les recommandations concernant certains cas particuliers pourront apparaître dans des rapports ultérieurs.
9. Le Sénat pourra alors étudier et accepter le rapport tel quel, ou le renvoyer au comité avec des recommandations.
10. Lorsque ce rapport sera accepté par le Sénat, le Vice-Recteur enverra une lettre personnelle à chaque candidat l'informant
 - (i) qu'on lui accorde la promotion.
 - (ii) qu'on ne lui accorde pas la promotion.
 - (iii) que son cas est encore à l'étude.
11. Lorsqu'on aura disposé de l'article 10, on rendra les promotions publiques.
12. On conservera dans un dossier, pour servir aux délibérations futures: la déposition du candidat, un résumé de ses qualifications, la décision du comité. Tous les autres documents reçus par le comité seront détruits par le Vice-Recteur après disposition de l'article 11, à moins que le candidat n'exprime le souhait de les conserver.
13. Le comité procédera à ses délibérations dans la plus stricte confidence.
14. Après disposition de l'article 11, le comité ne pourra revoir le cas des personnes touchées par les articles 10 (i) et 10 (ii) à moins qu'il n'y consente lui-même.
15. Tous les professeurs pourront consulter leur dossier de promotion après que l'on aura disposé de l'article 11.

Procédures concernant l'engagement des professeurs.

1. Le comité recevra les recommandations du Vice-Recteur de l'Université. Au cours de l'étude de ces recommandations, le comité tiendra à l'esprit les normes utilisées dans ses recommandations de promotions, les besoins du département concerné et la politique de l'Université sur l'engagement de nouveaux professeurs. (cf. article 5 ci-bas)
2. Après en être arrivé à des conclusions, et si une décision est négative, le comité en informera le département ou l'école concerné et permettra qu'on en appelle de sa décision.
3. Une fois parvenu à des décisions définitives, le comité fera recommandation au Sénat.
4. Le Sénat pourra accepter chaque recommandation sans modification ou renvoyer le cas au comité pour nouvelle étude.
5. Le comité n'a pas la responsabilité de fixer le nombre de nouveaux professeurs requis par l'Université, ni la responsabilité de donner un avis sur le nombre de nouveaux professeurs requis par tel département ou telle école. Ces fonctions sont plutôt la responsabilité du comité de planification à court terme.

Mandat:

1. Le comité a la responsabilité de recommander au cours de la réunion de septembre du Sénat une liste de candidats aux différents comités du Sénat et aux autres comités où le Sénat possède une représentation.
2. En dressant la liste de ses recommandations, le comité pourra considérer et recommander le nom de tout membre de la communauté universitaire éligible d'après les statuts.
3. Le comité fera aussi appel à des candidatures venant de toute personne ou de tout groupe désirant soumettre un ou plusieurs noms.
4. Le comité de mise en candidature sera constitué lors de la première réunion du nouveau Sénat.

(IV), 4-2-xii) Comité des élections du Sénat.

(Son rôle fut assumé par le comité exécutif pour 1972-73 et jusqu'à prochain avis)

COMITES AD HOC

(1V), 4-3-i)

(a) Comité des droits d'auteurs et des patentes

Composition:

1. Vice-Recteur des affaires administratives
2. Deux représentants du personnel enseignant des écoles professionnelles
3. Deux représentants du personnel enseignant des sciences pures
4. Un représentant du personnel enseignant des humanités
5. Un représentant du personnel enseignant des sciences sociales
6. Un représentant des techniciens à la Laurentienne
7. Un représentant du personnel administratif à la Laurentienne
8. Un représentant du personnel de la bibliothèque
9. Un représentant de l'association de la faculté de la Laurentienne

Membres du comité des droits d'auteur et des patentes
en 1972-73

Albert, H.	Goldsack, D.E.
Alikhan, M.A.	Kaye, B.
Baxter, Jean	Monahan, E.J. Recteur
Berger, J.	Richards, S.
Girouard, A. s.	Salo, Sylvia
	Turner, F.J.

Mandat:

(1V), 4-3-ii)

(b) Comité des usagers de l'ordinateurComposition:

1. Deux membres de la division des Sciences pures
2. Deux membres de la division des Arts
3. Le chef des services de l'ordinateur
4. Deux membres de l'Administration
5. Deux membres des Ecoles professionnelles
6. Deux étudiants

Membres du comité des usagers de l'ordinateur
en 1972-73

Albert, H.
 Byce, B.
 Chmilar, A.
 Farrah, A.
 Greenberg, S.A.
 Hetherington, R.
 Madgett, A.C.
 McKinney, M.
 Monahan, E.J. Recteur
 Patitsas, T.
 Sinclair, K.

Mandat:

Pour coordonner l'allocation du temps de l'ordinateur autant du côté académique que du côté administratif.

(1V), 4-3-iii)

Comité des appelsComposition:

1. Le recteur de l'université (ex-officio)
2. Un représentant de chacune des quatre divisions (humanités, sciences, sciences sociales et écoles professionnelles.)

Membres du comité des appels en 1972-73

Allaire, C.
 Findlay, Sheena
 Lewis, J.S.
 Tesson, G.E.
 Dewar, J.
 Wright, E. (remplaçant)
 Deux étudiants

Mandat:

Ce comité doit investiguer et en arriver à des décisions en ce qui a trait aux appels concernant:

- (a) le non renouvellement du contrat d'un professeur sans permanence
- (b) le refus d'accorder la permanence
- (c) La réception d'un contrat terminal par un professeur sans permanence

(1V), 4-3-iv) Comité du questionnaire et de l'évaluation de cours

Composition:

- 1. Quatre professeurs
Un de chaque bloc:
humanités, sciences sociales, sciences, écoles professionnelles
- 2. Deux étudiants
- 3. Un membre de l'administration académique (on pourra en ajouter d'autres s'il y a lieu)

Membres du comité du questionnaire et de l'évaluation de cours en 1972-73

Albert, H.
Coulter, I.
Farenzena, Noella
Greenberg, S.A.
Hennessey, M.
McKinney, M.
Monahan, E.J. Recteur
Robb, N.I.
Wallingford, R.N.

Mandat:

Formuler le questionnaire pour l'évaluation des cours et voir à ce qu'il soit distribué dans chacun des cours offerts par la Laurentienne et ses collèges fédérés.

Comité des collèges affiliés

Composition:

1. Trois représentants de chacun des suivants:

l'Université Laurentienne
le collège de Hearst, le
collège Algoma et le collège
Nipissing

2. Les trois représentants de la Laurentienne au sein du comité sont le recteur (ou le vice-recteur académique), un professeur et un étudiant nommés par le Sénat.

Membres du comité des collèges affiliés en 1972-72

Albert, H.

Brown, I.W.

Lachapelle, Y

Lupton, A.A.

Monahan, E.J. Recteur

Tremblay, Raymond (Hearst)

Zytaruk, G.J.

Deux autres représentants de chaque collège affilié

Mandat:

Coordonner le développement des programmes à long terme dans le nord-est de l'Ontario et de revoir les procédures administratives actuelles affectant les trois collèges affiliés. Le comité présentera ensuite ses recommandations au Sénat de l'Université Laurentienne et aux Conseils respectifs de chaque collège pour approbation.

(IV),4-3-vi) Comite de la liberte academique et de la
permanence

Composition:

Inconnue*

Membres du comite de la liberte academique et de
la permanence en 1972-73

Findlay, Sheena

Ford, J.

Roberge, A.

Albert, H.

Clarke, G.I.

Elliot, J.

Goldstack, D.

Monahan, E.J. , Recteur

Mandat:

61

Inconnu*

- * Pour la composition et le mandat du present Comite, du present
- * Pour la composition et le mandat du present Comite, voir le Document presente en annexe "A", a la suite de la section (IV), 4-3-vii).

(IV), 4-3-vii)

(h) Comité de planification académique

Composition:

Indéfinie *

Membres du comité de planification académique
en 1972-73

Albert, H
Bernard, G.
Beswick, A.E.
Cragg, A.W.
Dewar, J.D.
Monahan, E.J. Recteur.
Rogers, R.J.
Wilson, R.

Mandat:

Indéfini *

- * Nous regrettons, il nous fut impossible de recevoir les renseignements concernant la composition et le mandat de ce Comite.

(IV), 4-3-viii) Comite des appels relatifs à la permanence

Composition:

Inconnue*

Membres du Comité des appels relatifs à la
permanence en 1972/73
permanence

Membres:

Allaire, C.
Findley, Sheena,
Lewis, I.S.
Tesson, G.E.
Dewar, I.
Wright, E. (substitut)
2 étudiants

Mandat:

Inconnu*

* Pour la composition et le mandat du présent
Comité, voir le document présenté en annexe "A".

DIRECTIVES CONCERNANT LA LIBERTÉ ACADEMIQUE ET LA PERMANENCE
A L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

Préambule

1. La fonction de l'Université est de faire progresser la connaissance, la codifier et la répandre. L'acquisition de la connaissance se réalise mieux lorsqu'elle se fait dans une atmosphère de liberté, d'esprit critique et de coopération: liberté signifie l'étude de toute question et de toute solution; l'esprit critique signifie qu'aucune solution à une question ne peut être acceptée sans une étude rigoureuse et soutenue; la coopération est le résultat du travail et de la réflexion de toute une communauté académique qui se meut dans le temps et dans l'espace.
2. Les privilèges et les responsabilités d'une université émanent du fait que cette université fait partie de la communauté académique dans son ensemble. Les droits et devoirs des enseignants et des étudiants émanent du fait qu'ils appartiennent à une université en particulier. La défense de la liberté académique est l'une des plus anciennes et des plus fières traditions de la communauté universitaire. Au cours des dernières années, au moment où le public prend à sa charge une part de plus en plus importante des coûts de l'éducation, et où les conditions d'emploi se sont de plus en plus rapprochées des rapports maître-serviteur, la notion de permanence a été conçue de manière à défendre la liberté académique. Au cours de la même période, plusieurs universités ont abandonné certaines de leurs défenses traditionnelles de la liberté académique, telles que l'immunité de la propriété de l'Université et de son personnel.
3. La "permanence" signifie l'emploi de façon permanente, le droit du professeur à ne pas être renvoyé sauf dans les cas graves tels que définis ici, et dans le cas d'un surnombre de professeurs. La permanence d'emploi comporte le droit de voir le cas d'un intéressé étudié en vue d'augmenter le salaire et la promotion. Lorsqu'un membre du corps professoral obtient la permanence, cela signifie que l'Université a reconnu en lui l'appartenance à plein titre à la communauté universitaire, et ce jusqu'à l'âge normal de la retraite.
4. Le "renvoi" signifie que l'Université met fin à l'emploi d'un professeur pour des raisons graves, et sans le consentement de l'intéressé, et ce, avant la fin de la durée contractuelle de l'emploi. Il s'ensuit que le non-renouvellement d'un contrat d'une durée limitée ne constitue pas un renvoi. La fin d'un emploi pour raisons graves d'un professeur n'ayant pas la permanence (que ce soit une nomination à durée limitée ou une nomination à titre d'essai) avant la fin de la durée contractuelle constitue un renvoi. La mise à terme d'un contrat permanent pour raisons graves constitue un renvoi, sauf si l'intéressé a atteint l'âge normal de la retraite.

64

5. Les membres du corps professoral ayant la permanence ne peuvent être renvoyés que pour raisons graves. Par "raisons graves" on entend 1) l'incompétence; 2) manquement grave à l'éthique professionnelle; 3) négligence habituelle des devoirs. Le renvoi pour raisons graves s'effectuera selon les procédures indiquées au chapitre 2, plus bas.
6. La mise à terme d'un contrat permanent pour raisons budgétaires constitue une question de surnombre et c'est pourquoi l'on distingue cette situation d'un renvoi pour raisons graves, puisque le surnombre n'implique aucun tort chez le professeur intéressé. Le renvoi pour raison de surnombre se fera selon les dispositions prévues au chapitre iii, ci-dessous.
7. Ces directives tentent de préciser la manière dont l'Université s'occupera de ces questions, ayant en vue les responsabilités académiques et la défense des droits et des devoirs de ses membres. Sous réserve des dispositions de ces directives, l'Université s'engage à honorer les conditions d'emploi d'un professeur, que l'emploi soit de durée limitée ou pour une période allant jusqu'à l'âge normal de la retraite.

I NOMINATIONS DES PROFESSEURS

1. Il y a trois sortes de nominations à l'Université Laurentienne: nominations à titre permanent, nominations à titre d'essai, et nominations à durée limitée. Les nominations se feront seulement aux rangs de chargé de cours, de professeur adjoint, de professeur agrégé, et de professeur titulaire. Les professeurs à plein-temps sont éligibles aux trois sortes de nominations; les professeurs à temps-partiel sont nommés seulement pour une durée limitée.
2. Le Conseil des gouverneurs, sur recommandation du Recteur, procède aux nominations. Une nomination doit faire l'objet d'une étude par le département ou l'école et normalement d'une révision par le comité du Sénat des nominations et des promotions, avant de parvenir au Recteur.
3. Les nominations sont rendues officielles par une lettre de nomination provenant du Recteur, et elles prennent effet lorsque cette lettre est signée et retournée par l'intéressé. La lettre de nomination donnera tous les renseignements nécessaires sur le genre de nomination et les conditions, ou un rappel de ces conditions et du genre de nomination.

A -NOMINATIONS A DUREE LIMITEE

1. Une nomination à durée limitée se fait pour une certaine longueur de temps, normalement une année. Les diverses conditions rattachées à cette nomination, dont sa durée et les conditions de révocation, seront clairement définies dans la lettre de nomination.
2. Une nomination à durée limitée ne donne aucun droit à la permanence ou au renouvellement du contrat.
3. Les nominations à durée limitée s'utilisent uniquement dans des cas précis et ne devraient pas remplacer les nominations à titre d'essai.

soumis à une nouvelle évaluation de permanence et une décision sera prise quant à l'attribution de la permanence ou à la révocation du contrat.

65

7. Les professeurs qui ne désirent pas recevoir la permanence peuvent signifier leur intention par écrit après l'évaluation de la permanence. Dans ce cas, le professeur peut choisir une nomination à durée limitée après entente mutuelle entre l'intéressé et l'Université. Si le professeur désire une fois de plus être candidat à la permanence, il peut présenter à nouveau son nom et être l'objet d'une évaluation de la permanence.

11

EVALUATION DE LA PERMANENCE

1. Tous les professeurs ayant une nomination à titre d'essai seront l'objet d'une évaluation de la permanence au cours de l'automne de l'année universitaire durant laquelle leur période d'essai prend fin. Cette évaluation, qui sera faite par la division dans laquelle le membre est professeur, tiendra compte de l'activité professionnelle de l'intéressé durant les années de service à l'Université Laurentienne. Cette évaluation se fondera exclusivement sur une étude de la compétence professionnelle de l'intéressé telle que manifestée dans la recherche et l'enseignement, et la contribution faite par l'intéressé à son département ou école, à l'Université, et, le cas échéant, à la communauté environnante.
2. Il reviendra au doyen associé intéressé de s'assurer qu'une évaluation de la permanence a effectivement lieu. Cette évaluation sera faite par un comité élu, composé de professeurs permanents et non-permanents, et d'étudiants, (et possiblement des membres du personnel d'appoint). Le doyen associé agira comme président de ce comité.
3. Dans l'exercice de son mandat, le comité consultera tous les professeurs à temps-plein du département ou de l'école dans lequel enseigne le candidat, et invitera des commentaires écrits sur ce candidat en fonction des critères précisés plus haut. Le comité évaluera la qualité de l'enseignement de l'intéressé à partir des commentaires des étudiants, utilisant à cette fin les moyens officiellement approuvés par le Sénat. Le président du comité aura la responsabilité de préparer un résumé des évaluations et de communiquer ces évaluations sans le nom des auteurs au candidat avant l'interview. Après une révision du cas, le comité fera une recommandation qu'il approuvera par ballotage. Tous-les documents reçus par le comité seront confidentiellement gardés et seront détruits aussitôt après la fin de l'évaluation complète de la permanence. Les réunions du comité auront lieu à huis clos.
4. Le comité de l'évaluation de la permanence communiquera ensuite sa décision au Vice-Recteur des Affaires académiques. Le Vice-Recteur des Affaires académiques aura la responsabilité de voir à ce que l'évaluation s'est faite selon les dispositions prévues. Si ce dernier émet quelques réserves à propos de la manière dont le comité s'est acquitté de sa tâche ou à propos de la recommandation elle-même, il rencontrera le comité dans le but de reconsidérer le cas. Si, après une nouvelle étude, le comité et le Vice-Recteur des Affaires académiques ne parviennent pas à une entente, la recommandation du comité sera communiquée au Recteur et sera accompagnée des remarques faites par le Vice-Recteur des Affaires académiques.
5. Les recommandations doivent parvenir au Recteur au plus tard le 30 novembre de l'année au cours de laquelle l'évaluation a lieu.

66

B - NOMINATIONS A TITRE D'ESSAI

1. Une nomination à titre d'essai a pour but de permettre à l'Université et au professeur de voir s'il est souhaitable de procéder à une nomination permanente. Une nomination à l'essai n'implique pas nécessairement la permanence mais elle suppose que l'Université en envisage sérieusement la possibilité.
2. Les nominations à titre d'essai se font pour une durée qui varie selon le rang académique. Le professeur nommé au rang de chargé de cours ou de professeur adjoint aura une période d'essai de quatre ans. Le professeur nommé au rang de professeur agrégé de professeur titulaire aura normalement une période d'essai de deux ans. Aucune nomination à titre d'essai ne pourra se prolonger au delà de cinq ans. Pour déterminer la longueur de la période d'essai, on tiendra compte de la qualité des services rendus à l'Université.
3. Les nominations au rang de chargé de cours et de professeur adjoint se feront pour une durée de deux ans, étant entendu que si l'intéressé donne satisfaction, ce dernier bénéficiera d'un renouvellement de sa période d'essai de deux ans, et d'une évaluation en vue de la permanence au cours de la dernière année de la période de renouvellement. Les nominations au rang de professeur agrégé et de professeur titulaire se feront d'abord pour une période d'essai de deux ans, et l'intéressé bénéficiera d'une évaluation en vue de la permanence au cours de la dernière année de la période d'essai. (Le professeur nommé au rang de professeur titulaire peut recevoir la permanence au moment de sa nomination.)
4. Dans le cas des personnes éligibles à une période d'essai de quatre ans (les nominations à titre d'essai au rang de chargé de cours et de professeur adjoint), le renouvellement de la période d'essai de deux ans se fondera sur la qualité des services. Il revient au département ou à l'école, par l'intermédiaire de son directeur, de faire cette recommandation en consultation avec le doyen associé intéressé. La décision relative au renouvellement ou non de la période d'essai sera communiquée par écrit par le Recteur avant le 15 décembre de l'année au cours de laquelle la première période de nomination prend fin.
5. Si l'Université décide de ne pas accorder un renouvellement de la nomination à titre d'essai pour deux ans, le professeur intéressé aura droit de faire appel auprès du comité sénatorial des appels. Ce genre d'appel se fera de la même manière que les appels relativement à une décision qui suit une évaluation de la permanence, mais le comité des appels ne pourra recommander que le non-réengagement ou le renouvellement de la nomination à titre d'essai pour deux ans.
6. Tous les professeurs jouissant d'une nomination à titre d'essai seront soumis à une évaluation officielle de permanence au cours de la dernière année de leur période probatoire. Cette évaluation, qui sera faite conformément aux dispositions décrites plus bas, conduira éventuellement à une décision qui accorde la permanence, ou qui révoque la nomination, ou qui accorde une autre année de nomination à titre d'essai. Dans ce dernier cas, l'intéressé sera

6. Sauf désaccord important entre le comité et le Vice-Recteur des Affaires académiques, le Recteur acceptera la recommandation et la transmettra au candidat et au Sénat. Si le comité et le Vice-Recteur des Affaires académiques ne s'entendent pas sur la recommandation à faire, le Recteur pourra demander une nouvelle évaluation.

7. Dans une lettre qu'il enverra à l'intéressé le ou avant le 15 décembre de l'année universitaire au cours de laquelle l'évaluation a lieu, le Recteur communiquera la décision relative à la permanence. Si le Recteur décide qu'il y aura nouvelle évaluation, cette décision sera également communiquée à l'intéressé.

8. S'il est décidé d'accorder la permanence, la décision sera communiquée au Sénat et au Conseil pour ratification et, après ratification, la lettre de nomination de l'année universitaire suivante indiquera explicitement que la permanence est accordée à partir du 1^{er} juillet de cette année.

Si la permanence n'est pas accordée, qu'il s'agisse d'une décision révoquant le contrat ou prolongeant la période d'essai d'un an, on fournira à l'intéressé un bref résumé des raisons qui motivent la décision prise. A la même occasion, on informera l'intéressé qu'il a droit d'en appeler de cette décision, et que s'il désire déposer un appel, il devra le faire dans les quatorze jours en envoyant un avis écrit d'interjection en appel au président du comité sénatorial des appels de la permanence. Ce comité se réunira dans les quatorze jours après réception de l'appel et engagera les procédures d'appel. (Ces démarches ne pourront être modifiées que pour des circonstances exceptionnelles; dans ce cas, l'intéressé et le comité devront y consentir par écrit).

III PROCEDURES DE REVOCATION ET LA SUSPENSION

1. La nomination d'un professeur permanent ne pourra être annulée que pour des raisons valables présentées à un comité d'arbitrage constitué selon les principes énoncés plus bas.

2. Lorsque le directeur du département ou l'école et le doyen associé jugent que des raisons suffisantes motivent le renvoi d'un professeur, ils communiqueront leur recommandation directement au Recteur. Si le Recteur juge de son côté qu'il s'agit à prime abord d'un cas de renvoi, il informera le professeur qu'une recommandation de renvoi a été faite contre lui, et il l'invitera à le rencontrer en privé ou avec les personnes que le Recteur aura invitées pour la discussion de ce cas. Au cours de cette rencontre avec le Recteur, et tout au long de la procédure de renvoi, le professeur pourra se faire accompagner d'un conseiller de son choix.

3. Si le problème ne peut être résolu à ce moment là, le Recteur informera par écrit le professeur du détail des accusations portées contre lui, de manière à permettre au professeur de préparer la défense de son cas, et le Recteur fixera une date de rencontre au cours de laquelle on nommera un comité chargé d'étudier le cas.

4. Le Recteur et les administrateurs intéressés du secteur académique rencontreront le professeur et son conseiller dans le but de nommer un comité d'arbitrage composé de trois professeurs de l'extérieur de l'Université qui

décideront si les griefs portés contre le professeur justifient le renvoi. A moins de raisons particulières sur lesquelles les deux parties se sont entendues, la nomination de ce comité d'arbitrage se fera dans les quatorze jours. Si les deux parties ne s'entendent pas sur la composition du comité d'arbitrage, chaque partie nommera un membre qui sera professeur d'une autre université, et le troisième membre sera le juge en chef de la cours suprême de l'Ontario ou son représentant. Cette troisième personne agira comme président du comité d'arbitrage.

5. Le comité d'arbitrage devra entendre le cas conformément aux procédures suivantes. Les audiences débuteront dans les quatorze jours qui suivront la création du comité. Le comité d'arbitrage devra avertir tous les intéressés du jour et du lieu prévus pour ses séances. Les deux parties en présence auront le droit de comparaître en personne, assistées ou non de leurs avocats ou autres conseillers et de procéder à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire des témoins. Un procès-verbal complet des séances sera tenu aux frais de l'Université, et chaque partie en recevra un exemplaire. Le comité conservera par écrit l'exposé des faits et ses conclusions relativement à la justification du renvoi. Les séances se dérouleront à huis clos. Nonobstant ce qui précède, le comité aura droit de regard absolu sur tous les aspects des séances.
6. Les conclusions et le verdict du comité sont sans appel de la part de l'individu et de l'Université.
7. Le Recteur de l'Université peut, en spécifiant par écrit le motif précis, relever un membre du corps professoral de quelques-unes ou de toutes ses fonctions universitaires et retirer quelques-uns ou tous ses privilèges à l'Université, pourvu que l'on ait déjà entamé ou que l'on entame simultanément des procédures conduisant à la révocation ou à l'établissement de la justesse d'une telle mesure. La suspension prendra fin soit avec la conclusion des procédures de révocation ou d'une autre cause, soit à tout autre moment antérieur si le Recteur le juge opportun. L'énoncé du motif doit inclure une allégation de danger éminent pour le fonctionnement de l'Université ou pour tout membre de la communauté universitaire. Le traitement et les autres avantages du professeur seront assurés pendant toute la durée de la suspension.
8. Les cas d'incapacité d'un professeur à remplir ses devoirs ordinaires à cause de troubles physiques ou psychiques seront étudiés indépendamment des cas de renvoi. Si le cas s'y prête, on pourra accorder un congé au professeur conformément aux dispositions prévues par l'Université en cas de maladie et d'incapacité de travail. Si, exceptionnellement, on juge que les raisons qui motivent le renvoi sont dues à la maladie et que le professeur refuse de prendre un congé, on pourra invoquer la clause de suspension.
9. Lorsqu'un professeur réussit à défendre son cas de renvoi pour cause d'incapacité physique ou psychologique, les dispositions touchant la maladie, l'incapacité de travail à l'Université seront appliquées.

1. Les décisions visant la réduction des programmes d'étude ou la réduction du nombre de professeurs sont prises par le Sénat. Le Sénat arrivera à ces décisions à la lumière de l'engagement primordial de l'Université pour l'excellence, telle qu'elle s'exprime dans la recherche et l'enseignement, et aussi à la lumière des priorités que l'Université s'est fixées et de la situation budgétaire.
2. On aura recours à des réductions dans le secteur académique seulement si les réductions nécessaires ont été faites dans les secteurs du personnel d'appoint- l'administration, l'entretien, les services étudiants, les relations publiques, etc.
3. Les décisions visant des réductions dans le secteur académique seront faites à la lumière des renseignements disponibles à ce moment là et après consultation des divers départements intéressés.
4. Il reviendra aux divisions (facultés et écoles) par l'intermédiaire des conseils de facultés, d'effectuer ces réductions parmi les départements à la lumière des priorités fixées par le Sénat.
5. Il reviendra aux divisions de décider à la lumière des priorités à long-terme établies, quels professeurs peuvent être considérés en trop, à la suite des décisions du Sénat.
6. Lorsqu'il s'agira d'étudier le problème du surnombre dans un département ou dans une école, on devra tenir compte de ce qui suit:
 - a) Nonobstant les engagements à l'égard des programmes académiques et des congés sabbatiques, les professeurs ayant droit à un congé sabbatique devraient se prévaloir de ce droit.
 - b) Conformément aux dispositions gouvernant les congés, on pourra offrir à un professeur un congé spécial pouvant aller jusqu'à deux ans. Ces congés ne donnent pas droit à un traitement mais les privilèges rattachés au régime de retraite et aux bénéfices marginaux seront conservés.
 - c) Conformément aux dispositions du régime de retraite, on pourra demander à un professeur de prendre sa retraite à une date anticipée, moyennant une compensation raisonnable.
7. Les décisions visant la réduction des postes se fonderont d'abord sur le mérite professionnel de l'intéressé tel qu'il s'exprime dans l'enseignement et la recherche, et sur les apports de l'intéressé à son département ou à son école, à la lumière des priorités universitaires et (s'il y a lieu) des apports à la communauté environnante. On ne pourra renvoyer un professeur permanent de préférence à un professeur sans permanence à moins qu'il y ait une nette différence entre leur mérite professionnel respectif.

Lorsqu'il s'agit de choisir entre deux professeurs permanents de compétence égale, tel que précisé plus haut, on accordera préférence au professeur ayant le plus d'ancienneté.

8. Lorsque les décisions affectent des professeurs permanents on devra se conformer aux directives suivantes:

- a) Sous réserve du maintien d'un enseignement de haute qualité, on offrira au professeur une autre forme d'emploi. Afin de venir en aide au professeur qui change d'emploi, on pourra offrir au professeur (ou le nouveau département pourra l'exiger) un congé de recyclage d'un an avec 75 p. cent du traitement et tous les privilèges des bénéfices marginaux et du régime de pension.
- b) Les professeurs qui ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article 'A' ou qui n'acceptent pas un changement de département, recevront une compensation de fin d'emploi avec traitement complet et tous les privilèges du régime de pension et des bénéfices marginaux. Voir les détails à ce sujet, annexe 'A'.
- c) Les professeurs dont les contrats sont révoqués de cette manière jouiront d'un droit prioritaire si des postes pour lesquels ils sont compétents sont créés durant les cinq années qui suivent la révocation de leur contrat.

9. La révocation du contrat d'un professeur n'ayant pas la permanence et déclaré surnuméraire se fera conformément aux termes et conditions de l'engagement de ce professeur.

10. Le professeur engagé à titre d'essai et qui est déclaré surnuméraire aura droit à en appeler de cette décision auprès du comité sénatorial des appels de la permanence, et cet appel sera entendu selon les procédures prévues pour ce comité au chapitre II, article 8, ci-haut.

11. Le professeur permanent déclaré surnuméraire aura droit d'en appeler de cette décision auprès d'un comité d'arbitrage semblable à celui qui entend les cas de renvoi pour raisons valables, tel que le définit le chapitre III ci-haut. Le comité devra s'assurer que la situation budgétaire de l'Université exigeait en réalité une réduction dans le personnel et que le choix de ce professeur fut fait de manière équitable et juste conformément aux priorités universitaires établies à l'avance.

ANNEXE A

Le professeur ayant la permanence et dont le contrat est révoqué à la suite d'une réduction de postes aura droit à un congé compensatoire de fin d'emploi dont la durée sera l'équivalent d'un mois par année de service à l'Université, et de toute manière d'une durée minimale d'un an.

conseils académiques

(V) Conseils académiques

a) Mandat s'appliquant à chacun des quatre conseils académiques

Chaque conseil académique a le pouvoir de recommander au Sénat toute motion d'ordre académique affectant les professeurs, les étudiants, les départements et les écoles qu'il représente.

(V),1) Conseil des Humanités

Composition:

- i) le doyen associé
- ii) trois professeurs (dont un substitut) et un étudiant de chacun des départements suivant:

- a) Anglais
- b) Etudes classiques
- c) Français
- d) Langues modernes
- e) Philosophie
- f) Sciences religieuses

iii) trois observateurs:

- a) un représentant des Sciences sociales
- b) un représentant des Sciences
- c) un représentant des écoles professionnelles

Membres du Conseil des humanités en 1972-73

Wright, E.D. doyen associé (président d'assemblée)

Anglais:

Prof. Wallace, D.

Dr Zaborszky, D.

* Dr Lewis, J.S.

Janes, Robert représentant des étudiants

Etudes classiques - Clarke, G. prof.

Français:

Dr Sabourin

Dickson, R. Prof.

* Morcos, F. Prof.

Hantamaki, Ken représentant des étudiants

Langues modernes:

13

Dr Rultner, E.
Dr Gubern, G.
* Mme Gorky
Denis Séguin représentant des étudiants

Philosophie:

Dr Patterson, M.
Dr Misgeld, D. (U. de S.)
* Cragg, A.W. prof.
Jarman, Paul représentant des étudiants

Sciences religieuses:

Tremblay, R. prof. (U. de S.)
Hobbs, R.G. prof. (Huntington)
LeGear, Rick représentant des étudiants
(Thorneloe)

Observateurs:

Sciences sociales: Sinclair, K. (Prof. Sciences politiques)

Science: Pearson, A.B. Dr Géologie

Ecoles professionnelles:

Mme Romney, J. (Ecole de traducteurs et d'interprètes)

* Substituts

(V), 2) Conseil des Sciences sociales

Composition:

- i) le doyen associé
- ii) chef de chacun des six départements (Economie, Géographie, Histoire, Psychologie, Science Politique, Sociologie, Anthropologie)
- iii) un professeur élu ou nommé de chacun des six départements
- iv) un étudiant élu de chacun des six départements

Membres du Conseil des Sciences sociales

en 1972-73

Barnett, A. Dr (président d'assemblée, doyen des Sciences sociales)

Economie:

Gélani, S. Dr
Cook, Rupert professeur
Aucun étudiant

Géographie:

Lupton, A. Dr
 Martin, J.P. Dr
 Aucun étudiant

Histoire:

Black, L.J. Dr
 Wallace, C. Dr

Psychologie:

Barenti-Fuchs Dr
 Moroz, M. Dr
 Aucun étudiant

Science Politique:

Segsworth, R. Professeur
 Sinclair, K. Professeur
 Aucun étudiant

Sociologie / Anthropologie:

Bernard, Guy, Dr
 Roberge, A. professeur
 Aucun étudiant

Observateurs

Toupin, R. Dr Président d'assemblée du comité
 consultatif pour les programmes francophones

Sadana, J. Dr (Sciences)
 Nash, R. professeur (Humanités)
 Chacko professeur (Ecoles professionnelles)

En plus le conseil des Sciences sociales a créé deux comités importants, le Comité de coordination de la recherche et le Comité consultatif pour les programmes francophones, dont le président d'assemblée est le Dr Toupin qui fait partie de l'exécutif du conseil des Sciences sociales.

(V), 3)

Conseil des SciencesComposition:

- i) le doyen
- ii) le chef et trois professeurs (dont un substitut) de chacun des départements de la division (Biologie, Chimie, Géologie, Mathématiques, Physique), de même qu'un étudiant de chacun de ces départements.
- iii) le directeur de l'Institut d'Astronomie
- iv) le directeur de l'Institut de recherches sur les micro-particules
- v) le directeur des Etudes supérieures
- vi) un représentant du collège Algoma
- vii) un représentant du collège Nipissing

Membres du conseil des Sciences en 1972-73

75

Président d'assemblée:

Pasika, W.M. Doyen associé

Biologie:

Green, J. Dr. chef de département
Alikan, M.A. Dr
Clulow, F.V. Dr
Lakshman, A. Dr
Greenville, Doug étudiant

Chimie:

Allaire, C. chef du département
Kari, R. Dr
Niebser, E. Dr
Westaway, K. Dr (Subst.)

Géologie:

Cameron, R.A. Dr chef du département
Davies, J.F. Dr
James, R.S. Dr
Copper, P. Dr
Bouffard, Don étudiant

Mathématiques:

Scoo-Thomas, J.F. Dr. chef du département
Basu, A.K. Dr
Todd, L. Dr
Chau, T.C. Dr

Physique:

Reed, L.D. Dr chef du département
Hallman, E.D. Dr
Robillard, F.

Rullin, G.A. Dr
Talbot, D. étudiante

Astronomie:

Père R. Leclaire, directeur

Fine particles:

Kaye, B.H. Dr

Graduate studies:

Watson, W.Y. Dr directeur

Nipissing

Algoma

Représentants des autres divisions:

Johnson, R. Humanités Professeur
Reiley, I. Ecoles professionnelles
Professeur
Lupton, A. Sciences sociales
Professeur

Représentants du conseil académique des sciencesHumanités:

Pearson, D.A.B.

Ecoles professionnelles:

Nieber, E.

Sciences sociales:

Sadana, J.N. Dr

Le conseil des sciences n'a pas de comité consultatif en ce qui concerne les programmes francophones. Il n'y a que trois ou quatre cours offerts en français dans les Sciences.

Membres du Conseil des Sciences en 1972-73

Pasika, W.M. doyen des sciences, président d'assemblée

Biologie:

Green, J. Dr chef du département

(v), 4)

Conseil des Ecoles professionnellesComposition:

- i) le doyen associé
- ii) le directeur de chacune des écoles professionnelles (Commerce et Administration, Education Physique et Hygiène, Génie, Sciences Infirmières, Service Social, Traducteurs et Interprètes)
- iii) trois professeurs de chacune des écoles dont le représentant de l'école au Sénat.
- iv) un représentant du Conseil des Humanités
- v) un représentant du Conseil des Sciences Sociales
- vi) un représentant du Conseil des Sciences

Membres du Conseil des Ecoles professionnelles en 1972-73Ecole d'Education Physique et d'Hygiène:

Hetherington, R. Dr
 Wallingford, R. Dr
 Cook, Debbie étudiante
 Rogers, R. observateur et représentant
 su Sénat
 Dewar, J. Dr

Ecole de Commerce et d'Administration:

Loucks, K.
 Morehouse, Sid
 Dobrowsky, Nick étudiant
 Vincze, Julian représentant au Sénat

77

Ecole de Traducteurs et d'Interprètes:

Hendry, J. Prof.
Romney, J.
Scully, Sheila étudiante
Aucun représentant au Sénat

Ecole de Travail Social:

Ashby, C. Prof.
Chacko, J. Dr
Paul, Robert étudiant
Taylor, E. observateur
Bruce, R. représentante au Sénat

Ecole de Génie:

Tombalaikian, A. Dr
Reilly, I. étudiant
Manner, Ken.
Aucun représentant au Sénat

Ecoles de Sciences Infirmières:

Lee, M. Dr
Paquette, Anita
Bolohan, Jacqueline étudiante
Donaldson, B. représentant au Sénat

Représentants des autres Conseils Académiques.

Cook, R. Prof.- Département d'Economie
(Sciences sociales)
Segsworth, R. Prof.-Science politique
Niebor, E. Dr.-Chimie- (Sciences)
Dixon, R. -Département de Français
(Humanités)

Il n'y a là aucun comité consultatif en ce qui a trait aux programmes francophones.

VI

79

collèges fédérés

1) Université de Sudbury

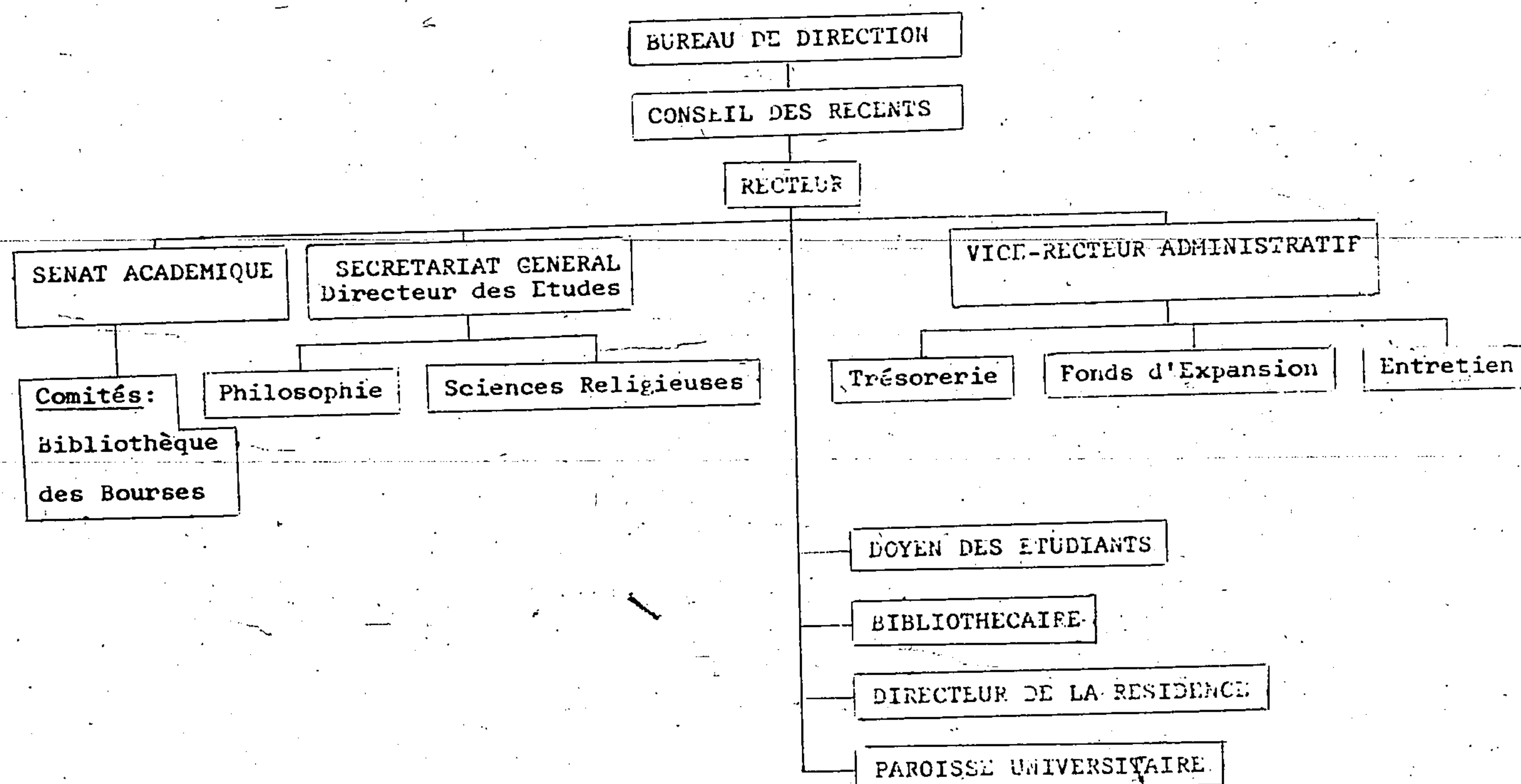
A. Mandat:

"ET, CONFORMEMENT aux principes généraux de régie interne, tels que présentés par le Chancelier de cette Université, le 1er avril, 1962 : "Cette Université est destinée à recevoir tous les Catholiques de l'Ontario Nord qui fréquentent la Laurentienne; Catholique dont la langue est l'anglais et Catholique dont la langue est le français. Comme telle, elle doit présenter un caractère strictement bilingue; elle doit être une communauté de partenaires de l'une et de l'autre langue; elle n'accuse aucune prépondérance d'un groupe linguistique sur l'autre; aucun groupe n'y est par tolérance; les deux groupes y sont de plein droit. Sa structure doit comporter l'enseignement des cours requis, dans les deux langues etc..."

CETTE UNIVERSITE confirme par les présentes qu'elle est engagée à offrir à ses étudiants de langue anglaise, tout comme à ceux de langue française, des cours à la hauteur, dans ces langues, en tant que les inscriptions les justifieront, dans tout domaine du savoir, ceci dans la mesure qu'autorise le Sénat de l'Université de Sudbury, conformément aux conditions postulées par l'accord fédératif ci-haut mentionné. En plus, cette Université verra à ce que ces cours soient donnés par un personnel compétent dans les deux langues ci-dessus mentionnées." *

* tiré de la lettre du 18 septembre, 1963 :
Déclaration de Principes de l'Université
de Sudbury.

B. UNIVERSITE DE SUDBURY
Organigramme
pour 1972-73



C. Résidence:

Si une résidence veut contribuer réellement à l'éducation de ses membres, il lui faut sans doute rencontrer certaines conditions. Les principales nous paraissent être les suivantes: qu'on assure un logement convenable, qu'on développe une ambiance susceptible de faciliter le travail intellectuel, qu'on encourage tous projets capables de favoriser l'éducation mutuelle parmi les étudiants, et, enfin, que l'on crée des moyens de rencontres sérieuses entre étudiants et membres du personnel enseignant.

2) HuntingtonA. Mandat:

L'Eglise Unie du Canada était désireuse d'étendre sa participation dans l'éducation supérieure; ainsi donc elle a établi une université confessionnelle dans le Nord Ontario (Préambule de l'Acte d'Incorporation de l'Université de Huntington, 1960)

B. Composition interne

A peu près parallèle à celle de l'Université de Sudbury. Il nous a été impossible de mettre la main sur de plus amples renseignements.

3) ThorneloeMandat:

L'Eglise anglicanne désire elle aussi jouer un rôle dans l'éducation supérieure des étudiants de la région. (L'accord de fédération avec l'Université de Thorneloe a été signé en 1963)

Organisation interne

Semblable à celui de U de S.

4) Collège UniversitaireA. Composition:

Collège Fédéré directement soumis au Sénat académique et au Bureau des Gouverneurs de l'Université Laurentienne.

B. Mandat:

(Lettre de Monsieur Jack Porter, principal du Collège Universitaire.)

Sous l'accord de la fédération, chacune des Universités confessionnelles (Huntington, Sudbury, Thornloe) fournit un collège dans la Faculté des Arts et Sciences de l'Université Laurentienne. La Laurentienne a son propre Collège Universitaire qui est non-confessionnel et dans lesquels les étudiants peuvent y retrouver leurs valeurs et leurs traditions. Chaque étudiant enregistré dans la Faculté des Arts et Sciences doit s'enrôler dans un des Collèges.

Mis sur pied en 1960, le Collège Universitaire est directement soumis au Sénat académique ainsi qu'au Bureau des Gouverneurs de la Laurentienne.

En tant que principal du Collège Universitaire je remplis la fonction de Doyen des étudiants et Secrétaire-général du Collège. Je rends compte directement au Président de l'Université. Depuis mon entrée en fonction en 1965, j'ai vu le Collège Universitaire devenir le plus grand collège sur le campus. En Septembre 1970 le Collège Universitaire ouvrait une Résidence pouvant accueillir 250 étudiants. C'est à ce moment que j'ai embauché un "Don" senior pour surveiller la mise en marche des opérations journalières. Ainsi donc, les deux officiers administrateurs du Collège Universitaires sont Dr. Hofstee (Don senior) et moi-même.

Je conçois mes buts ainsi:

1. Recommander et administrer les politiques et procédures académiques en ce qu'elles touchent les étudiants du Collège universitaire.
2. Développer et administrer un programme d'activités académiques, sociales et intramuros qui soit bien coordonné pour satisfaire les étudiants du Collège.
3. Opérer une Résidence qui réponde aux besoins des étudiants et qui leur fournisse une expérience enrichissante.
4. Contribuer au développement du Collège Universitaire et de l'Université Laurentienne.

Mes principales activités

1. Enregistrement de tous les étudiants du Collège Universitaire.
2. Aviseur académique pour tous les étudiants de première année.
3. Ratifier les changements de cours et les retraits des étudiants du Collège.
4. Vérifier que tous les graduants du Collège Universitaire aient les prérequis.
5. Garder un dossier complet de tous les étudiants du Collège.

6. Fournir des services de consultation aux étudiants.
7. Aviseur du Conseil des Etudiants.
8. Responsable du bon fonctionnement de la Résidence.
9. Membre du Sénat académique de l'Université Laurentienne et de plusieurs de ses sous-comités avec référence spécial du comité des admissions, promotions et requêtes (APR)
10. Relations communautaires et recrutement étudiant.
11. Entraîneur de l'équipe de hockey "Voyageurs".

(Traduction de Thérèse Boutin)

VII

85

départements et écoles

(VII) DEPARTEMENTS ET ECOLES

Les départements et écoles de l'Université Laurentienne sont tous structurés à peu près de la même façon. Leurs conseils comprennent tous les professeurs du département ou de l'école. Ils s'élisent un directeur ou un chef pour une période variant selon l'école ou le département en question. Ce dernier joue le rôle de porte-parole ou d'officier de liaison entre son département ou son école et le Conseil académique de sa division. Chaque département ou école se charge également de s'élire ou de se nommer des représentants au Conseil académique de sa division de même qu'au Sénat de l'Université.

Les départements et écoles doivent aussi informer les étudiants concernant les postes qui leur sont accessibles au sein de leurs Conseils et Comités. Mais c'est l'Association générale des étudiants qui doit se charger de recruter des représentants étudiants et aussi de s'occuper des élections d'étudiants à ces postes.

Les départements et écoles doivent aussi mettre sur pied avec la collaboration des étudiants, des clubs, sociétés et organismes académiques et socio-culturels pour justifier leur présence, pour s'intégrer véritablement à la communauté universitaire comme telle, autant qu'à la communauté Nord-ontarienne.

(VII), 1) DEPARTEMENTS:

- | | |
|----------------------|---------------------------------|
| 1)-ANGLAIS | 11)-MATHEMATIQUES |
| 2)-BIOLOGIE | 12)-PHILOSOPHIE |
| 3)-CHIMIE | 13)-PHYSIQUE |
| 4)-ECONOMIE | 14)-PSYCHOLOGIE |
| 5)-ETUDES CLASSIQUES | 15)-SCIENCE POLITIQUE |
| 6)-FRANCAIS | 16)-SCIENCES RELIGIEUSES |
| 7)-GEOGRAPHIE | 17)-SOCIOLOGIE ET ANTHROPOLOGIE |
| 8)-GEOLOGIE | 18)-INSTITUT D'ASTRONOMIE |
| 9)-HISTOIRE | 19)-INSTITUT DE RECHERCHE |
| 10)-LANGUES MODERNES | SUR LES MICRO-PARTICULES |

(VII), 2) ECOLES PROFESSIONNELLES:

- 1)-COMMERCE ET ADMINISTRATION
- 2)-EDUCATION PHYSIQUE ET HYGIENE
- 3)-GENIE
- 4)-SCIENCES INFIRMIERES
- 5)-SERVICE SOCIAL
- 6)-TRADUCTEURS ET INTERPRETES

(VII), 3) PROGRAMMES INTERDISCIPLINAIRES:

- 1)-ETUDES AMERINDIENNES-ESQUIMAUTES
- 2)-ETUDES CANADIENNES
- 3)-BACCALAUREAT EN COMMERCE, (administration des sports)

collèges affiliés

(VIII) Collèges affiliés

Les collèges affiliés possèdent tous les mêmes statuts et ont tous conclu le même accord avec l'Université Laurentienne. Nous vous en présentons ci-dessous les principaux extraits.

(Vlll), 1) Collège de Hearst

THIS AGREEMENT made in quadruplicate this 18th day of
December, A.D., 1963

B E T W E E N :

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

hereinafter called "the College"

OF THE SECOND PART

A

The University covenants and agrees:

1. to accept the College as from this date as an affiliated institution giving instruction in either the French or the English language in certain courses prescribed by the Senate of the University (hereinafter called "the Senate") and leading to a certificate, diploma or degree of the University and to accept such courses in partial fulfillment of the requirements for such certificate, diploma or degree under the same terms and conditions as would obtain if the instruction were given and the candidate enrolled in University College;
2. to furnish the College with information regarding the required content of such courses as prescribed by the Senate, including specifically courses of the preliminary year (equivalent to Grade XIII of the Ontario Department of Education) and the required and optional courses of the University curriculum leading to the B.A. and B.Sc. degrees;
3. to establish an inspection system with a view to ensuring that uniformity of standards is maintained. To this end, once a year the Dean of the Faculty of Arts and Science shall visit the College to verify that the curriculum is being followed, the instruction satisfactorily given and the examinations conducted in accordance with the requirements of the University. He will report to the President of the University on his findings;
4. to deliver matriculation certificates, baccalaureate and other certificates and diplomas to students of the College who have fulfilled all requirements therefor. Certification of eligibility will be made by the College but will be subject to ratification by the Senate. In case the Senate should decline to ratify, the University

Registrar will give the reason for such action to the College but not to the candidate. There shall be no right of appeal from the decision of the Senate;

5. to recognize as a regular member of the Faculty Council of Arts and Science of the University a representative of the College who shall be the Superior of the College or another member of the Faculty of the College designated by the Superior;

6. to deliver after each academic year to each officially enrolled student of the College a transcript of record from the University Registrar's Office, containing the marks recommended by the College for such student as ratified by the University Senate;

7. To distribute to the appropriate faculty members and students of the College the academic notices and circulars which the University normally issues to its own faculty members and students;

B

The College covenants and agrees :

1. to comply with the instructions given by the University with respect to the subjects to be taught and to the general way in which they shall be taught in the College;

2. to conduct examinations as the University shall direct. Unless otherwise provided by the Senate, the University will set the examination questions of the preliminary year and will mark the papers under the supervision of the Dean of the Faculty of Arts and Science. The College instructors will mark the papers for the University course examinations for which they will themselves have set the questions. Such questions, however, will be subject to previous approval by the Chairmen of the respective University Departments and the results submitted will be subject to ratification by the Senate;

3. to forward a list of the applicants for matriculation certificates, baccalaureate degrees and other diplomas, who have met all requirements prescribed by the University, and to give the University all the documents and information which the University may request concerning any applicant;

4. to keep the Registrar of the University informed as to the teaching programme and the academic files of the College, and to comply with the University requirements with respect to the safekeeping of academic records;
5. to pay the expenses of the University in fulfilling its obligations and services under the terms of this agreement as soon as accounts are rendered by the University to the College;
6. to comply with all decisions of the Senate of the University when submitted to the College through the Dean of the Faculty of Arts and Science of the University;
7. to maintain a qualified teaching staff for all subjects being taught, including a reasonable proportion of instructors holding the Ph.D., M.A. and B.Sc. degree, and a qualified librarian. The determination of what constitutes a reasonable proportion shall be subject to annual review;
8. to submit within the time limits annually specified by the University application forms for admission to courses leading to University credit for all new students and for other applicants who request admission to these courses. Admission courses leading to University credit will be processed by the Admission Committee of the University Senate and no student will be admitted without its authorization. The annual promotion of students enrolled in courses leading to a University degree will also be subject to the approval of the Promotion Committee of the University Senate.

This agreement may be terminated by either one of the contracting parties by notice in writing to the other delivered at least one academic year prior to the date on which the termination is to take effect.

It shall not be necessary to assign any reason for such termination.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have hereunto affixed their respective corporate seals duly attested by the signatures of their proper officers in that behalf.*

* Nous regrettons que ce document soit en anglais, mais nous n'avons pas pu en obtenir la traduction. C'est peut-être parce que l'Université Laurentienne est bilingue.

(Vlll),2) Collège Nipissing

THIS AGREEMENT made this 18th day of February

A.D. 1967

B E T W E E N :

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

hereinafter called "the University"

OF THE FIRST PART

- and -

NORTHEASTERN UNIVERSITY

hereinafter called "Northeastern"

OF THE SECOND PART *

* pour de plus amples informations c.f. (Vlll),1),
Les statuts du Collège de Hearst
-ces statuts sont les mêmes pour les trois collèges
affiliés.

(V111),3) Collège Algoma

THIS AGREEMENT made this 7th day of November

A.D. 1965

B E T W E E N :

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

hereinafter called "the University"

OF THE FIRST PART

- and -

ALGOMA COLLEGE ASSOCIATION

hereinafter called "the College"

OF THE SECOND PART *

* pour plus d'information concernant les statuts
de ce Collège, voir (V111),1), Les statuts du Collège
de Hearst.

organisations étudiantes

ORGANISATIONS ETUDIANTES

1) Association générale des étudiants de l'U.L.

Composition:

1. Président
2. Vice-président français
3. Vice-président anglais
4. Trésorier
5. Quatre-représentants du Collège Universitaire
6. Deux représentants francophones de U. de S.
7. Deux représentants anglophones de U. de S.
8. Deux représentants de Thorneloe
9. Deux représentants de Huntington
10. Trois représentants de l'école de commerce
11. Un représentant de l'école de génie
12. Un représentant de l'école des sciences infirmières
13. Trois représentants de l'école d'éducation physique
14. Deux représentants de l'école de travail social
15. Deux représentants de l'école de traducteur et d'interprètes.

TOTAL: 25

Composition présente de l'exécutif

Depuis l'élection des 20-21 février 1973

- | | | |
|----|----------------------------|---------------------------|
| 1. | <u>Président</u> | Malcolm Jacobs |
| 2. | <u>Vice-président</u> | Roger Campeau (anglais) |
| 3. | <u>Vice-présidente</u> | Thérèse Boutin (français) |
| 4. | <u>Trésorier à choisir</u> | |

Mandat:

1. Les étudiants de l'Université Laurentienne se sont groupés pour former une association, qui portera le nom d'Association Générale des Etudiants de l'Université Laurentienne, connue sous le sigle A.G.E.U.L. dans les articles suivants. *
2. L'A.G.E.U.L. a pour but de promouvoir les intérêts de l'Université Laurentienne et le bien-être des membres de l'A.G.E.U.L. tant dans les affaires internes qu'externes. *

Caractère bilingue de l'A.G.E.U.L.

1. L'Université Laurentienne de Sudbury étant une institution bilingue, les langues officielles de l'A.G.E.U.L. seront tant le français que l'anglais. *
2. C'est un devoir pour le Conseil de l'A.G.E.U.L. de s'assurer de maintenir et de garantir que les droits inhérents des deux sections linguistiques soient préservés. *
- 3.a) Que le guide étudiant et tous les avis et les enseignes officielles de l'A.G.E.U.L. paraissent simultanément en Anglais et en Français. Le Comité de traduction se fera un devoir de s'assurer que ces traductions s'effectuent. *
- b) Dans le cas de périodiques tels que l'annuaire, les journaux et les revues littéraires, les éditeurs se verront dans l'obligation d'inclure une proportion approximativement égale de matériel dans les deux langues. Ceci ne s'applique pas dans le cas où des éditions séparées sont tirées dans chaque langue. *
- c) La correspondance sera rédigée et classée dans la langue qui la concerne directement. *
- d) Les documents et mémoires officiels seront rédigés et classés dans deux langues. *
- e) Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil seront rédigés et classés dans les deux langues. *
- f) Les membres de l'A.G.E.U.L. enregistrés dans les sections française et anglaise éliront tous les coordinateurs des activités françaises et anglaises qui seront interprétées comme telles. Ces comités seront formés par le coordinateur de la façon qu'ils croiront dans le grand intérêt d'un événement particulier: e.g. l'éditeur du journal, le coordinateur du Ciné-club, la Troupe Universitaire, le comité culturel, etc. *

g) Deux (2) vice-présidents seront élus, représentant chacun une des sections linguistiques par un vote majoritaire où seulement les membres des sections respectives des candidats auront droit de vote. *

h) La représentation linguistique se fera s'il y a cent (100) membres d'une langue officielle inscrits dans un collège, école, et/ou faculté. S'il y a plus de cent (100) membres dans une section linguistique, cette section devra avoir deux représentants.

i) Une secrétaire, bilingue, sans droit de vote, sera choisie et/ou à l'emploi du Conseil.

(IX), 2) Les comités de l'A.G.E.

Tous les comités de l'A.G.E. sont des comités ad hoc par les différentes administrations selon des critères dictés par leur politique.

Comités existant présentement:

(IX), 2-1) Comité de finance:

Composition: le président de l'A.G.E., un vice-président, le trésorier, deux membres du conseil de l'A.G.E. et le gérant d'affaires.

Mandat: comité aviseur de l'A.G.E. en matière d'administration financière.

Méthode de travail: sur la convocation d'un des membres ce comité se réunit et propose des politiques d'administration financière.

(IX), 2-2) Comité d'emplois:

Composition: un vice-président de l'A.G.E., deux membres du conseil, le gérant d'affaires (ex-officio) et le président de l'A.G.E. (ex-officio)

Mandat: ce comité est chargé du choix des employés de l'A.G.E.

Méthode de travail: le président du comité, après une demande d'employés par le gérant d'affaires, réunit le comité qui d'après les formulaires de demandes d'emplois propose certains candidats. Les candidats sont quelques fois interviewés par le gérant d'affaires et le président du comité. Sur leur recommandation, le comité choisit les employés.

(IX),2- 3) Comité d'étude sur la rue étudiante:

Composition: le président de l'A.G.E., le gérant d'affaires, le comptable et deux membres du Conseil.

Mandat: Ce comité est chargé d'étudier tous les aspects relevant du processus de décision au sujet du déménagement de l'A.G.E. et des activités étudiantes dans la rue étudiante présentement en construction.

(IX),2-4) Comité de culture française:

Composition: le vice-président français de l'A.G.E., l'animateur francophone et tous les étudiants actifs de la section francophone de l'Université.

Mandat: Avec un budget qui varie selon les administrations, (\$1,000.00 cette année) ce comité essaie de favoriser la vie culturelle francophone sur le campus.

N.B.: Tous ces comités peuvent être abolis, changés par le nouveau conseil de l'A.G.E. Il est impossible de prédire si ces comités continueront d'exister et d'œuvrer en 1973-74 ou encore quels nouveaux comités seront mis sur pied.

(IX),3) CLUBS(IX),3-I) Liste de clubs reconnus par l'A.G.E.U.L.*

- | | |
|-------------------|-------------------------|
| -Astronomy Club | -I.S.O. |
| -Biology Club | -Lambda |
| -S.U.C.O. | -La Troupe |
| -Drama Club | -Mathematics Club |
| -Economics Club | -Nursing Club |
| -Exploration Club | -Physics Club |
| -Free Spirit | -Political Science Club |
| -Geography Club | -Réaction |
| -Geology Club | -Société historique |
| -History Society | -Translators Club |

(IX),3-2) Liste de clubs existants non reconnus par l'A.G.E.U.L.

- Club de la chanson
- Club de création littéraire

N.B. -Les clubs relèvent non seulement de l'A.G.E. mais aussi du département des affaires étudiantes et aussi évidemment des départements auxquels ils sont affiliés

* Pour faire reconnaître un club par l'A.G.E., il suffit d'y faire parvenir un document nommant le club, expliquant ses buts, méthodes de recrutement et de travail, donnant le budget. Après avoir été reconnu, un club peut recevoir l'appui financier de l'A.G.E.

X

97

l'école normale

(X) ECOLE NORMALE DE SUDBURY:

1.a) ECOLE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS:

C'est en 1963 que l'Ecole Normale de Sudbury fut fondée par le Gouvernement ontarien pour desservir la population francophone du Nord. En septembre de la même année, l'Ecole Normale de Sudbury recevait ses premiers candidats à la carrière de l'enseignement.

b) PERSONNEL 1972-1973:

DIRECTION:

Directeur: Jacques Martineau
Directeur adjoint: André Emery

PROFESSEURS:

Lionel Bourgeois
Laurier Bradley
Solange Cayen
Bernard Dallaire
Jacques Gagné
Maurice Giroux
Robert Millette
Mignonne Larocque
Lauraine Laurin
Germaine Pezet
Lucienne Raymond
Joseph Thibault

BIBLIOTHEQUE:

Lionel Bonin
Paulette Morel

TECHNICIEN:

Victor Dionne

SECRETARIAT:

Raymonde Deschamps
Judy Giroux
Aline Laidlaw

2. CONDITIONS D'ADMISSION

En septembre 1972, tout candidat qui désire s'inscrire à l'Ecole Normale de Sudbury en vue de l'obtention d'un brevet d'enseignement pour les écoles élémentaires bilingues de l'Ontario, devra avoir six crédits de la 13e année, dont un crédit en français et un crédit en anglais, avec une moyenne générale d'au moins 60%.

3. i) BREVETS D'ENSEIGNEMENT:

Le ministère de l'Éducation décerne un brevet d'enseignement à l'étudiant qui a:

- a)-réussi dans tous les cours exigés;
- b)-fait ses preuves dans la pratique de l'enseignement;
- c)-obtenu une moyenne d'au moins 60% en (a) et (b).

Ce brevet d'enseignement est valide dans les écoles bilingues de l'Ontario, c'est-à-dire, dans les écoles où la langue d'instruction est le français. La catégorie du brevet décerné reflète la formation académique du candidat:

13e année.....	Standard 1
5 crédits universitaires.....	Standard 2
10 crédits universitaires.....	Standard 3
Degré universitaire.....	Standard 4

ii) PERMANENCE DU BREVET:

Le brevet décerné au terme de la formation professionnelle à l'Ecole Normale est valide pour cinq (5) ans. On ne peut obtenir un brevet permanent qu'après avoir enseigné avec succès au deux (2) ans dans les écoles élémentaires de l'Ontario.

4. PROGRAMMES D'ETUDES:

Le programme d'études à l'Ecole Normale comprend:

- a)-fondements théoriques: philosophie, psychologie et sociologie de l'Éducation.
- b)-méthodologie générale et programmation scolaire.
- c)-stages d'enseignements à l'école élémentaire.
- d)-bibliothèque et enseignement religieux.

Ce programme d'études prépare les candidats à l'Ecole Normale et aux stages de pratique pour enseigner de la première à la huitième année.

5. COUT D'UNE ANNEE A L'ECOLE NORMALE:

Il n'y a aucun frais de scolarité à l'Ecole Normale de Sudbury; cependant, chaque étudiant doit faire les déboursements suivants:

a) Dépenses à l'Ecole Normale:

Livres.....	(environ)	\$45.00
Conseil d'étudiants.....		\$20.00
Matériel didactique, etc.....		\$25.00

De plus, il faut prévoir les dépenses occasionnées par les trois ou quatre semaines d'enseignement à l'extérieur du district de Sudbury.

b) Dépenses personnelles:

Pension hebdomadaire.....	(environ)	\$25.00
Transport hebdomadaire par autobus, environ.....		\$3.00

extension

La division de l'Extension de l'enseignement est une division de l'université Laurentienne comme telle, c'est-à-dire que ses étudiants n'ont pas à s'inscrire à l'un des quatre Collèges qui constituent la Faculté des Arts et des Sciences. Cette division s'occupe d'organiser et d'offrir des cours comportant des crédits à Sudbury même ainsi que dans des centres extérieurs. Le programme d'enseignement sans crédits ne comporte que de brèves séries de cours d'intérêt général et de conférences spéciales données par des visiteurs de marque.

Les cours avec crédits se donnent durant les sessions d'automne et d'été. Les heures de classe sont réparties de telle sorte que la durée de l'enseignement pour chaque cours équivaut à peu près à celle des cours que suivent les étudiants à plein temps.

Les cours avec crédits de l'Extension de l'enseignement répondent aux besoins des étudiants à temps partiel qui appartiennent à l'une ou à l'autre des quatre catégories suivantes:

- a) Les étudiants qui désirent parfaire leur 13e année ou année préliminaire (étudiants de l'année préliminaire);
- b) Les étudiants qui aspirent au baccalauréat ès arts à l'Université Laurentienne (étudiants du B.A.);
- c) Les étudiants qui désirent suivre des cours universitaires en vue des crédits qui seront acceptés par une autre université ou simplement en vue d'améliorer leur classement professionnel (étudiants spéciaux);
- d) Auditeurs libres (qui ne se présentent pas aux examens et ne reçoivent aucun crédit).

Admission

Tout étudiant doit s'inscrire en bonne et due forme à l'Université. On doit faire parvenir les demandes d'admission et tous les documents nécessaires au bureau du préposé aux admissions avant les délais prescrits. Le préposé aux admissions fera connaître leur statut aux candidats sur le permis d'inscription qu'il fera parvenir. On doit présenter ce permis lors de l'inscription.

Un étudiant qui s'inscrit dans quatre cours ou plus, est considéré comme étudiant à plein temps, tandis qu'un étudiant qui prépare un B.A. général à temps partiel s'inscrit à la division de l'Extension de l'enseignement. Les conditions d'admission au B.A. général sont les mêmes pour les étudiants réguliers et pour les étudiants à l'Extension.

Les étudiants de l'année préliminaire devront faire une nouvelle demande d'admission pour devenir étudiants réguliers ou spéciaux.

Les étudiants qui prennent des cours avec crédits à l'Université mais qui ne visent pas un grade de la Laurentienne doivent satisfaire aux mêmes exigences que les étudiants réguliers.

Les étudiants spéciaux peuvent demander le statut d'étudiant régulier sans perte de crédits de la Laurentienne.

Les étudiants de l'Extension qui désirent obtenir des équivalences pour l'inscription dans une Ecole professionnelle doivent d'abord faire une demande d'admission. Le bureau des admissions se chargera d'envoyer les documents aux diverses autorités pour l'établissement des équivalences.

Admission avec équivalences universitaires

Un étudiant venant d'un autre collège ou d'une autre université et qui désire s'inscrire à l'Université Laurentienne, pourra être admis avec équivalences universitaires aux conditions fixées par le Comité des admissions:

Les étudiants de l'Extension doivent réussir dans au moins cinq cours à l'Université Laurentienne, normalement les cinq derniers avant l'obtention du grade. L'Université Laurentienne, règle générale, n'admet pas à plein temps les étudiants que ne veulent pas réadmettre les institutions qu'ils ont quittées.

Règlements particuliers aux étudiants à temps (Extension de l'enseignement)

Les règlements propres au baccalauréat général des arts sont les mêmes que dans le cas des étudiants à plein temps à l'exception de certaines règles particulières touchant l'admission d'étudiants adultes (c'est-à-dire qui ont 21 ans révolus le 1er octobre).

Un étudiant de l'extension ne peut suivre plus de quatre cours en douze mois, soit deux durant la session d'hiver et deux durant la session d'été.

Les étudiants de l'Extension qui ont suivi des cours d'été ou des cours du soir ne peuvent se présenter à plus de deux reprises d'examens après chaque session. Un étudiant de l'Extension qui échoue aux examens de trois cours suivis d'affilée, et après reprises, s'il le faut, ou qui accumule plusieurs échecs à son dossier peut être obligé d'abandonner le programme du baccalauréat ou même de quitter l'Université, à la discrétion du comité sénatorial des admissions, promotions et pétitions.

Pour être éligible à un grade de l'Université Laurentienne l'étudiant doit suivre avec succès au moins cinq cours entiers, et ordinairement les cinq derniers de son programme.

Les étudiants de l'Extension de l'enseignement ont droit aux mentions d'honneur. On ne tiendra cependant compte que des cours suivis à la Laurentienne.

L'Année préliminaire à l'intention des étudiants de l'Extension

Les cours de l'année préliminaire sont offerts aux étudiants qui désirent satisfaire aux exigences d'admission. L'Université n'offre pas l'année préliminaire complète, ni durant le jour, ni à l'Extension. Elle offre toutefois certains cours, particulièrement dans les langues, qui servent les intérêts des instituteurs et des autres personnes désirant compléter leur année préliminaire. Ces étudiants ne peuvent s'inscrire qu'à des cours de l'année préliminaire.

Programme du baccalauréat

Conditions pour l'obtention des grades

L'étudiant de l'Extension doit satisfaire aux exigences du programme d'études, réussir quinze cours complets, et obtenir une moyenne d'au moins 60p. 100 dans les cinq cours dans sa matière de concentration. Pour la concentration en deux matières la moyenne s'établit sur quatre cours en une matière et trois cours dans une autre matière. La psychologie de l'éducation suivie à l'école normale ne peut compter parmi les cours exigés.

Les étudiants de l'Extension en consultation avec la Division de l'Extension et les départements intéressés doivent se conformer aux exigences du baccalauréat telles que décrites plus bas pour les étudiants réguliers. Au début de la second année de son programme, l'étudiant doit indiquer sa matière de concentration et faire approuver son programme par le département intéressé (les étudiants de l'Extension doivent le faire après leurs cinq premiers cours).

Un cours de la matière de concentration doit être de la première année. L'étudiant doit aussi choisir parmi les cours compris dans son programme de première année un sujet de continuation qui exige une séquence de trois cours dans un sujet autre que le (s) sujet (s) de concentration.

Pour les cours obligatoires de la matière de concentration, voir la description des cours offerts par le département.

Le programme entier d'un étudiant devra comprendre au moins trois cours de troisième année et au plus huit cours de première année.

Programme de l'Extension (Centres extérieurs)

Les mêmes règlements académiques s'appliquent à tous les étudiants de l'Extension. Les cours du programme des centres extérieurs s'offrent à Chapleau, Elliot Lake, Englehart, Espanola, Iron Bridge, Kirkland Lake, Levack-Onaping, Little Current, New Liskeard, Parry Sound, Sturgeon Falls, et Timmins.

Les étudiants inscrits dans le programme des centres extérieurs devraient s'adresser au directeur adjoint de l'Extension pour leur orientation académique. *

* Tiré de l'annuaire (1972-73) de l'Université Laurentienne

N.B.

Nous regrettons de n'avoir pas plus d'information concernant la division de l'Extension: ce n'est pas dû à un manque de collaboration de la part des responsables mais plutôt à un manque de temps auquel s'est buté le Comité du congrès.

informations générales

(X11),1

Récréation:

En plus des différents clubs énumérés dans la section (1X0), l'étudiant peut participer à plusieurs autres activités. Par exemple, l'Université a ouvert ses portes à de grands artistes tels Pauline Julien, Renée Claude, Lighthouse pour n'en nommer que quelques uns.

Le "cul-de-sac", la taverne étudiante, accueille les étudiants 4 fois la semaine soit du mercredi au samedi. En plus, il y a la piscine à l'édifice des sports qui est à la disponibilité de ceux qui sont intéressés.

Chacune des Résidences a aussi un pub où les étudiants peuvent se réunir pour se divertir et se reposer.

Il ne faudrait surtout pas oublier le Congrès annuel des francophones. Il change de nom d'une année à l'autre, mais de base il est toujours de même. Festival-Joie, Congrès Franco-Parole, c'est une fête pour les francophones, une occasion non seulement discuter sérieusement de notre situation ici à l'Université et dans le Nord de l'Ontario, mais aussi de se retransmettre dans la culture française.

(X11),2

Résidences:

A partir de Sept. 1973, l'Université aura 5 Résidences à la disposition des étudiants. 1,300 étudiants pourront y loger.

(X11),2,1

Collège Universitaire:

La résidence du Collège Universitaire a été construite pour recevoir 250 étudiants et cinq seniors. C'est une tour de onze étages. Les étudiants sont divisés en groupes de 50 pour occuper cinq blocs d'appartements de deux étages chacun. Au premier étage se trouvent des salles de réception. Deux blocs d'appartements sont réservés aux étudiantes. Après avoir répondu aux demandes des étudiants du collège, l'administration du collège louera les chambres libres aux étudiants des écoles professionnelles.

Les demandes doivent être adressées au Secrétaire général du Collège Universitaire, Université Laurentienne, Sudbury, Ontario.

(X11), 2, 2 Collège de l'Université de Sudbury:

La maison des étudiants et des étudiantes comprend quatre ensembles distincts chacun capable de loger une quarantaine d'étudiants dans des chambres

pour une ou deux personnes. Un étage complet de la maison abrite les salles communes, les salles de récréation et d'étude, soit les services essentiels à une collectivité étudiante. Les autres installations de l'Université de Sudbury comprennent un immeuble académique où sont aménagés les salons des étudiants, la bibliothèque, les salles de cours, la chapelle et les services de l'administration.

Dans l'acceptation des demandes d'admission en résidence, on accordera la préférence à ceux qui s'inscriront au Collège de l'Université de Sudbury et aux étudiants catholiques qui s'inscriront aux écoles professionnelles. Dans les deux cas les places seront attribuées d'abord aux étudiants ayant les meilleurs résultats académiques.

Les demandes doivent être adressées au Secrétaire général du Collège de l'Université de Sudbury.

(X11), 2, 3 Collège Huntington:

En septembre 1964, le Collège a inauguré une maison où étudiants et étudiantes de l'Université logent dans des chambres pour deux personnes. Il s'y trouve aussi quelques chambres simples. Quiconque veut retenir sa place doit en faire la demande au Secrétaire général du Collège Huntington. L'attribution des chambres se fait selon un ordre de préséance: d'abord, aux nouveaux qui s'inscrivent au Collège Huntington; ensuite, aux étudiants qui reviennent au Collège Huntington; enfin, aux autres. Règle générale, on s'attend que les étudiants du Collège Huntington obligés de vivre loin de leurs foyers choisiront de demeurer dans la maison du Collège où des conditions de travail favorables, et une bonne bibliothèque contribuent de façon particulière à leurs succès scolaires.

Un certain nombre de bourses de résidence sont à la disposition des étudiants nécessiteux qui n'ont qu'à les postuler lors de leur inscription au Collège.

(X11), 2, 4 Collège Thorneloe:

Le Collège Thorneloe a inauguré sa première maison d'étudiants en septembre 1965. Cette maison peut loger une cinquantaine de jeunes gens dans des chambres pour une ou deux personnes. On accueille n'importe qui, mais on accordera préférence à ceux qui s'inscrivent au Collège Thorneloe.

Certains étudiants peuvent vivre plus économiquement en ville mais alors ils se privent de beaucoup d'avantages des plus enrichissants. Dans la Cité Universitaire, la maison d'étudiants est le centre de la vie communautaire et c'est en y participant pleinement qu'on tire le meilleur profit de la formation acquise grâce aux contacts sociaux et aux initiatives culturelles qu'offre l'Université. C'est là aussi qu'on trouve plus facilement à nouer des amitiés durables. On adresse sa demande au Secrétaire général, Collège Thorneloe, Ontario.

(XII), 2,5

Nouvelle Résidence:

Aile centrale réservée aux francophones.

Dans la nouvelle résidence il y a une section (l'aile centrale) réservée à soixante étudiants francophones. Cette aile se subdivise de la façon suivante:

- a) six appartements à deux chambres doubles (24 places)
- b) six appartements à deux chambres doubles et deux chambres simples (36 places)

Il y aura aussi bien sûr des salons et salles récréatives accessibles aux étudiants dans cette section.

(XII), 3)

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR L'EDUCATION POST-SECONDAIRE EN ONTARIO.

Etant donné que l'Ontario est une province bilingue et que tous ses citoyens ont droit à une éducation dans la langue de leur choix, nous publions les recommandations faites par une commission d'enquête du ministère des affaires universitaires et collégiales concernant l'éducation post-secondaire des Franco-Ontariens. Les recommandations comme de raison ne sont pas encore parues en français, après tout il ne faut pas demander trop à notre bon gouvernement qui a tout de même eu l'extrême gentillesse de nous consacrer une trentaine de pages dans son rapport final!!!

Recommandation 70

Where appropriate and as soon as feasible, programs of study presently available in the English language in Ontario's colleges and universities - including pre-training and retraining programs, programs in continuing education, and programs of the proposed Open Academy²³ - should be provided in French.

Recommendation 71

The respective councils proposed for universities, colleges, and the open educational sector,²⁴ in consultation with the appropriate institutions and organizations in their jurisdictions, should establish and publish policies to facilitate the provision in Ontario of programs in the French language in all fields and disciplines. In special circumstances, the respective councils should recommend to the Government of Ontario the negotiation of interprovincial agreements to provide programs in other provinces on a reciprocal basis.

Recommendation 72

In order that French-speaking students might have access to French-language education in all appropriate fields and disciplines, colleges and universities presently providing programs of study in French should give high priority to their expansion and should, in consultation with one another and with the pertinent councils, prepare and publish specific plans indicating how and when this will be done.

²³See Chapter 3 of this Report

²⁴See Chapter 7 of this Report

Recommendation 73

Where necessary and feasible, additional existing institutions should be designated as bilingual, to serve the educational, cultural, social, and occupational needs of Ontario's French-speaking population.

Recommendation 74

To provide additional educational services in French, post-secondary institutions offering instruction in French within the university, college, and open educational sectors should, where appropriate, establish cooperative, inter-institutional, and extension programs with one another and with similar institutions elsewhere in Canada.

Recommendation 75

Immediate and special attention should be paid to expanding and/ or establishing French-language programs in the health sciences, library science, and education, as well as programs in technical, commercial, and continuing education.

Recommendation 76

A proportion of provincial funds for research should be earmarked for research in French-language education and culture and made available to institutions offering programs in the French language.²⁵

Recommendation 77

Examinations for admission to any trade or profession in Ontario should be available in French upon request.²⁶

Recommendation 78

Appropriate municipal, university, college, and secondary-school libraries should be encouraged and supported to provide a supply of books, periodicals, and other library materials in the French language adequate to the needs of their users.

²⁵See Chapter 3 of this Report

²⁶See Chapter 3 of this Report

Recommendation 79

To ensure further the adequate provision of French-language services and offerings in libraries, French-speaking citizens should be represented adequately on library boards in areas where they reside.

Recommendation 80

Where appropriate, schools, colleges, and universities should extend the full range of their counselling and guidance services to Franco-Ontarian students in the French language. Equally, the proposed community-based career and education guidance network of the proposed Ontario Human Development Commission should provide its services in French.²⁷

Recommendation 81

In selecting among nominees for the proposed Committee on Post-Secondary Education, Council for University Affairs, Council for College Affairs, Council for the Open Educational Sector, and Council for the Creative and Performing Arts,²⁸ the Minister of Post-Secondary Education should ensure that Franco-Ontarians are included on each body.

Recommendation 84

The proposed Ontario Committee on Post-Secondary Education should monitor the provision, use, and effectiveness of French-language programs in all sectors of post-secondary education in Ontario and publish studies thereon.

Recommendation 82

Funds should be allocated to institutions to meet higher costs arising from the normal operation of French-language programs on the basis of an objective formula. Grants, on a short-term basis, should also be available to institutions establishing or expanding French-language programs to offset extra costs resulting from the initial recruiting of additional teaching and support personnel and from the development of bilingual libraries.

Recommendation 83

French-speaking students of the province who seek French-language education in a program of study not offered in French in Ontario should be eligible for the same grant-loan scheme available to students studying within Ontario.

²⁷See Chapter 6 of this Report

²⁸See Chapter 7 of this Report

(XII), 4) Programmes francophones

Plusieurs départements de l'Université Laurentienne offrent des programmes de cours en français. Ces cours se trouvent à l'intérieur de la structure disciplinaire et sont conçus en parallèles aux cours ou programmes anglophones. Les programmes offerts sont les suivants:

Spécialisation:	Français Histoire Sociologie Science politique Traducteurs
Concentration:	Géographie Philosophie Psychologie Science Religieuse
Continuation:	Economie
Moins de trois cours:	Chimie Physique Service Social
Aucun cours offert en Français:	Anglais Astronomie Biologie Commerce et Administration Education Physique Génie Géologie Infirmières Langues Modernes Mathématiques

XIII

statistiques

111

(XIII), 1) a.)

UNIVERSITE LAURENTIENNE - Population étudiante 1959-60 à 1972-73

Year Année	Total enrolment Enrollment tot.	English Section Section Anglaise	%	French Section Section Franc.	%	Français Langue maternel	%
59-60	168	83	49.40	85	50.59		
60-61	183	88	48.08	95	51.91		
61-62	255	166	65.0	89	34.9	99 #	38.82
62-63	264	200	75.7	64	24.24	75 #	28.40
63-64	361	276	76.4	85	23.54	99 #	21.9
64-65	556	436	78.4	120	21.5	122 #	21.9
65-66	901	769	85.3	132	14.6	167 #	18.5
66-67	1130	956	84.6	174	15.39	208 *	18.40
67-68	1264	1084	85.7	180	14.24	237	18.75
68-69	1500	1242	82.8	258**	17.20	294	19.60
69-70	1773	1558	87.8	215	12.12	371	20.92
70-71	2092	1829	87.4	263	12.57	389	18.59
71-72	2023	1764	87.1	259	12.80	380	18.78
72-73	1911	1628	85.1	235	12.29	363	18.99
Total	14381	12079	83.99	2254	15.67	2804	19.98

* "Français langue maternelle" - intégré dans la formule d'inscription 1966-67.
(Il faut aussi noter que "Anglais - langue maternelle" sera un chiffre plus bas
que "Section Anglaise" - Les étudiants non-Anglais et non-Français faisant la
différence régulièrement la majorité est en "Section Anglaise")

** Introduction d'Ordinateur a vu une révision arbitraire de la formule d'inscription
avec la catégorie "Section" supprimée et remplacée par "Langue d'instruction". Pour
cette raison plusieurs étudiants Français tomberont dans la catégorie Anglaise et
le total pour "Français" a baissé. Deux ans plus tard on retourna aux anciennes
catégories.

Extimation. - Le chiffre obtenu en comptant les étudiants Français sans leur
déclaration puisque la question n'était pas demandée ces six années.

Les chiffres pour 1972-73 sont (sauf pour le total) du mois d'octobre. - (Toutes
les autres chiffres étant du 1er décembre de chaque année.)

LES ETUDIANTS en 1972/1973

	Français, lan- gue maternelle			Section française	
Humanités et Sc. Sociales:					
- Arts, général	140			101	
- Arts, Honneur	25			21	
Sciences, général	32			17	
Honneur	16	213		9	148
Commerce	41			23	
Génie	7			1	
Sciences Infirmières	10			6	
Education Physique	43			19	
Administration sportive	3			1	
Travail social	20			12	
Traduction	26	150		25	87
Total:		363			235

- a) Nombre des étudiants ou cours
b) Variation

c) b exprimé comme %

Year Année	SECTION ANGLAISE						FRENCH SECTION FRANCAISE					
	SECTION Etudiants			Cours			Students/Etudiants			Cours/Courses		
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c
1961-62	166			48			89			33		
		34	20.4		30	62.5		-25	28.0		-1	-3.0
1962-63	200			78			64			32		
		76	38.0					+21	32.8		-7	-21.8
1963-64	276			78			85			25		
		160	57.9		23	29.4		+35	41.1		+6	24.0
1964-65	436			101			120			31		
		333	76.3		18	17.8		+12	10.0		+13	41.9
1965-66	769			119			132			44		
		187	24.3		78	65.5		+42	31.8		+23	52.2
1966-67	956			197			174			67		
		133	13.9		37	18.7		+6	3.4		+10	14.9
1967-68	1089			234			180			77		
		153	14.0		60	25.6		+88	48.8		-6	7.8
1968-69	1242			294			258			71		
		316	25.4		12	4.0		-43	-16.6		+9	12.6
1969-70	1558			306			215			80		
		271	17.4		87	24.2		+48	22.3		+14	17.5
1970-71	1829			393			263			94		
		-65	-3.5		-3	-0.7		-4	-1.5		+2	2.1
1971-72	1764			390			259			96		
		-141	-7.9		+2	0.5		-24	-9.2		-21	-21.8
1972-73	1623			392			235			75		

(XIII), 1) b) REPARTITION DES COURS EN SECTIONS FRANCAISE ET ANGLAISE

	A		B		C		D		TOTAL COURSES		
	E	F	E	F	E	F	E	F	E	F	
1960-61	35	32	24	16	-	-	16	4	75	52	127
1961-62	48	33	34	7	-	-	17	6	99	46	145
1962-63	78	32	38	9	5	1	18	7	139	49	188
1963-64	78	25	34	8	10	2	23	8	145	43	188
1964-65	101	31	26	9	10	-	19	10	156	50	206
1965-66	119	44	28	10	18	3	27	10	192	67	259
1966-67	197	67	34	14	21	4	28	15	280	100	380
1967-68	234	77	40	9	6	3	40	21	320	110	430
1968-69	294	71	52	17	11	2	39	19	396	109	505
1969-70	306	80	61	25	20	2	58	27	445	134	579
1970-71	393	94	66	16	27	5	77	22	563	137	700
1971-72	390	96	70	7	28	5	63	17	551	125	676
1972-73	392	75	84	14	58	14	72	22	606	125	731

A - Fulltime, Sudbury - Plein Temps

B - Extension Sudbury

C - Extension Outside Centers - Centres Extérieures

D - Summer - Eté

COURS DU JOUR A PLEIN TEMPS

(XIII), 1) c)

ETUDIANTS / COURS - PAR SECTION

SECTION	ENGLISH ANGLAISE				FRENCH FRANCAISE			
	STUDENTS ETUDIANTS	%	COURSES COURS	%	ETUDIANTS STUDENTS	%	COURSES COURS	%
1961-62	166	65.	48	59.2	89	34.9	33	40.7
1962-63	200	75.7	78	70.9	64	24.2	32	29.0
1963-64	276	76.4	78	75.7	85	23.5	25	24.2
1964-65	436	78.4	101	76.5	120	21.5	31	23.5
1965-66	769	85.3	119	73.0	132	14.6	44	26.9
1966-67	956	84.6	197	74.6	174	15.4	67	25.3
1967-68	1089	85.4	234	75.2	180	14.2	77	24.7
1968-69	1242	82.8	294	80.5	258	17.20	71	19.4
1969-70	1558	87.8	306	79.2	215	12.12	80	20.72
1970-71	1829	87.4	393	80.6	263	12.57	94	19.3
1971-72	1764	87.1	390	80.2	259	12.80	96	19.75
1972-73	1623*	85.1	392	83.9	235	12.29	75	16.05
TOTAL	11908	84.7	2,630	78.5	2,074	14.7	725	21.6

(XII), 1) c.)

SESSION D'HIVER A- SUDBURY - COURS FRANCAIS ET INSCRIPTIONS

ANNEE	COURS	ETUDIANTS EN SECTION F	STUDENT COURSES	ETUDIANTS PAR CLASSE	COURS PAR ETUDIANT.
1963-64	33 ²	85	532	16.1	6.25
1964-65	40	120	820	20.5	6.83
1965-66	54	132	1040	19.2	7.87
1966-67	81	174	1314	16.2	7.55
1967-68	86	180	1406	16.3	7.81
1968-69	88	258	1265	14.3	4.90
1969-70	104.5	215	1373	13.1	6.38
1970-71	109.5	263	1447	13.2	5.50
1971-72	102.5	259	1246	12.1	4.82
1972-73	88.5	235	1031	11.6	4.38

REVENUS:

- octrois gouvernementaux	\$ 5,831,000
- frais étudiants	1,704,100
- locations et frais d'utilités	95,350
- intérêts	279,600
- divers	81,600

Déficit prévu pour 1972/1973, chargé contre les surplus d'opérations des années antérieures: 603,800

DISPONIBLE: \$ 8,595,450

DEPENSES:

- unités académiques, enseignement	4,234,550
- entretien matériel	1,133,000
- administration générale et financière	954,150
- bibliothèques	800,000
- administration académique	498,800
- cours de l'Extension	374,300
- bénéfices marginaux	350,000
- services étudiants	185,650
- primes d'encouragement	65,000

DEPENSES: \$ 8,595,450

EXPLICATIONS**REVENUS****OCTROIS GOUVERNEMENTAUX:**

- Arts	960,200
- Sciences	618,100
- Ecoles professionnelles:	
- Education physique	\$ 491,750
- Commerce	477,600
- Traduction	252,900
- Sciences Infirmières	198,300
- Génie	170,200
- Service Social	124,450
	<u>1,715,200</u>

\$ 3,293,500

- Etudes graduées	\$ 166,600
- Etudes à temps partiel	985,900
- Aide au développement	845,000
- Bilinguisme	540,000

GOUVERNEMENT: \$ 5,831,000

DEPENSES

	<u>SALAIRES</u>	<u>TOTAL</u>
UNITES ACADEMIQUES:		
- sciences	\$ 1,183,900	\$ 1,245,700
- sciences sociales	1,145,700	1,244,200
- écoles professionnelles	1,002,700	1,104,800
- humanités	604,600	639,850
	<u>\$ 3,936,900</u>	<u>\$ 4,234,550</u>

ENTRETIEN MATERIEL:

- conciergerie, à contrat		225,000
- chauffage	108,050	208,000
- électricité		120,000
- terrain ("grounds")	82,500	104,000
- sécurité	74,000	75,300
- entretien des bâtiments	43,350	67,350
- logement du personnel	4,200	14,900
- autres (menuisiers, électriciens, téléphone, véhicules, eau, assurances, etc)	137,000	318,450
	<u>\$ 449,100</u>	<u>\$ 1,133,000</u>

ADMINISTRATION:

- trésorerie	132,000	143,500
- ordinateur	78,500	142,350
- bureau d'affaires	106,650	116,650
- secrétariat général	89,750	110,750
- relations publiques	42,500	92,000
- admissions	33,000	51,000
- traduction	18,150	18,950
- autres (salaires du recteur et du Vice-recteur administratif, bureau des achats, vérification, etc)	147,250	278,950
	<u>\$ 647,800</u>	<u>\$ 954,150</u>

BIBLIOTHEQUE:

\$ 406,000	\$ 800,000
------------	------------

COURS DE L'EXTENSION

\$ 271,200	\$ 374,300
------------	------------

ADMINISTRATION ACADEMIQUE:

- ordinateur	\$ 78,500	\$ 142,400
- affaires culturelles (Musac)	24,600	47,850
- théâtre et télévision	31,400	38,300
- Service technique, enseignement	23,400	36,500
- autres (salaire du Vice-recteur Académique et personnel, la Revue Laurentienne, etc)	70,800	233,750
	<u>\$ 228,700</u>	<u>\$ 498,800</u>

FRAIS ETUDIANTS:

- Vente de cours académiques	1,587,600
- Financement des services:	
- enrégistrement et admission	\$ 40,000
- athlétisme	40,000
- santé	16,500
- graduation	10,000
- charges financières	10,000
	<u>116,500</u>

ETUDIANTS: \$ 1,704,100

LOCATIONS ET FRAIS D'UTILITES:

- Librairie Universitaire	22,100	
- Cafeteria	20,000	
- Logement du personnel	7,550	
- Presses Universitaires	4,600	
- Banque Royale du Canada	2,100	56,350
- Stationnement		13,000
- Participation aux activités athlétiques		23,000
- Grand Salon		3,000

LOCATION: \$ 95,350

INTERETS:

- Fonds des Fondateurs	199,600
- Investissements à court terme	70,000
- Autres	10,000

INTERETS: \$ 279,600

REVENUS DIVERS:

- Loyers de services à l'Ecole Normale	35,000
- Dons et bourses	32,500
- Amendes pour retards aux bibliothèques, frais de transcriptions, etc	14,100

DIVERS: \$ 81,600

	<u>SALAIRES</u>	<u>TOTAL</u>
--	-----------------	--------------

SERVICES ETUDIANTS:

- assistance financière	15,100	49,750
- santé	44,900	48,800
- orientation	26,600	28,100
- orientation (adultes)	21,400	26,200
- Département des Affaires Etudiantes	20,200	23,700
- autres		9,100
	<u>\$ 128,200</u>	<u>\$ 185,650</u>

LE BUDGET 1973-74RAPPORT FINALComité du Budget

La confection du budget 1973-74 a démarré en octobre 1972, alors que les différents responsables soumettaient leurs demandes d'argent au Comité du Budget de l'Université et le rencontraient au cours du mois de novembre.

REVENUS:

Pour ce qui est des revenus disponibles, ils sont aussi incertains que le nombre exact des inscriptions de septembre.

Le Comité ne prévoit aucune assistance supplémentaire du gouvernement. Deux octrois importants sont celui d'aide au développement (\$845,000 en 1972/1973) et celui de bilinguisme (\$540,000): la province n'a encore pris aucune décision.

Les études à temps partiel, par contre, sont de plus en plus populaires, ce qui signifie augmentation d'inscriptions et de revenus.

Une autre source de financement est le surplus d'opérations des années antérieures: il sera de l'ordre de \$360,000 au 30 avril 1973, après avoir absorbé le déficit 1972-73

Il est aussi question d'une campagne de souscription publique.

DEPENSES:

Puisqu'il fallait réduire les dépenses, le Comité utilisa les critères suivants:

- 1. les réductions doivent nuire le moins possible aux programmes d'enseignement de l'Université;
- 2. les réductions dans les programmes d'enseignement, si elles sont nécessaires, devront affecter le plus petit nombre possible d'étudiants;
- 3. toute dépense devra être gardée au strict niveau nécessaire pour rencontrer les besoins légitimes et les buts de l'Université;

- 4. l'effet des réductions sur le personnel administratif et les professeurs, doit avoir le moins d'impact possible. Des fonds ont été mis de côté pour recyclage.

REDUCTIONS DANS LES DEPENSES:

Entretien matériel:

- conciergerie	\$ 60,000
- sécurité	25,000
- planification	65,000
- services des maisons louées au personnel administratif et professoral	7,500
- services des baraques, fermées	10,000

Administration générale:

- budget du recteur	5,000
- voyages du personnel administratif	5,000
- réduction des dépenses par une nouvelle structure administrative	50,000

Achat de volumes de bibliothèques

En 1971-72, une économie de \$80,000 avait été réalisée, dont il reste encore \$25,000 qui peuvent servir en 1973-74

Extension:

Pour réduire les coûts de cours à temps partiel, ceux de l'hiver doivent être intégrés aux programmes réguliers.

Services Etudiants:

Pour réduire les dépenses:

- le programme d'orientation des étudiants adultes est intégré au Service d'Orientation, ce qui demandera moins de personnel;
- le Service des techniques de l'enseignement et celui du théâtre et de la télévision sont intégrés.

Unités académiques:

- Réduction d'un membre du personnel dans chacune des Ecoles de l'Education Physique et des Sciences Infirmières;
- Réduction dans le programme d'enseignement des Sciences..

(XIII),3) ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS

121

BUDGET 1972/1973
tel qu'adopté par le Conseil

SOURCES DES FONDS:

- Frais étudiants (1,950 étudiants à \$27.)	\$ 52,650
- Ventes d'annonces	5,000
- Distributrices automatiques	3,500
- Octrois divers	3,000
- Autres (activités sociales, etc)	3,650

DISPONIBLE: \$ 67,800

ALLOCATION DES FONDS:

- Administration	31,700
- Publications	13,000
- Affaires culturelles	3,600
- Activités sociales	2,500

DEPENSES: \$ 50,800

- Remboursement du déficit 1971/1972	2,000
- Réserve pour un possible déficit des activités commerciales 1972/1973	10,000
- Versement au Fonds de Développement	3,000
- Dû à l'Université Laurentienne sur équipement pour commerces	2,000

ALLOUE: \$ 67,800

EXPLICATIONS

DEPENSES

ADMINISTRATION:

- Salaires:	
- Comité Exécutif	9,300
- Employés permanents	12,900
- Autres	1,000
	<u>\$ 23,200</u>
- Dépenses de bureau (papeterie et autres fournitures, téléphone, impression, entretien, etc)	5,000
- Honoraires professionnels:	
- vérification des livres	\$ 600
- traduction	200
- frais légaux	400
- autres	300
	<u>\$ 1,500</u>
- Annonces et publicité, relations extérieures	1,500
- Fédération des Etudiants de l'Ontario	500

ADMINISTRATION: \$31,700

PUBLICATIONS:

- Lambda	7,000
- Ré-Action	2,400
- Annuaire	1,300
- Manuel d'information	1,300
- Autres	1,000

PUBLICATIONS:

\$13,000

AFFAIRES CULTURELLES:

- La Troupe Universitaire	1,000
- University Players	600
- Culture Française	1,000
- Ciné-clubs	500
- Autres	500

CULTURE:

\$ 3,600

ACTIVITES SOCIALES:

- Salaire d'un coordinateur	1,300
- Semaine d'inauguration	500
- Carnaval d'Hiver	500
- Autres	300

SOCIAL:

\$ 2,500

ETAT DES REVENUS ET DEPENSES
pour les sept mois
terminés le 31 décembre 1972

REVENUS:

- Frais étudiants	\$ 52,650
- Distributrices automatiques	594
- CUL-DE-SAC: profit d'opération	6,888
- Divers	<u>580</u>

REVENUS: \$ 60,712

DEPENSES:

- Administration:		
- salaires	\$ 14,754	
- autres	<u>2,542</u>	17,296
- Publications:		
- Lambda	3,000	
- Ré-Action	1,272	
- Manuel	1,460	
- Evaluation de cours	1,507	
- autres	<u>134</u>	7,373
- Affaires culturelles:		
- Troupe Universitaire	(856)	
- Culture Française	200	
- University Players	36	
- English Film Club	<u>51</u>	(569)
- Activités sociales:		
- Semaine d'Initiation et d'Orientation	818	
- Carnaval d'Hiver	100	
- Autres	<u>144</u>	1,062
- Autres dépenses:		
- LA BOUTEDE: déficit	2,884	
- ventes d'annonces	1,047	
- conférences	1,465	
- recherches	700	
- Film Series	700	
- publicité	349	
- traduction, etc	225	
- échange de livres	251	
- autres	<u>1,754</u>	9,375

\$ 34,537

SURPLUS pour dépenses à venir: 26,175

DEPENSES: \$ 60,712

L'ADMINISTRATION FINANCIERE

Le responsable des finances est le trésorier, qui est un membre nommé du Comité Exécutif de l'A.G.E. et président du Comité des Finances.

Ses responsabilités spécifiques comprennent le budget, la tenue de livres, la préparation de rapports financiers, la santé générale des finances, à court et à moyen terme, ainsi que la planification à long terme.

LE COMITE EXECUTIF

Ce comité comprend le président de l'A.G.E., les deux vice-présidents, et le trésorier. Ce groupe est responsable de l'application des politiques du Conseil - c'est lui qui détient le pouvoir entre les assemblées, au nom du Conseil à qui il rend compte.

PREPARATION DU BUDGET

Le trésorier est responsable du budget, avec l'assistance du comptable: à ce dernier, le trésorier peut déléguer une partie de ses pouvoirs, mais non sa responsabilité de membre du Comité Exécutif.

Des prévisions budgétaires sont soumises au trésorier par le gérant d'affaires et par les responsables des diverses activités sociales ou culturelles de l'A.G.E. Le trésorier voit: à ce que ces prévisions soient complètes, réalistes, bien formulées et explicatives. Il agit comme consultant là où c'est nécessaire.

Les prévisions budgétaires et les suggestions sont ensuite présentées au Comité des Finances, qui les étudie, les critique et les retourne aux responsables s'il y a lieu. Quand les prévisions sont satisfaisantes, elles sont insérées dans un budget global, que le trésorier présentera ensuite au Conseil de l'A.G.E. pour étude, critique, corrections et approbation définitive.

CONTROLE BUDGETAIRE

Dans sa conception actuelle, le système de comptabilité de l'A.G.E. permet un contrôle budgétaire automatique, qui est efficace si le système est bien opéré. Le trésorier a la charge de voir à ce que la comptabilité soit à date. Il apporte des suggestions pertinentes pour améliorer la tenue de livres et les méthodes de contrôle, dont il est aussi responsable.

Le trésorier est en contact étroit avec le gérant d'affaires et les responsables des autres activités: il les renseigne sur leur position financière, et leur sert de consultant financier au jour le jour. Quand c'est nécessaire, il convoque une assemblée du Comité des Finan-

ces, et exécute ensuite ces décisions, si elles ne requièrent pas l'approbation préalable du Conseil.

LES RAPPORTS ET ETATS FINANCIERS

Théoriquement, le trésorier soumet au Conseil de l'A.G.E. et au corps étudiant:

- les rapports du Comité des Finances
- un rapport mensuel portant sur la situation financière et budgétaire de l'A.G.E.
- les états financiers annuels, le 31 mai, sur lesquels des vérificateurs professionnels se prononcent
- des états financiers trimestriels, sans vérification extérieure mais selon les normes comptables généralement reconnues et acceptées dans le monde des affaires
- des rapports analytiques, sur demande du Conseil, ou du Comité des Finances, ou d'un autre responsable concerné (Lambda, la Troupe Universitaire, etc)

LA SANTE GENERALE DES FINANCES

Le trésorier doit voir à conserver un rapport prudent entre les disponibilités et les exigibilités financières de l'A.G.E., de façon à pouvoir rencontrer les échéances, à court et à moyen terme. Rappelons que le chiffre d'affaires annuel de l'A.G.E. est de l'ordre d'un quart de million de dollars.

Autre tâche du trésorier: voir à ce que l'A.G.E. opère le plus économiquement possible, sans nuire à l'efficacité de ses opérations: achats à escompte, substitutions par des marchandises aussi satisfaisantes mais moins coûteuses, examens des factures et des prix, etc. Le but est d'atteindre l'efficacité maximum au coût minimum.

LA PLANIFICATION A LONG TERME

L'A.G.E. peut vouloir se doter d'autres services à offrir à ses membres, s'il existe un besoin et/ou une demande. Divers groupes et comités se penchent occasionnellement sur ces questions, produisent des études et des rapports. Le trésorier fait partie d'office de ces comités, qu'il initie et/ou conseille dans l'exercice de ses fonctions. Par exemple, étude des coûts d'installation, d'opération, de financement, etc.

LE COMPTABLE

En 1972, le Conseil de l'A.G.E. a décidé d'engager un comptable à plein temps pour venir en aide au trésorier. Le trésorier est un étudiant, qui ne peut se charger d'expédier les affaires courantes en plus des tâches décrites ci-haut.

(Xl11),4-1) a. HORAIRE DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE1972-1973

Veillez lire attentivement ces explications relatives à l'hraire de l'année universitaire 1972-73.

Les classes de chacun des cours auront lieu le lundi, le mercredi et un vendredi sur deux (appelé Jour 1) ou le mardi, le jeudi et un vendredi sur deux (appelé Jour 2). En d'autres termes, l'horaire du vendredi alternera entre les cours des lundi et mercredi et deux des mardi et jeudi. Les majuscules et minuscules de A à H et R se rapportent au Jour 1 et les lettres J à Q et S se rapportent aux classes du soir qui se donneront du lundi au vendredi à partir de 7 heures du soir. Quant aux cours qui exigent deux classes par semaine, elles n'auront lieu que le lundi et le mercredi, ou le mardi et jeudi.

La signification des numéros de cours est expliquée à la page 72 (page 74, pour la section française) de l'annuaire 1972-73 de l'Université Laurentienne.

PLAN DE L'HORAIRE

DAY 1 JOUR	DAY 2 JOUR	DAY 1 JOUR	DAY 2 JOUR	DAY 1/2 JOUR
MONDAY - LUNDI	TUESDAY - MARDI	WEDNESDAY - MERCREDI	THURSDAY - JEUDI	FRIDAY - VENDREDI

MORNING				MATIN			
8.30	A	J	A	J	a		
9.30	B	K	B	K	j		
10.30	C	L	C	L	b		
11.30	D	M	D	M	k		
12.30					c		
					l		
					d		
					m		

AFTERNOON/EVENING				APRES-MIDI/SOIRÉE			
1.30	E	N	E	N	e		
2.30	F	O	F	O	n		
3.30	G	P	G	P	f		
4.30	H	Q	H	Q	o		
5.30					g		
7.00	R	S	R	S	p		
10.00	T	U	T	U	h		
					q		
					r		
					s		
					X		

(XIII),4-I) b.

SCOLARITE (baccalauréat) *

\$ 490.

DROITS ACCESSOIRES:

- Inscription	\$ 5.00	
- Participation sportive	20.00	
- Services de Santé	6.75	
- Assurance-vie et soins de réhabilitation	3.25	
- Association Générale des Etudiants, tel que requis par cet organisme	27.00	
- Association des étudiants du Collège ou de l'école pro- fessionnelle	10.00	
- Carte d'identité	1.00	73.

\$ 563.**

* Les frais de scolarité sont de
\$485 pour le niveau gradué, pre-
mière année, et de \$175. pour les
autres années.

Un cours à temps partiel coûte
\$115, et \$20. pour graduation.

**Augmentation de \$100 pour 1973/74,
imposée par le gouvernement.

RESIDENCE:

Durant l'année académique:

- chambre à une personne, 7 jours/semaine \$ 600.
- chambre à deux personnes, 7 jrs/semaine 550.

REPAS:

- Pour les 13 semaines de chacun des deux
semestres, 5 jours par semaine et deux
repas par jour, il en coûte \$ 300.

Source: Annuaire 1972/1973, Université Laurentienne.

(XII), 7) a. Dépenses d'exploitations totales
Tableau comparatif- Université
Canadiennes et Université Laurentienne.

	Canada	U.L.U.	U.L.U.	Ont.	Petites Institutions
	1967-68	1971-72	1972-73	1965-66	1967-68
Enseigne- ment	61.3 %	62.5%	66.6%	59.8 %	60.3 %
Recherche	14.1 %	2.64%	2.18%	15.6 %	0.1 %
Adminis- tration	6.4 %	9.92%	9.77%	7.3 %	13.6 %
Entretien	10.0 %	11.3%	11.6%	10.8 %	12.9 %
Bourses	1.4 %	11.03%	11.6%	0.5 %	3.7%
Divers	1.9 %			1.8 %	5.8 %
Dépenses	3.8 %			4.9 %	3.6 %
Total	100.0%			100%	

(XIII), 7) b Canada - Small Institutions
(all-Thousands of Dollars)

	1961-62	1964-65	1965-66	1966-67
Instruction	26,684 (55.6)	33,152 (61.6)	40,323 (60.0)	40,387 (60.3)
Assisted Research	248 (0.6)	219 (0.4)	387 (0.6)	85 (0.1)
Administration Plant	5,879 (13.2)	7,284 (13.5)	9,405 (14.0)	9,167 (13.6)
Maintenance	7,022 (15.8)	6,069 (11.3)	7,746 (11.6)	8,604 (12.9)
Scholarships etc.	693 (1.6)	589 (1.1)	2,300 (3.4)	2,458 (3.7)
Misc.	1,047 (2.4)	1,990 (3.7)	3,772 (5.6)	3,891 (5.8)
Extraordinary Expenses	4,854 (10.8)	4,531 (8.9)	3,226 (4.8)	2,432 (3.6)
TOTAL	44,247	53,834	67,159	67,024
Indicators F.I.				
Enrolment		44,818	53,513	49,822
Exp. per Stud.				
Instruction		740	756	810
Administration		163	176	184
Plant Maint.		135	145	173
Total Exp.		1,201	1,260	1,345

ONTARIO PROVINCIALY ASSISTED UNIVERSITIES

8 OF OPERATING EXPENSES BY OBJECT OF EXPENSE

		1971-72 10 Month Actual Ending 30 April '72				1972-73 Budget Estimates Ending 30 April '73				
	Salaries			Fringe Benefits	Total	Salaries			Fringe Benefits	Total
	Faculty	Other Acad.	Support Staff			Faculty	Other Acad.	Support Staff		
Ontario Average	36.9	5.1	28.3	6.2	76.5	37.5	4.8	29.0	6.5	77.7
High	41.4 Brock	10.7 Scar- borough	34.3 Guelph	7.8 McMaster	79.8 York	43.3 York	8.5 Carleton	32.6 Guelph	8.3 McMaster	81.3 York
Low	30.3 Erindale	0.2 Trent	24.3	4.9 Laurentian	70.2 Erin- dale	32.9 Erin- dale	0.2 Trent	25.0 Brock	5.2 Laurentian	71.8 Erin- dale
Laurentian	41.2	5.2	24.3	4.9	75.6	41.2	5.0	25.4	5.2	76.8
McMaster	41.2	1.8	29.2	5.6	77.8	38.9	2.3	29.1	5.6	75.9
	41.4	3.2	24.4	6.3	75.2	40.0	3.0	25.0	7.0	75.0
Trent	40.2	0.2	29.2	6.2	75.8	40.0	0.2	29.5	6.3	76.0

ONTARIO PROVINCIALY ASSISTED UNIVERSITIES
% OF OPERATING EXPENSES BY FUNCTIONAL AREAS

	1971-72 10 Month Actual Ending 30 April '72						1972-73 Budget Estimates Ending 30 April '73					
	Academic			Admin.	Phys. Plant		Academic			Admin.	Phys. Plant	
	Inst. & Research	Lib- rary	Academic Computing				Inst. & Research	Lib- rary	Academic Computing			
Ontario Average	62.3	7.9	3.3	5.5	14.5		62.9	7.7	3.0	5.8	14.3	
Ontario High	67.1 Queen's	11.0 Windsor	6.7 Waterloo	9.4 Erin.	22.8 Scar.	77.7 Queen's	67.1 Queen's	9.9 Trent	5.8 Waterloo	11.0 Erin.	20.5 Scar.	
Ontario Low	56.5 Scar.	6.3 Erin.	1.0 Erin.	3.5 Tor.	10.8 Western	65.3 Scar.	58.2 Brock Trent	6.2 Erin.	1.1 Trent	4.1 Tor.	11.4 York	
Laurentian	58.3	7.3	2.1	8.4	14.0	67.7	59.4	9.7	1.7	8.2	13.1	
Lakehead	61.3	8.2	2.7	7.8	14.2	72.2	61.2	7.5	2.7	7.5	15.4	
Brock	60.9	7.6	4.7	8.0	15.5	73.2	58.2	8.0	3.5	8.8	18.1	
	59.0	10.6	1.1	9.2	14.3	72.6	58.2	9.9	1.1	8.8	14.7	

(XIII), 8-1) REPARTITION DE LA POPULATION FRANCOPHONE
DU NORD-EST DE L'ONTARIO, PAR REGION (1961)

	<u>Population totale</u>	<u>Francophones</u>	<u>%</u>
Cochrane	95,666	44,147	46.1
Temiskaming	50,971	13,617	26.7
Algoma	111,971	13,617	26.7
Sudbury	165,862	54,940	33.1
Nipissing	70,568	25,408	36.0
Manitoulin	11,176	90	.8

Source: C.O.P.S.E.

(XIII), 8-2 ECOLES SECONDAIRES FRANCAISES DANS LE NORD-EST DE L'ONTARIO (1971)

	<u>Inscription</u>
Ecole Secondaire de Hanmer	1,017
Ecole MacDonald-Cartier, Sudbury	1,335
Ecole Secondaire Rayside, Azilda	752
Ecole Secondaire La Cité des Jeunes, Kap.	725
Ecole Secondaire Algonquin, North Bay	1,111
Ecole Secondaire Ste. Marie, Haileybury	666
Ecole Secondaire de Sturgeon Falls	1,170
Ecole Secondaire Thériault, Timmins	1,462
	8,238

ECOLES SECONDAIRES BILINGUES DANS LE NORD-EST DE L'ONTARIO, (1971)

Chapleau High School, Chapleau	100
Espanola High School, Espanola	67
Michipicoten High School, Wawa	45
Blind River District High School	222
Elliot Lake Secondary School, Elliot Lake	169
Sudbury High School, Sudbury	22
Nickel District Secondary School, Sudbury	331
Chelmsford Valley D.C.S., Chelmsford	115
French River District Sec. School, Noelville	396
Confederation Secondary School, Val Caron	170
Lakeway Collegiate and Vocational School, Sault Ste Marie	70
Cochrane High School, Cochrane	272
Iroquois Falls Secondary School	444
Hearst Secondary School	666
Kapuskasing District High School	406
Smooth Rock Falls High School	101
Kirkland Lake C.I. & V.S.	293
F.J. McElliot High School, Mattawa	87
Sturgeon Falls Secondary School	100
	4,078

Source: Ministerial Commission on French Language Secondary Education, 1971

(XIII), 9)

LES FRANCO-ONTARIENS

L'Ontario compte au-delà d'un demi-million de citoyens d'origine française, de par la colonisation qui débuta dès 1675 et à cause aussi de l'immigration québécoise. Dans plusieurs comtés, ils représentent de 10% à 82% de la population.

Tirés du document PROJET DE RAPPORT COMPLEMENTAIRE SUR L'EDUCATION POSTSECONDAIRE DE LA POPULATION FRANCO-ONTARIENNE, voici quelques données caractéristiques:

CATEGORIE D'EMPLOIS des citoyens francophones de l'Ontario en 1961:

	<u>Francophones</u>	<u>Ensemble de l'Ontario</u>
Administration	5.9 %	8.8 %
Professions libérales	8.6	10.0
Employés de bureau	11.2	14.9
Ouvriers spécialisés et employés d'usine	21.0	25.9
Agriculture	11.4	7.1
Forêts	3.1	.5
Mines	3.6	1.1
Manoeuvres (non spécialisés)	8.2	4.7

REVENUS, pour la même année:

Moins de \$3,000	51.8	29.6
\$3,000 - \$5,999	43.9	57.2
\$6,000 et plus	4.3	13.2

ADMISSIONS DANS LES ECOLES SECONDAIRES publiques françaises entre 1965 et 1971:

1965-1966	7,985	1968-1969	16,984
1966-1967	8,739	1969-1970	21,590
1967-1968	9,680	1970-1971	25,212

N.B. Cette section, Document-Information, risque d'être périmée en septembre 1973 étant donné qu'une restructuration administrative et académique est présentement en cours à l'Université Laurentienne.

document

questions

orientations

La présente section de ce numéro spécial entend présenter des questions, ou points d'interrogation, relatives à chacune des quatre parties du Programme et susceptibles d'amorcer une réflexion sur les problèmes implicites soulevés par les différents points à l'ordre du jour.

En aucune hypothèse s'agirait-il ici de "critiques", au sens péjoratif que retient trop souvent ce mot de critique (qui, en lui-même, demeure et la condition première de la recherche au niveau scientifique et la fonction spécifique de l'Université en tant que telle). Il faudra, bien plutôt, songer à "exigences" face à un milieu donné et dans un milieu caractérisé.

A.

DIMENSIONS PHYSIQUES DE L'UNIVERSITEQuestionnement
Interrogations1) Le lieu - les locaux:

1. Le terrain de notre Université est-il bien exploité et entretenu? Pourquoi l'asphalte y est-il si rare, v.g. terrains de stationnement et lieux où l'on reçoit et grand public et personnalités?
2. L'Université, comme lieu géographique, se situe-t-elle vraiment trop loin du milieu vivant de la ville? Si oui, ne faudrait-il pas songer à un prolongement physique de l'Université au cœur même de la Cité?
3. L'utilisation des locaux (salles de cours, laboratoires, centres récréatifs....) est-elle bien planifiée et fonctionnelle? Utilisation propice à une "Vie" et universitaire et culturelle et récréative? -trouverait-on des locaux toujours et facilement disponibles aux nombreuses activités désirables pour une "Vie" francophone sur ce Campus!

4. Résidences:

#Les services dans les Résidences sont-ils vraiment et efficacement fonctionnels ou efficaces, p.e. cuisinettes, blanchissage, etc.?

#Résidence et moralité:

soulever ce problème serait-il poser une fausse question?

#Une Résidence exclusivement consacrée au fait étudiant francophone constituerait-elle un ghetto, ou un lieu nécessaire d'identification et d'appartenance?

#Le coût d'habitation en Résidence correspondrait-il de manière réaliste aux moyens financiers dont disposent nos étudiants?

#Des prospections d'habitation en ville pour nos étudiants francophones seraient-elles désirables: où en est-on dans la planification à ce sujet?

2) Horaires

#Une planification de l'horaire
-élaborée une fois pour toutes
-serait-elle possible et désirable?

#Une trop grande fluctuation dans les
Blocs horaires, chaque année, risque-t-elle
d'entraîner à la longue des déséquilibres
dans l'apprentissage du Savoir?

#Trop ou trop peu d'activités perturbent-ils
une vie académique à l'horaire bien
réparti et employé (économme, bonne
distribution et bon emploi du temps à
tous points de vue)?

DIMENSIONS INTELLECTUELLES1) Transmission de l'information:

1. Communique-t-on trop d'information pour le temps et les moyens dont on dispose (déséquilibre entre information et "milieu" concret, entre information et réflexion, etc....)? ou, en d'autres termes, trop d'érudition, trop de "par coeur" (ou mémorisation à répéter), trop d'un savoir "inutile" (que dictionnaires et encyclopédies fourniraient)?
2. L'information débitée se referme-t-elle sur elle-même, paraissant épuiser un Savoir? Ouvre-t-elle plutôt sur des horizons inconnus: initie-t-elle et invite-t-elle à une recherche et à un dépassement personnels?
3. L'information tient-elle assez compte:
 - a) et de la problématique actuelle d'une science donnée (au cas contraire l'information s'avérerait retardataire)?
 - b) du milieu concret, Nord-Ontarien avec lequel elle est en continuité et qu'elle a à servir (s'"informe"-t-elle vraiment aux sources du milieu où elle se déploie)?
4. L'information circule-t-elle assez bien et assez vite, et à l'intérieur de l'Université, et dans le Nord de l'Ontario (y a-t-il assez de communication de l'information et, dès lors, communication entre les détenteurs de l'information)?

2) Fonction formation

1. Relations prof-étudiants:

-D'une part les professeurs sont-ils accessibles? ("Présents" au centre de la vie universitaire)?

-Tout les professeurs jouissent-ils d'une préparation et d'une compétence adéquates?

-Les relations entre professeurs et étudiants pourraient-elles, devraient-elles trouver améliorations: (chaleur et rayonnement)?

-D'où viennent nos étudiants? Que viennent-ils chercher ici en deça et au delà soit de toute passivité, soit de toute contestation, prennent-ils au sérieux les dimensions compétence et excellence de leur formation? Savent-ils structurer leur devenir académique? En ont-ils d'ailleurs, les moyens?

11. Relations entre étudiants.

-Y a-t-il assez de présence des étudiants les uns aux autres: d'abord, nous connaissons-nous et nous reconnaissons-nous, nous étudiants francophones si peu nombreux et trop disséminés sur ce campus?

111. Contenu culturel des cours

-Avons-nous l'impression qu'il existe vraiment un fait francophone aux caractéristiques culturelles indélébiles qu'il faudrait impérieusement promouvoir?

-Et d'abord, qu'est-ce qu'une culture et que la culture? Et qu'est-ce qu'être cultivé?

-Et que serait une culture francophone nord-ontarienne: qu'avons-nous de spécifique et d'irremplaçable à apporter (sinon consentons à mourir!)?

-Peut-on être et vivre vraiment bilingue sur ce campus (sans que bilinguisme signifie toujours pour un francophone la capacité de toujours parler anglais)?

-Quelles seraient les conditions d'une vraie vie bilingue sur ce campus?

-serait-il souhaitable, peut-être, d'avoir une Université unilingue

-Bilinguisme signifierait-il toujours à l'Université Laurentienne l'obligation pour les francophones de prendre leurs cours en Anglais (i.e. Sciences, Ecoles professionnelles)?

-Comment expliquer le fait que le Comité du bilinguisme suscite si peu d'intérêt, fonctionne si mal et ignore jusqu'à son mandat?

-Y a-t-il indifférence, sinon mépris, entre francophones et anglophones: communautés, hostiles, parallèles ou complémentaires? Ou pourrait-on relever des traces, chez nos francophones, de honte et d'assimilation accrue sous prétexte d'adoption réaliste et économique?

-Y a-t-il beaucoup de projets de recherche collectifs subventionnés par des organismes officiels dans nos unités académiques?

-La Laurentienne est-elle vraiment sur la carte des universités canadiennes au point de vue de la recherche: sinon pourquoi? Ou sont, où vont nos publications? Où sont nos chercheurs, où sont nos penseurs?

-Quelles valeurs, en dernier ressort, entendons-nous promouvoir? Quelle type d'Université désirons nous voir de nos efforts collectifs émerger: cette Université-ci compte très peu d'étudiants, se trouve à l'aube de son développement et au seuil de sa future image, quelles possibilités, quelles audaces ne lui seraient-elles pas permises si seulement elle voulait consentir aux risques d'une imagination créatrice inédite et d'un courage lucide? Que fait donc nos Comités de planification académique?

-Vont-ils nous imposer la conception périmée de l'Université libérale telle que parefaite par le triste (XIX) ème siècle industrialiste?

IV. Méthodologie et résultats

-Comment un étudiant devrait-il être évalué: d'après quels types de travaux et de contrôles? Que signifierait de la recherche valable, au niveau universitaire, pour un étudiant?

-Entrevoyait-on moyens et méthodes pour rendre le travail de l'étudiant pratique et rentable même dans son milieu immédiat?

Il faut repenser les programmes offerts en Français afin de

1. les adapter mieux à l'étudiant francophone
2. donner à l'étudiant un choix plus varié
3. permettre plus de flexibilité dans le choix des cours
4. tenir compte des exigences du milieu de travail francophone et des universités qui offrent des programmes gradués
5. rendre les meilleurs services possibles dans les limites de budgets restreints

L'atelier traitant des questions de programme devra se poser les questions suivantes:

A. Quels sont les programmes qui répondront le mieux à ces objectifs?

- a) B.A. général
- b) B.A. interdisciplinaire ou multidisciplinaire
- c) B.A. disciplinaire-Quelles disciplines?
- d) B. Sc.
- e) Ecoles professionnelles

B. Est-ce que les formes d'enseignement devraient être conçues de façon différente?

- a) cours
- b) travail d'équipe
- c) travail libre, etc.

C. Comment intégrer l'expérience socio-culturelle à l'intérieur des programmes académiques? Est-ce souhaitable?

D. Est-ce qu'il faut continuer à concevoir les cours français en parallèle aux cours anglais?

E. Devrions-nous offrir des programmes où quelques cours seraient offerts en français et d'autres en anglais?

(V), VI) et 3:

-Est-ce que le concept de Département n'est pas périmé?

Qu'est-ce que c'est que l'interdisciplinarité et est-ce que ça existe sur notre campus, sinon pourquoi?

-Est-ce que nos étudiants participent assez à la vie et au pouvoir décisionnel de nos Départements et Ecoles?

-Est-ce que chaque Département se préoccupe assez de prolonger le Savoir spécifique dont il a la responsabilité dans les organismes de création rayonnants?

-L'articulation du corps des étudiants du jour et de celui des étudiants du soir nous semble-t-elle bien faite?

L'Extension crée-t-elle plus de problèmes qu'elle n'en résout sur notre campus?

-Collèges affiliés-Collèges fédérés: l'articulation des Collèges affiliés avec la Laurentienne paraît susciter ce qui pourrait devenir une situation critique: pourquoi?

-D'autre part, un système de relations équilibrées, harmonieuses et rentables paraît faire défaut pour intégrer de façon harmonieuse la Laurentienne et ses Collèges affiliés: que manque-t-il? Y a-t-il urgence pour nous d'y remédier?

-Quel pourrait et devrait être le rôle (fonction, rayonnement, influence...) de la Laurentienne dans la région sudburoise et Nord-Ontarienne, d'abord et avant tout quant à la présence ici d'un fait francophone?

C.

DIMENSIONS ADMINISTRATIVES D'UNE UNIVERSITE

-Existerait-il une superstructure administrative trop lourde, coûteuse et encombrante pour une Université qui ne compte, somme toute, que 1900 étudiants?

-Quelle perception avez-vous des administrateurs dans cette Université: efficaces, hautains, disponibles, travailleurs ou paresseux, trop nombreux?...

-En quoi l'administration nuirait-elle à la distribution du Savoir ou la seconderait-elle?

-La subordination de la chose académique à une administration totalitaire et monopolisante, à voie uniquement descendante, n'aurait-elle pas chance d'assurer uniformité et cohérence plus forte? Ou une démocratisation trop poussée ne risquerait-elle pas de disperser les énergies du corps professoral et d'énerver tout le système?

-Ne pourrait-on pas songer à un autre et tout à fait nouveau type d'Université qu'il ne tiendrait qu'à nous, et dès maintenant à promouvoir?

-N'y a-t-il pas à l'Université Laurentienne trop de Comités? Et par ailleurs de Comités dont le mandat demeure des plus flous ou indéterminés?

D. ORGANISMES DE CREATION ET DE RECREATION SUR
LE CAMPUS

-La participation des étudiants à des organismes de type soit de création, soit de pouvoir législatif et exécutif ne fait-elle pas vraiment trop défaut?-l'absentéisme, et surtout celui des francophones sur le campus n'est-il pas l'une de nos faiblesses alarmantes?

-Jusqu'à quel point pourrait-on intégrer la création au sein des cours offerts à la Laurentienne?

-La création d'un Comité de coordination et de promotion des activités francophones ne s'imposerait-elle pas?

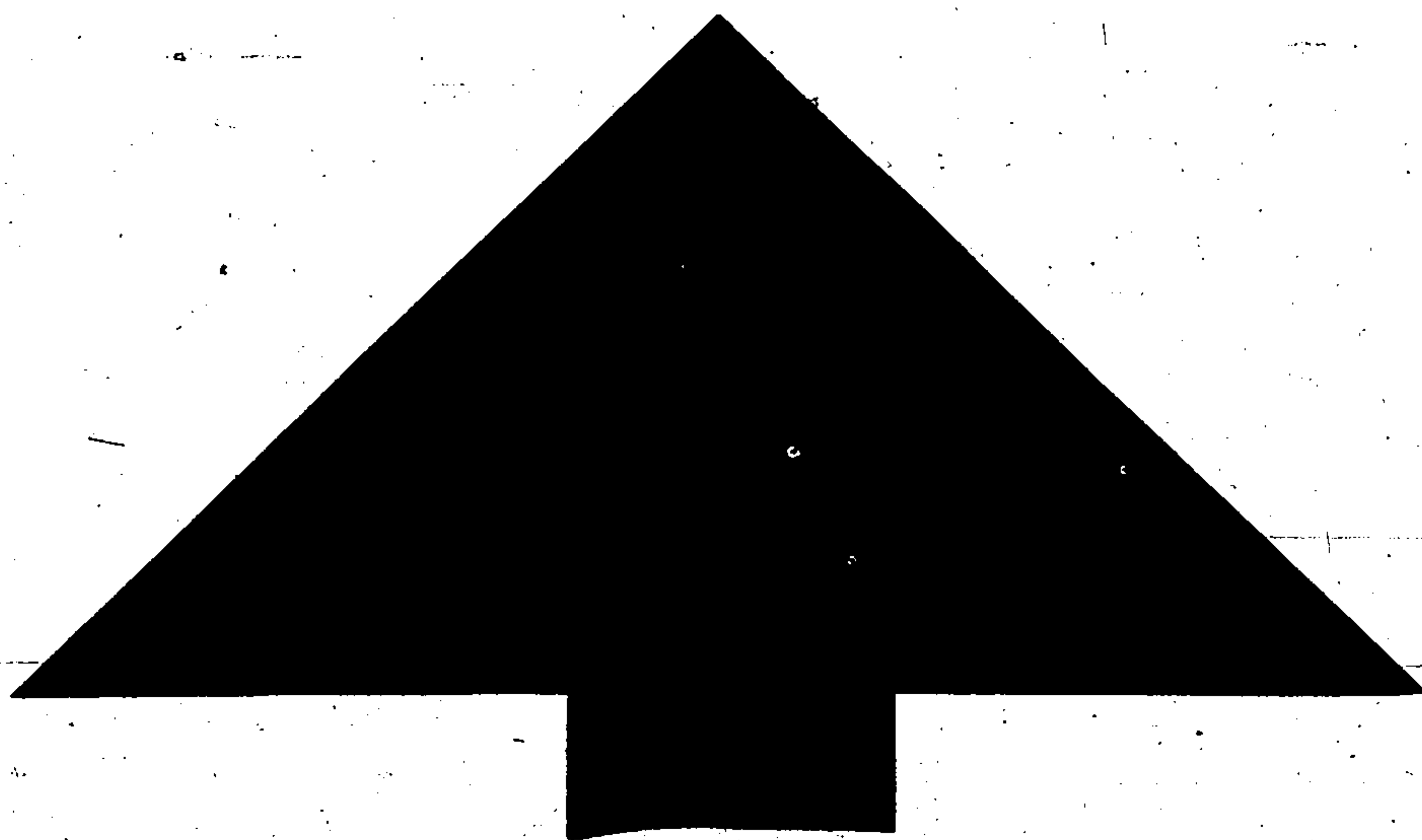
-Quelle image l'Université Laurentienne projette-t-elle dans les milieux extérieurs (surtout face à l'Université d'Ottawa, et aux Universités du Québec et du Sud de l'Ontario?

-Qui détient en dernière analyse le pouvoir dans cette Université? Quelle part en revient aux étudiants francophones? Et s'agirait-il bien alors du pouvoir du Savoir que bien plutôt du pouvoir du fonctionnarisme, de la rentabilité ou tout simplement de la médiocrité?

-Enfin un étudiant francophone est-il heureux de vivre à la Laurentienne? S'il ne l'est pas pourquoi? Qu'attendent-ils pour l'être?

Qu'est-ce qui les empêcherait de l'être?:
les Anglophones, les administrateurs, les professeurs....ou Toronto!!!

L'équipe responsable des journées d'étude ainsi que du présent numéro de Ré-Action, tient à remercier tout particulièrement M. Laurent Alie, qui n'a ménagé ni ses efforts ni son temps pour recueillir toute l'information ici présentée.



LE T.N.O. PRESENTE

A MES FILS BIEN AIMES



LE 16 MARS
1973

une nuit

sur l'étang

